

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LÉGISLATION ANGLAISE

SUR

LA RESPONSABILITÉ EN MATIÈRE D'ACCIDENTS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Mercredi 21 Juin 1899, à 8 heures 1/2 du matin

PAR

CHARLES RIST

Licencié ès lettres
Docteur en droit
Avocat à la Cour d'appel

Président : M. THALLER, professeur.

Suffragants { *MM. PLANIOL, professeur.*
JAY, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET DES ARRÊTS

ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison **L. LAROSE et FORCEL**

22, rue Soufflot, 22

L. LAROSE, Directeur de la Librairie

1899

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LÉGISLATION ANGLAISE

SUR

LA RESPONSABILITÉ EN MATIÈRE D'ACCIDENTS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Mercredi 21 Juin 1899, à 8 heures 1/2 du matin

PAR

CHARLES RIST

Licencié ès lettres
Docteur en droit
Avocat à la Cour d'appel

Président : M. THALLER, professeur.
Suffragants { MM. PLANIOL, professeur.
JAY, professeur.



PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET DES ARRÊTS

ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison L. LAROSE et FORCEL

22, rue Soufflot, 22

L LAROSE, Directeur de la Librairie

1899

AU DOCTEUR ÉDOUARD RIST

M. Robert H. Haldane, M. P., Q. C. et M. A. von Glehn ont bien voulu m'aider dans ce travail, l'un de sa grande expérience parlementaire et judiciaire et l'autre de sa connaissance approfondie de la politique anglaise. M. Llewellyn Smith, directeur du « Labour Department » au « Board of Trade », a mis à ma disposition avec une courtoisie et une complaisance inoubliables tous les renseignements que possède son administration. M. Edward W. Brabrook, Registrar général des sociétés de secours mutuels, m'a ouvert avec une bienveillance égale ses archives, où j'ai puisé pour ce travail les données les plus utiles. Enfin, M. Pease, secrétaire de la « Fabian Society », M. Tom Mann, M. Macdonald secrétaire du Trade-Council de Londres, m'ont libéralement fait part de la longue expérience qu'ils ont acquise des opinions et des besoins de la classe ouvrière anglaise. Qu'ils veuillent bien accepter ici l'expression de ma très vive gratitude.

BIBLIOGRAPHIE

Le texte de la loi se trouve dans la publication annuelle de J.-M. Lely : *Statutes of practical utility* (année 1897, 60 et 61 Victor.). Les meilleurs commentaires sont ceux de Willès : (*The Workmen's Compensation Act*, 4^e édit. Londres, 1898) et de Ruegg (*The Employers' liability Act and the Workmen's Compensation Act*, 3^e édit. Londres, 1898).

Des études sur la loi ont été publiées par M. A. Monnier (*La législation anglaise sur la réparation des accidents*. Paris 1899, chez Larose), par M. Henry W. Wolff (in *Archiv für Soziale Gesetzgebung und Statistik*. Année 1898, p. 688), par M. Montague Barlow (*The Insurance of Industrial Risks*, in *Economic Journal*, ann. 1897, p. 355-367), par la Société fabienne (Tract n^o 82), et par M. Inhtilsen, dans les *Jahrbücher für National Oekonomie u. Statistik*, III, Folge, 14. Band, 579, et Band. XV, p. 464.

Sur la législation et la jurisprudence antérieures à la nouvelle loi, on peut consulter : T. Beven : *Negligence in Law*, 2 vol. Londres 1892, qui est un traité sur la théorie générale de la responsabilité, et le commentaire du même hauteur sur l'*Employer's liability Act* de 1880 (Londres 1881). Il faut y ajouter : le *Report from the select Committee on Employers' liability for injuries to their servants* (24 juillet 1876) ; le *Report from the select Committee on the Employers' liability Act amendment Bill* (11 juin 1886) et les *Returns of the total number of cases tried in the County Courts under the Employers' liability Act* (1884, 1885, 1887, 1891, 1894) ; enfin l'excellent petit livre de M. Henry W. Wolff : *Employers' liability. What ought it to be ?* (Londres 1887), et le rapport de M. Fr. H. Whympers au congrès des accidents de Berne (1891), *Rapports et procès-verbaux*, p. 406.

Sur la préparation et le vote de la nouvelle loi, il faut consulter les discussions parlementaires sur le bill Asquith de février à décembre 1893, et celles sur le bill Chamberlain de mai à août 1897 ;

on les trouvera soit dans le compte rendu analytique du *Times* soit dans la collection des *Parliamentary Debates* (= P. D.), à peine plus complets, publiés par Eyre et Spottiswood (ancien Hansard).

La statistique des accidents est rapportée mensuellement par la *Labour Gazette*.

Sur l'application de la loi nouvelle et la jurisprudence, on trouvera des renseignements dans un article de M. Henry W. Wolff : *Les premiers résultats de la loi sur la responsabilité des accidents en Angleterre* (in *Revue d'Econ. polit.*, 1899, février, p. 126) ; dans la *Labour Gazette* depuis le 1^{er} juillet 1898 ; dans les journaux quotidiens anglais et surtout dans un journal hebdomadaire le *Friendly Societies Recorder* (160 Watling Street, London, S. C.) qui s'est fait une tâche spéciale de centraliser les renseignements sur l'application de la nouvelle loi ; enfin le Registrar général des sociétés de secours mutuels dans un rapport annuel au Parlement doit rendre compte de l'application de la nouvelle loi. Le rapport pour 1898 ne contient naturellement que peu de renseignements.

Sur l'organisation des caisses de secours avant la nouvelle loi. Cf. *Royal Commission on Labour ; Vth. and final Report*, II^e partie (1894).

Les documents officiels et une partie des volumes indiqués ici se trouvent réunis à la Bibliothèque du Musée social.

INTRODUCTION

La loi du 6 août 1897 a introduit dans la législation anglaise le principe du risque professionnel. Nous étudierons dans le premier chapitre de ce travail l'évolution historique à la suite de laquelle cette réforme a pu se produire. Cette évolution, néanmoins, ne suffit pas à expliquer toutes les dispositions de la nouvelle loi. Le législateur, en effet, a été dominé dans son élaboration par des principes assez différents ; tous les détails de son œuvre ne s'enchaînent pas avec une parfaite logique. Il nous semble utile, avant de l'examiner, de résumer les deux conceptions auxquelles les nouvelles dispositions légales se rattachent, et les conséquences logiques qui s'en déduisent : l'idée d'assurance d'une part, l'idée de responsabilité de l'autre.

I

Les conséquences pécuniaires d'une faute ou d'un fait doivent retomber en définitive sur l'auteur de la faute ou du fait, et non sur leur victime. Telle est l'idée fondamentale qui justifie la responsabilité civile dans tous les pays qui l'ont sanctionnée. La théorie du risque professionnel n'a fait qu'étendre ce principe à une catégorie

de « dommages » nouvelle, que ni les rédacteurs du Code civil, en France, ni les interprètes de la Common law, en Angleterre n'avaient prévue : la catégorie des accidents industriels.

On ne distinguait nettement autrefois que deux sortes d'accidents industriels, suivant qu'ils résultaient soit de la faute ou du fait du patron, soit de la faute ou du fait de l'ouvrier. La responsabilité civile ne s'appliquait, bien entendu, qu'aux premiers. Mais on n'a pas tardé à s'apercevoir que l'industrie créait des risques particuliers, dont ni un patron, ni un ouvrier isolés ne pouvaient individuellement être rendus responsables. Le droit commun des nations européennes n'avait pris aucune disposition pour réparer dans cette éventualité les dommages qui se produisaient. Or, en l'absence de toute disposition, c'est en définitive sur l'ouvrier ou ses ayant-cause, que retombaient dans tous les cas de ce genre, les conséquences pécuniaires de l'accident. On s'est alors efforcé, et c'est ce qu'a fait la loi anglaise du 6 août 1897, d'organiser la responsabilité pécuniaire de l'industrie pour les accidents dont la collectivité industrielle était au fond responsable.

C'est là une première conception dont s'est inspiré le législateur anglais.

A vrai dire on pourrait hésiter sur le point de savoir si c'est là sa véritable pensée. On peut soutenir en effet que le risque professionnel doit être supporté non par l'industrie, mais par le patron, car celui-ci recueillant les bénéfices de l'entreprise en doit assumer les risques inévitables. Dans ce système, le sujet de la responsabilité

est toujours un individu déterminé ; on se contente d'étendre à des circonstances nouvelles la théorie contenue dans l'article 1384 de notre Code civil. Par suite, le débiteur de l'indemnité sera lui aussi un individu déterminé, dans l'espèce le patron, au lieu qu'en admettant la responsabilité de l'industrie le débiteur de l'indemnité doit être une collectivité ; telles, en Allemagne, les corporations obligatoires.

Deux motifs pourraient nous induire à penser que la loi anglaise, loin de suivre ce dernier exemple, a prétendu adopter au contraire le système de la responsabilité personnelle du patron. Le premier, c'est qu'en fait le débiteur de l'indemnité est le patron, dans la loi que nous étudions ; c'est donc, semble-t-il, qu'on le considère aussi comme le sujet de la responsabilité. Le deuxième se trouve dans les termes mêmes dans lesquels le ministre de l'intérieur, M. Mathew White Ridley formulait le principe du nouveau bill : « Quand une personne, disait-il, sous sa propre responsabilité et pour son profit particulier, met en mouvement des engins qui créent des risques pour d'autres, elle doit être civilement responsable des conséquences de ce qu'elle fait » (1).

Nous croyons cependant que telle n'a pas été la conception fondamentale de la nouvelle loi, et que son principal auteur, M. Chamberlain, avait bien en vue la réalisation d'une responsabilité industrielle collective. Voici en effet les paroles qu'il prononçait le 15 juin 1897 : « Le principe de ce bill, disait-il, est que chaque ouvrier (dans les

1. 3 mai 1897. P. D. p. 1427.

industries spécifiées par la loi) a droit à une indemnité modérée et raisonnable pour tous les accidents dont il peut être victime au cours de son travail, à moins que ces accidents n'aient pour cause sa propre grave et volontaire inconduite. Il y a dans ce bill deux principes, et nous venons d'énoncer le premier. Voici le second : L'indemnité doit-être une charge de *l'industrie ou du métier* où l'accident s'est produit » (1).

Il est vrai que malgré ces paroles, chaque patron, d'après la loi nouvelle, reste individuellement responsable des accidents arrivés dans son établissement. Mais la loi comme l'a répété à plus d'une reprise M. Chamberlain, considère le patron uniquement comme l'intermédiaire le mieux adapté (*the most convenient channel*) entre la collectivité industrielle et les victimes des accidents. Et d'autre part, *en fait*, la charge des accidents soit par l'assurance à des Compagnies privées, soit par l'association de plusieurs industriels en une mutualité, finit bien par retomber sur la collectivité, en compensant les uns par les autres les risques des diverses entreprises.

Quoi qu'il en soit, cette divergence entre les deux ministres chargés de soutenir le bill devant la Chambre, indique assez que la rigueur des conceptions théoriques les préoccupait moins que le souci des possibilités pratiques. Admettons cependant que l'un et l'autre fussent au moins fermement attachés à l'idée de responsabilité. Quelles conséquences logiques devaient-ils déduire de cette idée ?

1. P. D. 15 juillet 1897.

Si la responsabilité doit servir de fondement à l'indemnité, il faut dans chaque accident rechercher quel en est l'auteur. Est-ce l'ouvrier ? l'indemnité lui sera refusée ; est-ce le patron ou l'une des personnes soumises à son autorité ? c'est à lui de la supporter ; est-ce la collectivité industrielle ? c'est elle alors qui doit payer, soit directement par l'organe des corporations obligatoires, soit indirectement par l'intermédiaire du patron ; est-ce enfin un tiers étranger à l'industrie ? c'est à lui qu'incombe alors uniquement la réparation du mal causé. Toutes ces solutions découlent nécessairement de la conception qui, dans le risque professionnel, voit une simple extension des règles antérieures sur la réparation du dommage causé à autrui. Si nous les énumérons ici, c'est pour pouvoir ensuite les opposer à celles qu'effectivement la loi anglaise a données aux mêmes questions.

II

Mais il est une autre conception, aussi importante, sinon plus, que la précédente, moins compliquée d'ailleurs, et qui ne laisse pas place à toutes les controverses, à toutes les incertitudes que soulève l'idée de responsabilité. Cette autre idée, qui a guidé partiellement le législateur anglais dans l'élaboration de la loi de 1897, est l'idée simple d'assurance. Le travail industriel implique des risques, qu'aucune prévoyance humaine ne peut complètement éviter, et auxquels s'exposent étourdiment ceux-là même qui demandent à être protégés contre eux. Ces risques sont la rançon du travail. La prudence

humaine suffit si mal à les écarter, que le nombre des accidents est chaque année presque identique, dans chaque profession, tandis que le coefficient des risques diffère dans chacune d'elles. Et cette régularité même prouve assez que leur cause réelle échappe au contrôle des individus.

De là l'idée très naturelle d'assurer l'ouvrier contre ces risques, sans se préoccuper de la cause de l'accident auquel il succombe. Les accidents dûs à sa propre faute, sont souvent aussi inévitables que ceux auxquels il reste étranger. S'agit-il donc alors d'une simple œuvre d'assistance, d'une augmentation gratuite du salaire ouvrier, sans qu'aucune règle de justice légitime l'assurance ainsi conçue ? Loin de là. La charge des accidents, par le fait même que l'entrepreneur peut les prévoir, sans pouvoir le plus souvent les empêcher, par le fait même que la bonne volonté individuelle de l'ouvrier influe à peine sur leur nombre, doit rentrer dans les frais généraux de l'entreprise, aussi bien que l'achat des matières premières ou l'entretien des machines. De même que la détérioration de ces dernières ne peut être ralentie que dans certaines limites, de même le nombre des accidents ne peut être réduit que dans une mesure donnée, par la prévoyance et l'attention. La charge des risques doit donc entrer en compte, soit dans la fixation du salaire, soit dans le calcul des frais généraux ; et comme, en fait, le salaire est fixé sans qu'on en tienne compte, elle rentre tout naturellement dans les frais généraux.

Deux conséquences pratiques découlent nécessairement de cette conception : d'abord la nécessité d'indemniser

également tous les accidents, quelle que soit leur cause. Peu importe que le patron ou l'ouvrier soit responsable. L'assurance comprend dans sa définition tous les cas possibles. Elle s'applique aussi bien aux cas où la responsabilité est déterminable, qu'à ceux où elle ne l'est pas.

A cette première conséquence s'en rattache une autre. La responsabilité civile, imposée jusqu'ici au patron, lorsqu'elle avait pour base une responsabilité morale réelle, répondait à un double but : d'une part elle ne laissait pas sans réparation le préjudice causé, mais d'autre part, par la menace des lourdes charges pécuniaires qu'elle suspendait sur les industriels, elle les incitait à prendre des mesures de précaution. L'indemnité, quand l'accident provenait de l'insuffisance de ces précautions, constituait donc une véritable peine.

La responsabilité civile pesant sur chaque patron individuellement, servait donc à la fois à indemniser l'ouvrier et à punir l'entrepreneur coupable, et inversement, l'absence d'indemnité, au cas où l'accident résultait de la négligence d'un ouvrier, constituait pour celui-ci une véritable peine.

Mais le système de l'assurance supprime entièrement le caractère pénal de l'indemnité. Seul son caractère de réparation subsiste encore. Que le patron ou l'ouvrier soient ou non négligents, l'un paiera, et l'autre recevra dans tous les cas la même indemnité. De là très probablement chez l'un comme chez l'autre une diminution du sentiment de la responsabilité, et par suite un certain

relâchement dans l'observation des précautions nécessaires.

Les ouvriers anglais l'ont bien senti en ce qui touche leurs patrons, et c'est pourquoi à plus d'une reprise ils se sont montrés hostiles à l'idée d'une assurance (1). Et d'autre part les patrons ont soutenu, s'appuyant sur des exemples tirés à la fois des expériences allemandes, et des expériences fournies par leurs propres caisses de secours, que les accidents augmentaient lorsque les ouvriers étaient certains de leur réparation.

Il en résulte nécessairement que le seul moyen d'éviter la négligence aussi bien des uns que des autres est d'établir des sanctions pénales aux fautes de cette espèce. En d'autres termes, le système de l'assurance entraîne une distinction nécessaire entre l'amende et l'indemnité, alors que le système de la responsabilité civile confond l'une et l'autre.

Une législation parfaitement logique avec son principe aurait dû adopter ces solutions, de même qu'elle aurait dû adopter celles que nous indiquions plus haut dans le système de la responsabilité. La législation anglaise n'a pas été logique.

D'une part, si elle adoptait le système de la responsabilité même élargi, tel que nous l'avons exposé, elle devait, partout où la responsabilité individuelle réparait, la sanctionner par une responsabilité civile correspondante. D'autre part, si elle adoptait le principe de

1. Cf. dans *Report from the select committee, etc.*, du 21 juillet 1876, les dépositions ouvrières.

l'assurance, elle devait accorder à l'ouvrier une indemnité dans tous les cas, et créer des sanctions pénales pour les négligences du patron et de l'ouvrier. Elle ne l'a pas fait.

Il est certain néanmoins que l'idée fondamentale dont s'est inspiré son auteur est l'idée d'assurance. Cela résulte des termes mêmes employés par M. Chamberlain, et que nous avons cités plus haut. Cela résulte aussi de l'intention qu'il avait manifestée au début, et à laquelle du reste il renonça, de ne pas faire de la faute lourde de l'ouvrier un motif d'exception. Cela résulte encore de la limitation même qu'il imposa aux effets de sa loi ; car en n'en faisant bénéficier qu'un certain nombre d'industries, il indiquait qu'il ne s'agissait pas d'un principe général de droit, mais d'un bénéfice particulier accordé aux ouvriers les plus exposés. Cela résulte enfin de plus d'une disposition de détail, que nous noterons au passage.

Et malgré cela, l'ancienne théorie de la responsabilité dominait tellement les esprits, que le Parlement anglais n'a pas su s'en débarrasser. Si bien que la loi telle qu'elle existe aujourd'hui ne s'explique pas sans que l'on fasse intervenir cette théorie. Il existe même, à notre avis, une raison décisive pour rattacher la loi nouvelle à la théorie de la responsabilité collective, plutôt qu'à celle de l'assurance : c'est que le législateur anglais n'a pris aucune mesure pour organiser cette assurance, c'est qu'il se contente de proclamer les obligations du patron et les droits de l'ouvrier, mais dans la loi le patron et l'ouvrier sont seuls en cause. Il n'existe aucune organisation supérieure qui garantisse à l'ouvrier le paiement de son in-

demnité, rien de ce qui constitue les premiers rudiments de l'assurance obligatoire.

III

Ainsi la moindre préoccupation du législateur anglais a été d'imprimer à la loi nouvelle ce caractère de logique et d'unité, dont son tempérament s'accommode moins aisément que le nôtre. Notre tâche, par contre, sera de ramener les dispositions de détail aux principes et aux tendances qui les ont inspirées, de noter en particulier l'antagonisme de ces deux conceptions : celle de responsabilité et celle d'assurance, et de montrer finalement que la loi anglaise récente, comme tant d'autres avant elle, n'est en somme qu'un compromis entre des intérêts opposés.

Mais nous ne saurions nous borner à critiquer la loi nouvelle de cet unique point de vue. Ses dispositions présentent non seulement l'intérêt théorique que nous venons de signaler, elles présentent un intérêt pratique immédiat, puisqu'elles sont autant de solutions données aux problèmes difficiles qu'a fait, en tout pays, surgir la vie industrielle. Il nous faudra donc examiner aussi la valeur pratique de la loi. Dans quelle mesure répond-elle aux besoins de la classe ouvrière ? les indemnités qu'elle accorde sont-elles suffisantes ? leur mode de distribution est-il efficace ? évite-t-elle les procès ? la procédure est-elle rapide ou lente ? Autant de questions dont l'intérêt est pressant, puisque de leur solution plus ou moins habile dépendent souvent le bonheur et la vie de familles entières. Questions plus difficiles à résoudre, pen-

sons-nous, que celles de simple logique dont nous nous préoccupons tout à l'heure.

Ce n'est pas tout. Il faut instituer une comparaison nécessaire entre la loi anglaise nouvelle, celles qui l'ont précédée, et les lois continentales ayant le même objet. Seule cette comparaison pourra faire apparaître la portée de la loi de 1897, en montrant ce qu'était auparavant la situation des ouvriers victimes d'accidents, en permettant d'apprécier si elle apporte aux lacunes de la législation antérieure un remède efficace et complet, ou si elle marque seulement une étape vers une réglementation plus parfaite et plus efficace encore. La comparaison avec les lois étrangères nous permettra de saisir sur le vif certains procédés de législation, certaines habitudes d'esprit, certaines tendances spécialement anglaises, qui nous auraient échappé sans cela, et qui sont d'un intérêt général ; elle nous fournira aussi des suggestions utiles sur les solutions à donner aux problèmes analogues qui se sont posés chez nous.

Enfin nous aurons à noter les effets qu'à déjà pu produire la mise en œuvre de la loi nouvelle. Votée le 7 août 1897, elle n'est entrée en vigueur que le 1^{er} juillet 1898. Mais déjà l'on peut entrevoir les tendances des magistrats chargés de son interprétation ; déjà sont nées de tous côtés des institutions patronales et ouvrières, destinées tantôt à faciliter l'application de la loi, tantôt à la remplacer entièrement ; déjà les charges financières qu'elle impose ont été appréciées et critiquées. On peut ainsi dès maintenant estimer la valeur de certaines prédictions trop optimistes ou trop pessimistes faites au cours des

débats parlementaires. On peut même entrevoir, si quelque réforme législative doit intervenir à nouveau, quels seront son objet et ses moyens.

Peut-être pour plus de clarté, aurait-il été nécessaire de séparer entièrement ces divers ordres d'idées, en absorbant l'exposé même de la loi dans son étude critique. Mais c'aurait été perdre de vue l'objet principal de ce travail, qui est de donner l'analyse exacte des règles que l'Angleterre vient de se donner en cette matière.

Nous avons donc suivi la méthode inverse, en rattachant à l'exposé des points principaux de la loi nouvelle, les critiques ou les comparaisons qui paraissaient utiles. Les faits relatifs à l'application de la loi n'ont pas fait non plus l'objet d'une partie spéciale ; nous les avons joints à l'analyse des dispositions dont ils sont la conséquence immédiate.

Nous n'avons pas cru devoir insister longuement sur les discussions parlementaires qui ont précédé le vote de la loi Chamberlain. D'une part, en effet, dans un travail récent (1), ces discussions ont été rapportées très complètement, et d'autre part il nous a semblé que les discussions législatives, les Congrès, les livres et les conférences avaient tellement vulgarisé les principaux arguments des partisans et des adversaires du risque professionnel, que leur expression anglaise ne présentait pas un intérêt très nouveau. Nous n'avons donc cité les travaux préparatoires que lorsque cela était indispensable

1. Monnier : thèse, Paris. Législation anglaise sur les accidents du travail 1898.

pour éclairer une disposition particulière, ou pour justifier une appréciation.

D'après cela, notre exposé comprendra nécessairement : un premier chapitre sur les antécédents de la législation actuelle ; un chapitre sur les notions fondamentales qui dominent la loi nouvelle (théories de la faute et du risque professionnel), enfin l'analyse même de cette loi dont nous grouperons les dispositions autour des quatre chefs suivants : les conditions de paiement de l'indemnité (Chap. III), le montant et les garanties de l'indemnité (Chap. IV), la procédure (Chap. V), enfin le principe du *contracting-out* (Ch. VI et VII).

CHAPITRE PREMIER

LES ORIGINES HISTORIQUES ET LES PRINCIPES DE L'ACTE CHAMBERLAIN.

Avant d'exposer en détail la législation anglaise sur les accidents du travail, il nous faut décrire les transformations qu'a subies le principe même de la responsabilité dans cette législation. C'est par là que notre étude se rattache à l'étude plus générale des principes juridiques nouveaux que l'organisation moderne de la grande industrie fait graduellement pénétrer jusque dans le droit civil des nations européennes.

Comment l'idée du risque professionnel, si peu sympathique cependant à l'esprit anglais, imbu des notions classiques de responsabilité personnelle, s'est-elle introduite dans la loi anglaise ? Sur ce point, comme sur tant d'autres, le législateur eût préféré sauvegarder la tradition juridique nationale, et chercher par des voies originales la solution de ce problème universel des accidents du travail. Il y était presque parvenu quand les circonstances politiques firent échouer ces tentatives.

M. Chamberlain alors, malgré des résistances opiniâ-

tres, imposa au Parlement britannique cette idée germanique de l'indemnité obligatoire, que les juristes d'Outre-Manche traitent volontiers de révolutionnaire. Une fois de plus la similitude de l'organisation industrielle aura contribué à fortifier cette législation internationale, que dans un autre domaine, les conditions analogues des transactions commerciales ont depuis longtemps créée.

Ajoutons que l'idée juridique de responsabilité délictuelle doit nécessairement s'éclairer de cette histoire ; à chaque innovation du législateur anglais, nous nous efforcerons de la dégager des textes et d'en montrer les transformations.

Enfin, par une particularité fréquente dans la législation anglaise, la loi nouvelle n'a pas suspendu l'application des lois antérieures ; elle n'a fait que la restreindre. La Common law, la loi de 1880 sur la responsabilité patronale sont encore en vigueur à côté de la loi de 1897 sur les indemnités des accidents. Nous étudierons donc successivement ces trois lois différentes, en cherchant à dégager l'idée de responsabilité exprimée par chacune d'elles. Nous connaissons ainsi le sens et la portée générale de la loi nouvelle avant d'en aborder l'étude détaillée.

Il faudra montrer aussi les rapports de cette législation avec la législation française ; et enfin, puisqu'il s'agit ici de questions contemporaines et de besoins présents, nous devons nécessairement parler des intérêts antagonistes qu'à chaque époque elle était destinée à satisfaire.

I

La « Common law »

Dans les pays européens, qui depuis quelques années ont fait voter des lois nouvelles sur la responsabilité des accidents du travail, le progrès législatif a consisté dans la substitution de l'idée de risque professionnel à celle de responsabilité délictuelle, qui s'appliquait auparavant sans distinction à tous les accidents. Partout l'obtention d'une indemnité était soumise aux mêmes conditions, qu'il s'agit d'ouvriers blessés au cours de leur travail, ou simplement de personnes étrangères à l'industrie, et c'est pour soustraire les premiers aux règles du droit commun que le législateur est intervenu.

L'évolution juridique n'a pas procédé de même en Angleterre. La Common law (1), à laquelle étaient empruntées les règles de la responsabilité délictuelle, ne protégeait pas également ces deux catégories de person-

1. On sait que la Common law est la loi non écrite de l'Angleterre. Transmise par une tradition séculaire, empruntée aux sources les plus diverses (droit romain, droit canonique, droit saxon) elle est fixée dans les arrêts, transcrits sur des registres publics, et régit aujourd'hui encore un grand nombre de matières. Le développement de ses principes est dû tout entier à la jurisprudence. Les règles particulières qui en découlent sont puisées dans les arrêts. De là une certaine difficulté à en donner une idée nette. Cf. Stephen : *New commentaries on the laws of England*, 12^e Ed. I, pp. 8, 43 et suiv. Il ne faut pas confondre comme on voit « Common law » et « droit commun ».

nes. Les ouvriers, dès le début du siècle, perdirent le bénéfice de ses dispositions, et se trouvèrent placés bien avant la loi récente de 1897 sous un régime d'exception, qui, loin de leur être favorable, leur enlevait au contraire presque tous les droits accordés à ceux qui n'avaient pas cette qualité. Par suite l'effort du législateur a dû tendre ici à rendre d'abord aux ouvriers les avantages qu'une jurisprudence bizarre leur avait enlevés, avant de leur conférer la situation exceptionnelle qu'a créée en leur faveur le Workmens' Compensation Act. C'est ce qu'a tenté de faire l'Employers' liability Act de 1880. Il nous faut donc étudier tout d'abord la situation de l'ouvrier sous l'empire de la Common law.

Deux principes de la Common law (1) gouvernent en droit anglais toute la matière des quasi-délits. Ces deux principes correspondent aux règles édictées par notre Code civil dans les articles 1382 à 1386. D'après le premier, toute personne qui par sa « négligence » cause un dommage à autrui est tenue de le réparer. La « négligence », suivant la définition d'un juge anglais, consiste « à ne pas faire ce que ferait un homme raisonnable, guidé par les considérations qui règlent d'ordinaire la conduite des affaires humaines, ou à faire ce qu'un homme prudent et raisonnable ne ferait pas » (1). Le mot anglais « negligence » comprend donc à la fois la *négligence* et l'*imprudence* de l'article 1383 du Code civil.

D'après le deuxième principe de la Common law, le maître n'est pas seulement responsable de sa propre

1. Ruegg : *Employers' liability and Workmen's Compensation*, p. 5.

négligence, mais encore de celle des personnes qu'il a sous ses ordres, lorsqu'elles ont agi dans l'exercice de leurs fonctions. Les juristes anglais donnent à ce principe le nom de règle « *Respondeat superior* », et la font dériver de l'adage : « *qui facit per alium facit per se* » (1).

En vertu de ces principes, très compréhensifs, le patron d'un établissement industriel devra indemniser l'ouvrier ou la personne étrangère, de tout accident dont la cause pourrait être attribuée, soit à sa négligence personnelle, soit à celle de l'un de ses subordonnés (simples ouvriers, contre-maîtres, ingénieurs), soit même à un vice dans la construction ou le fonctionnement des machines, lorsque ce vice serait l'effet de la négligence personnelle du patron ou de son subordonné. En d'autres termes, la loi anglaise comprend dans sa généralité tous les cas prévus par l'article 1384 du Code civil français ainsi conçu : « On est responsable, non-seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre, ou des choses que l'on a sous sa garde. »

Il faut noter ici qu'en vertu d'un principe de la Common law, l'action en indemnité ne pourra jamais être

1. Du moins c'est l'opinion générale. Seul le Lord Juge Bramwell y fait exception. Il dit en effet : « La négligence, l'acte nuisible peuvent être contraires, aux ordres exprès du maître. Je dis à mon cocher de ne jamais faire entrer ma voiture dans un passage où est inscrit le mot « sortie ». Il le fait et cause un dommage ; je suis responsable. Il sort avec la voiture, sans lanternes, contrairement à mes ordres ; je suis responsable si des dommages s'ensuivent. » Il fait dériver, justement à notre sens, la responsabilité du maître de l'idée qu'il a dû commettre une faute dans le choix de son serviteur.

intentée que par la victime contre l'auteur même de l'accident. Elle n'est transmissible ni activement, ni passivement. C'est en effet une action personnelle; elle meurt avec la personne. Par suite, les accidents les plus graves, ceux qui entraînent la mort de la victime, ne donneront jamais lieu à une indemnité.

Supposons maintenant un procès en indemnité engagé. Quelle sera la situation des deux adversaires en vertu de la loi ? La charge de la preuve, bien entendu, incombera au demandeur, conformément au droit commun. La jurisprudence anglaise ne soustrait le demandeur à cette obligation qu'en un seul cas : celui où l'accident, par sa nature même, trahit une négligence de la part du patron ou de ses employés. Tel sera, par exemple, le cas où une poutre tombe d'un échaffaudage et blesse une personne qui se trouvait au-dessous. Le juge présume ici de prime abord une négligence du constructeur.

Admettons donc que la négligence soit prouvée. Le patron, ou pour employer le terme anglais, le « maître » mis en cause, sera-t-il nécessairement condamné ? Loin de là. Il pourra opposer au demandeur une série d'exceptions, qui toutes auront pour effet de le soustraire au paiement de l'indemnité. Ces exceptions sont essentielles à connaître ; car le progrès de la législation anglaise a consisté précisément à les écarter les unes après les autres au profit de l'ouvrier.

Le patron pourra déclarer d'abord que l'ouvrier, ou la personne étrangère a contribué par sa propre négligence à provoquer l'accident. C'est l'exception de « négligence contributoire » (*contributory negligence*). Il faudra, si le

patron doit par ce moyen échapper à toute responsabilité, que la négligence du demandeur ait été telle que sans elle l'accident ne serait pas arrivé.

C'est là une question de fait à trancher par le juge ou par le jury et qui peut donner lieu à de graves difficultés. La règle à suivre a été ainsi posée par le juge Brett, maître des rôles : « Quoique le défendeur soit coupable d'une négligence qui a contribué à l'accident, néanmoins si le plaignant a lui aussi été coupable de négligence contributoire, de telle sorte que l'accident soit l'effet de la double négligence du défendeur et du plaignant, ce dernier n'a pas droit à l'indemnité ; mais il est bien entendu que si les employés du défendeur avaient pu avec une attention ordinaire (*reasonable care*) éviter le dommage subi par le plaignant, la négligence de ce dernier ne serait pas considérée comme négligence contributoire »(1).

Une deuxième exception que peut invoquer le défendeur est connue sous le nom d'exception « *Volenti non fit injuria* ». Ici le patron, pour éviter sa responsabilité, invoque une acceptation tacite ou expresse des risques par le demandeur. Tel sera le cas où un étranger, visitant une mine ou une usine, se sera volontairement exposé à un danger qui lui était signalé. Peu importe alors que l'accident soit dû à une négligence du patron ou de ses employés, puisque le demandeur en avait à l'avance accepté les conséquences possibles. Mais cette exception était surtout invoquée lorsque la victime de l'accident était un ouvrier. En effet l'ouvrier est souvent

1. *Ruegg*, p. 162-163.

obligé de travailler avec des machines défectueuses ou dangereuses ; souvent telle précaution indispensable pour le protéger n'a pas été prise ; la négligence du patron est évidente. Mais la jurisprudence anglaise interprète le fait pour l'ouvrier de continuer à travailler dans ces conditions, malgré la connaissance qu'il a du danger encouru, ou même après avoir signalé ce danger à son contre-maître ou à son patron, comme impliquant une acceptation tacite des risques. On voit aussitôt que par ce moyen l'ouvrier devait pratiquement renoncer à toute indemnité, en cas d'accident causé par le mauvais entretien et le caractère dangereux des machines, ou par l'absence des précautions nécessaires à sa protection. Le seul moyen pour lui d'échapper aux conséquences de cette doctrine, était de prouver qu'il ne connaissait pas les dangers auxquels il s'exposait, alors que son patron les connaissait. Preuve extrêmement difficile, presque impossible, et que l'ouvrier dans la majorité des cas n'essayait même pas de faire.

Ce n'est pas tout. Les deux exceptions précédentes peuvent être invoquées par le patron, que la négligence vienne de son propre fait ou du fait de ses subordonnés. Lorsque ces derniers seuls sont en cause, il peut écarter la règle *Respondeat superior* par deux nouvelles exceptions qu'il suffira d'indiquer brièvement. Sa responsabilité en effet sera mise à l'abri, d'abord au cas où son subordonné n'était pas dans l'exercice de ses fonctions au moment de l'accident, en second lieu lorsque l'acte de ce subordonné a été commis dans l'intention de nuire. Ces excep-

tions découlent de principes communs au droit anglais et français. Il est donc inutile d'y insister.

Tel fut au début du siècle le droit anglais en matière de responsabilité délictuelle ; il s'appliquait à la fois, aux ouvriers et aux personnes étrangères à l'industrie ; il ne différait guère des principes en vigueur dans d'autres législations. Mais une décision judiciaire, célèbre dans les annales de la jurisprudence anglaise, vint en 1837 rendre pire la situation de l'ouvrier, en créant une nouvelle exception, fondée sur une théorie juridique contestable, et dont l'effet était de mettre à la charge de l'ouvrier presque tous les accidents de l'industrie.

On considère généralement le jugement rendu en 1837 par la Cour de l'Echiquier dans l'affaire Priestley contre Fowler, comme marquant l'origine de cette jurisprudence nouvelle. En fait, elle s'est constituée graduellement et la théorie n'est exposée clairement pour la première fois, que dans un jugement de 1842 rendu par un tribunal américain (1). Il s'agissait d'un mécanicien blessé par la maladresse d'un de ses camarades sur une ligne de chemin de fer. Le tribunal décida que la compagnie n'était pas responsable. Depuis lors, de nombreuses décisions confirmèrent cette interprétation de la loi, en écartant la responsabilité du patron toutes les fois que l'ouvrier blessé l'avait été par la maladresse de l'un de ses camarades (*fellow-servant*), au cours d'un travail commun (*common employment*).

1. *Report of the select Committee on Employers' liability*, 21 juillet 1876, p. 20.

Que faut-il exactement entendre par un « common employment » ? D'après la jurisprudence de la Chambre des Lords, il faut, pour que deux personnes soient dans un « common employment », et pour écarter ainsi la responsabilité du patron en cas d'accident survenu par la faute de l'une d'elles, qu'elles soient employées par le même patron. Il importe peu qu'elles fassent toutes deux un travail identique, il suffit que leurs efforts concourent au même résultat ; l'une d'elles, par exemple, peut être conducteur et l'autre mécanicien dans un chemin de fer. Peu importe également que les deux personnes soient au même degré dans la hiérarchie des emplois, ou à des degrés différents. Un mineur et un surveillant de mine, le directeur d'une fabrique d'allumettes et un jeune ouvrier de 16 ans, employé dans la même fabrique, sont pour la loi anglaise des « fellow-servants » (1). De telle sorte que les voyageurs blessés d'un train déraillé seront indemnisés par la Compagnie, alors que le mécanicien sur sa locomotive, ou l'inspecteur en tournée d'inspection seront repoussés, par ce que l'aiguilleur à la négligence duquel est dû l'accident est leur « fellow-servant » (2).

1. Beven. *Negligence in law*, t. I, p. 805.

2. « Ainsi il fut jugé qu'il y avait « camaraderie » entre un manœuvre et un mécanicien, entre un ingénieur de troisième classe et l'ingénieur en chef, entre un chef d'équipe de poseurs de voies et un conducteur de train, entre un poseur de voies et l'ouvrier chargé de la manœuvre du treuil, entre un maçon et un contre-maître ou un entrepreneur, entre un mineur et un surveillant de mines, entre le directeur d'une fabrique d'allumettes et un garçon de 16 ans travaillant dans cette manufacture, entre un charpentier qui réparait le toit d'une gare de chemin de fer et les hommes occupés dans cette gare à changer de voie une locomotive, entre

Quelle est la justification juridique de cette exception si grave au principe de la Common law : *Respondeat superior* ? Elle consiste dans l'hypothèse d'un contrat tacite passé entre le patron et son employé, en vertu duquel l'employé accepte les risques inhérents à la fonction qu'il va remplir. En vertu d'une présomption légale, dit le jugement de 1842, le salaire est fixé proportionnellement à ces risques « et nous ne connaissons aucun principe, dit le même jugement, qui excluerait du contrat les dangers provenant de l'imprudence ou de la négligence de ceux qui exercent le même métier » (1).

Telle est la présomption légale, ou plutôt judiciaire, et l'on voit que par ce moyen l'exception de « common employment » n'est plus qu'un cas particulier dans une règle générale, et que l'immunité du patron peut s'étendre aussi bien au cas où l'accident provient d'un défaut dans la construction des machines et dans leur fonctionnement, qu'au cas de négligence d'un « fellow-servant ».

Mais dans ce pacte tacite, imaginé par les tribunaux anglais, le maître de son côté ne contracte-t-il aucune obligation ? Il s'engage simplement à embaucher des ouvriers compétents, et à prendre pour ces ouvriers, à

un ouvrier employé par une compagnie de chemin de fer à charger des wagons de sable et le conducteur du train qui le ramenait chez lui, entre un ouvrier sous les ordres d'un constructeur de locomotives, et le contre-maître d'un atelier, entre un employé de chemin de fer et un inspecteur, entre un mécanicien et un ouvrier qui détachait les wagons, entre un portefaix, un charpentier et la cuisinière d'un bateau à vapeur ». Beven : *Negligence in law*, I, p. 805.

1. Beven : *Employers' liability*, p. 20.

l'égard des dangers résultant de l'emploi des machines, les mêmes précautions qu'il prendrait pour lui-même. La charge incombera donc à l'ouvrier, en cas d'accident, de prouver soit que ses « fellow-servants » n'ont pas été choisis avec un soin suffisant (*reasonable care*), soit que les précautions usuelles n'ont pas été prises à l'égard des machines. Dans les deux cas, il lui faudra démontrer une négligence *personnelle* du patron. Cette démonstration, la plupart du temps, l'ouvrier ne tentera même pas de la faire ; et du reste, s'il y réussissait, le patron pourrait presque toujours lui opposer l'exception *Volenti non fit injuria*, en montrant que l'ouvrier, qui connaissait la maladresse de ses camarades ou les défauts des machines, n'en a pas moins continué de travailler (4).

Cette jurisprudence se répandit rapidement. Les juges d'Ecosse se refusèrent quelque temps à l'appliquer ; mais un jugement de la Chambre des Lords, rendu en 1855, sur appel d'une cour écossaise, vint unifier la jurisprudence dans le Royaume-Uni. Qu'une exception d'aussi grande portée ait pu être introduite dans la loi par de simples décisions de justice, c'est ce qui paraît extraordinaire à l'homme de loi français. Mais on sait qu'en Angleterre les décisions des cours, qu'elles soient interprétatives de la Common law ou des statuts écrits, ont

4. Dans tous les cas où il ne peut poursuivre son patron l'ouvrier a-t-il au moins un recours contre la personne directement responsable de l'accident ? Il semble que oui, au dire des juristes anglais, et pourtant l'on cite deux cas où le juge déclara que la doctrine du « common employment » excluait logiquement une telle action. Cf. Beven : *Négligence in law*, I, pp. 833-834.

force de loi, tant qu'elles n'ont pas été modifiées par celles d'une cour supérieure ou par un acte du Parlement (1).

Il est facile de voir maintenant en quoi, d'après la Common law, la situation de l'ouvrier diffère de celle des tiers. En bref, des deux principes que nous avons exposés au début comme s'appliquant à la matière de la responsabilité, la jurisprudence anglaise a repoussé le second lorsqu'il s'agissait des ouvriers. Comme l'étranger, l'ouvrier n'a pas d'indemnité à attendre pour tous les accidents dûs à des causes étrangères à l'industrie (tels que les « acts of God » ou les « acts of the King's enemies ») ; comme l'étranger, l'ouvrier n'a rien à attendre lorsqu'il a consenti à se charger du risque, ou qu'il a contribué à l'accident par sa propre faute. Mais là s'arrête la similitude. Tandis que l'étranger blessé a un recours contre le patron toutes les fois qu'il a subi un dommage par la faute d'un des employés de celui-ci, (à condition bien entendu que l'auteur du dommage fût dans l'exercice de ses fonctions, et ne l'ait pas causé intentionnellement), l'ou-

1. La même question s'est posée devant les tribunaux français. En 1841 la Cour d'appel de Toulouse décida que le maître de deux domestiques n'est pas responsable de l'accident causé par l'un d'eux dans les travaux dépendant de son service et dont l'autre a été victime. Le motif invoqué dans cet arrêt très obscur est que le maître « s'est affranchi par le salaire promis des chances du travail que les salariés ont accepté ». Les salariés ont donc simplement un recours les uns contre les autres (Dalloz, *Journal des Aud.* 1839, 2^e part. p. 168). La Cour de cassation cassa l'arrêt « attendu que les dispositions du deuxième paragraphe de l'art. 1384, C. civ. sont générales ; que l'action en responsabilité contre les maîtres à raison des faits dommageables causés par les domestiques dans les fonctions auxquelles ils sont employés est admise sans distinction ». (Dalloz, *Jurispr. gén.* 1841, 1^{re} P. pp. 271 et suiv.).

vrier, dans tous les cas, est privé de recours en vertu de la doctrine du « common employment ».

Comment s'explique une telle distinction, si peu d'accord avec notre conception moderne de la responsabilité en matière d'accident ? Elle s'est évidemment introduite pour des motifs purement pratiques. Il arrive assez rarement qu'un étranger soit blessé par la faute d'un employé de l'industrie. Il arrive au contraire tous les jours qu'à l'atelier, dans la fabrique ou dans la mine, un ouvrier soit blessé par la faute d'un camarade ou l'inadvertance d'un supérieur. Si l'on imposait donc au patron la charge d'une telle responsabilité, il y succomberait financièrement. Et puis où s'arrêterait-on ? Il devrait répondre alors non-seulement des fautes d'ouvriers actuellement à son service, mais encore de celles des ouvriers qui l'auraient quitté ; et lorsqu'un échaffaudage s'écroulerait par la négligence d'un constructeur malhabile, le patron devrait l'indemnité, quoique depuis longtemps peut-être le constructeur ne fût plus à son service. Appliquer ce principe jusque dans ses dernières conséquences, c'était donc, pensait-on, imposer une charge considérable aux chefs d'industrie, quoique l'exception « *volenti non fit injuria* » et celle de négligence contributoire dussent bien souvent venir à leur secours ; et c'était, en même temps, commettre la plus grosse des injustices, puisqu'on arrivait par là à créer une responsabilité civile qui n'avait plus aucun support dans la responsabilité morale. N'est-il pas contraire à l'équité de rendre l'armateur responsable de l'accident arrivé à l'un de ses matelots par la maladresse

d'un camarade, à des centaines de lieues peut-être de distance ?

Mais ces motifs étaient contrebalancés par des critiques plus graves encore. D'abord la justification juridique du système nouveau, l'hypothèse d'un contrat tacite entre le patron et l'ouvrier, pouvait s'appliquer aussi bien à d'autres relations, à celles par exemple d'une compagnie de chemin de fer avec ses clients. Le voyageur qui entre dans un wagon connaît aussi bien que le chef de train les risques qu'il court. Il n'estime pas pourtant que l'assurance contre ces risques soit contenue dans le prix de son billet. L'équité du reste, n'était pas moins blessée par ce système, car, à le bien prendre, le maître n'est-il pas tenu à de plus grandes précautions qu'à l'égard des étrangers envers des ouvriers qui tous les jours travaillent chez lui, qui se confient aux chefs et aux machines qu'il leur donne et qui n'ont aucun moyen de contrôle sur ces chefs ou ces machines ? Enfin les conséquences pratiques de cette jurisprudence n'étaient pas moins désastreuses. Le patron n'étant responsable que de sa négligence personnelle, les grands industriels, presque toujours éloignés de leur fabrique, et dirigeant toute leur exploitation au moyen d'intermédiaires, se voyaient rarement reprocher une pareille négligence, tandis que les petits patrons et les moins solvables, obligés souvent de travailler avec leurs ouvriers et de les surveiller eux-mêmes, pouvaient être poursuivis et condamnés. Quant aux compagnies, elles étaient, par leur nature même, incapables d'une faute *personnelle* entraînant leur responsabilité.

II

L' « Employers' Liability Act » de 1880

Cet état de la Common-law devait déterminer l'évolution originale de la législation anglaise en matière de responsabilité. Avant de songer à s'assurer des garanties exceptionnelles, les ouvriers s'efforcèrent d'obtenir les garanties de tout le monde. Ils réclamèrent simplement pour eux l'application du droit commun, par la suppression de la doctrine de « common employment ». Le résultat de la campagne menée par les Trade-Unions fut l'Act de 1880, sur la responsabilité des patrons.

Avant d'examiner les principes de cette nouvelle loi, il nous faut mentionner une modification importante apportée en 1846 à la Common law par l'Act connu sous le nom d'Act de Lord Campbell (1). Il décidait qu'à l'avenir les accidents ayant causé la mort de la victime, donneraient lieu à une indemnité au profit de ses représentants. Par « représentants » il faut entendre : l'époux survivant, les parents (y compris les grands-parents et les beaux-parents), et les enfants (y compris les petits-enfants et les enfants d'un second mariage). En d'autres termes, l'action en responsabilité devenait transmissible activement ; elle ne l'était toujours pas passivement. La

1. An Act for compensating the families of persons killed by accident, (9 et 10 Vict. Cap. 93), 26 août 1846.

mort de l'auteur de l'accident mettait fin à toute poursuite judiciaire. C'est seulement en 1897 que cet obstacle fut levé par la loi Chamberlain.

La loi de 1880 n'a pas, comme elle aurait pu le faire, simplement supprimé l'exception de Common employment, et décidé l'application intégrale de la règle *Respondeat superior*. Elle a créé une responsabilité nouvelle que l'on peut d'une façon générale définir ainsi : tandis qu'en vertu de la Common law le patron n'était responsable envers l'ouvrier que de sa faute personnelle, il devient responsable dans un certain nombre de cas de la faute de ses subordonnés, lorsque ces subordonnés sont en même temps les supérieurs de l'ouvrier blessé. En d'autres termes, on n'admet pas que l'accident résultant de la négligence d'un ouvrier, donne aux ouvriers blessés un recours contre le patron ; mais on reconnaît que si la personne qui a provoqué l'accident est d'une façon ou d'une autre le supérieur de l'ouvrier, sa négligence a les mêmes conséquences que celle du patron lui-même.

Quelles sont ces personnes ? Ce sont d'abord « celles qui sont revêtues d'une autorité quelconque par le patron, à condition que l'exercice de cette autorité soit leur seul et principal devoir, qu'elles ne soient pas en général employées à un travail manuel, et qu'enfin l'accident se soit produit pendant qu'elles exerçaient cette autorité (1). » Ce sont encore celles « qui sans être en général revêtues d'aucune autorité, donnaient au moment de l'accident des ordres auxquels l'ouvrier blessé était tenu de se con-

1. *Employers' liability Act*. Section I, Cl. 2, et sect. 8.

former, à condition que l'accident ait pour cause l'obéissance de l'ouvrier » (1).

Le premier paragraphe vise, comme on voit, la négligence d'un contre-maître, d'un ingénieur, d'un chef d'équipe ; le deuxième comprend les cas si fréquents, où un ouvrier, ou un apprenti, est pour un certain travail obligé de se conformer aux ordres de l'un de ses camarades, ordinairement son égal.

Ce sont enfin les personnes que le patron a chargées de « veiller au bon état des chemins, des ouvrages, des machines ou des constructions, faisant partie de son exploitation » (2), si l'accident résulte de la condition défectueuse de ces chemins, machines et constructions.

Ainsi le législateur anglais hésite devant l'application intégrale à l'industrie de la règle *Respondeat superior*. Il distingue entre le simple camarade de l'ouvrier et ses supérieurs hiérarchiques. Et cependant, le principe une fois admis, pourquoi le patron serait-il moins responsable lorsqu'un ouvrier dans l'exercice de sa fonction manuelle commet une faute et provoque un accident, que lorsqu'un contre-maître dans sa fonction de commandement commet une faute avec les mêmes conséquences ? L'un et l'autre représentent le patron quoiqu'en des qualités différentes.

Quel est en effet le fondement de la règle *Respondeat superior* ?

C'est l'idée que le maître est responsable du *choix* de ses employés ; si ceux-ci commettent une faute, on ne peut

1. *Employers' liability Act* : Section I. Clause 3.

2. *Ibid* : Sect. 2, l. C. 7.

légitimement en faire remonter jusqu'au maître la responsabilité qu'en admettant implicitement la défectuosité de ce choix, dont la faute commise par l'employé est la preuve.

Qu'il s'agisse d'un simple ouvrier, d'un contre-maître ou d'un ingénieur, le principe est le même, et la distinction de la loi anglaise ne se justifie pas.

De même, elle recule encore devant la pleine application de la règle, en diminuant la responsabilité du patron lorsque l'accident n'est pas dû à sa faute personnelle. Dans ce dernier cas, l'indemnité ne peut jamais dépasser trois années de salaire ; au cas contraire, elle n'a d'autre limite que l'étendue même du dommage.

Si la nouvelle loi est si timide, c'est qu'elle n'a pas su se débarrasser encore du principe de responsabilité personnelle. Elle ne peut admettre qu'une responsabilité civile n'ait pas son fondement dans une réelle responsabilité morale. Et par suite, elle n'applique la règle *respondeat superior* qu'aux cas où la négligence du patron est en quelque sorte visible à travers celle de son substitut, où la faute de ce dernier, chargé d'une mission de confiance, revêtu d'une délégation de l'autorité patronale, est évidemment la conséquence d'une faute antérieure du patron : le choix injustifié d'un représentant incapable. Et comme cette responsabilité est cependant plus lointaine, moins immédiate que celle qui naît de sa faute personnelle, l'indemnité doit être proportionnellement atténuée. Le patron ne peut pas, en effet, connaître la valeur d'un ouvrier qu'il embauche ; souvent ce n'est pas lui-même qui signe le contrat, et du reste ses ouvriers sont

trop nombreux pour qu'il puisse les juger tous. Mais il choisit ses contre-maitres et ses surveillants, et sa clairvoyance se mesure à la manière dont ils font leur devoir.

C'est la même idée qui a fait étendre la responsabilité du patron à des cas où l'accident, sans être dû à un supérieur de l'ouvrier, est causé par un ouvrier dont les fonctions sont particulièrement délicates et importantes : les aiguilleurs, les signaleurs, les conducteurs de train ou de locomotives, rendent leur compagnie responsable des accidents qu'ils ont causés (1). C'est qu'en effet le choix de ces ouvriers, de la vigilance desquels dépendent tant de vies humaines, doit être entouré de plus de garanties et de précautions encore que celui des autres employés.

La nouvelle loi n'apportait pas en somme une modification bien profonde à la situation de l'ouvrier anglais.

Comparée à celle des ouvriers français sous le Code civil, elle se montre inférieure sous deux rapports. L'article 1384 rend le patron responsable du dommage causé par ses préposés, sans distinguer si l'auteur du dommage est ou non le supérieur de l'ouvrier blessé. D'autre part, l'indemnité ne diffère pas en droit français suivant que l'auteur du dommage est le maître ou son représentant : elle se proportionne *dans tous les cas* à l'étendue du dommage. L'ouvrier anglais continue à supporter sans recours contre son maître : 1^o la charge des accidents auxquels on ne peut attribuer d'auteur déterminé, 2^o celle des accidents auxquels il a contribué lui-même par sa négligence (négligence contributoire), 3^o de ceux auxquels

1. E. L. A. Section 1, Clause 5.

il est censé s'être volontairement exposé (*volenti non fit injuria*) (1), 4^o de ceux enfin dont ses camarades sont les auteurs (common employment).

Et la portée de la loi est encore diminuée du fait qu'elle ne s'applique pas à tous les ouvriers, et permet même à la plupart des patrons d'en éviter l'observation. Le mot *workman* en effet désigne uniquement les ouvriers employés à un travail *manuel*, et, même ainsi restreint, ne s'applique cependant ni aux domestiques, ni aux commis de magasins, ni aux marins, ni aux ouvriers du gouvernement.

L'ouvrier conserve le droit de renoncer au bénéfice de la loi (*to contract out of the law*), puisqu'elle n'existe qu'à son profit. On applique ici la maxime : *quibus renuntiare potest juri pro se introducto*. Et les patrons trouvent là un moyen commode de se soustraire aux obligations que la loi leur impose. Il n'attendent pas la renonciation spontanée ni formelle de leurs ouvriers. Ils leur font savoir simplement qu'ils cesseront d'employer ceux qui ne la feraient pas. Il suffit du silence des ouvriers, après une déclaration de ce genre, pour que la jurisprudence admette une renonciation tacite, mais efficace.

Un autre procédé, mais dont l'usage est naturellement plus restreint, consiste à sous-louer les travaux entrepris. Le grand patron ne traite plus alors avec les ouvriers, mais avec des sous-entrepreneurs, sur lesquels

1. On s'est demandé si la loi de 1880 sect. 2, cl. 3, n'avait pas écarté cette exception. La jurisprudence ne l'a pas cru, et continue à l'admettre dans les cas que nous avons indiqués. Cf. *Ruegg*. p. 152-153.

seuls retombent la charge des risques. C'est le *subcontracting*. Mais ici l'immunité ne sera complète que si le patron ne s'est réservé sur le travail des ouvriers aucun droit de direction ou de surveillance ; au cas contraire, l'Act devrait s'appliquer comme si aucun contrat n'était intervenu.

A l'insuffisance originaire de la loi s'ajoutèrent les incertitudes créées par les hésitations de la jurisprudence.

Les efforts du législateur pour définir précisément la responsabilité n'ont pas été toujours heureux. Du reste ils ne pouvaient l'être dès lors qu'il introduisait des distinctions si délicates dans les occasions, dans les degrés de cette responsabilité. La décision du juge reste toujours un mystère redoutable, lorsque l'enchevêtrement des causes d'accident fait naître, dans chaque espèce, des questions de fait différentes, lorsque la solution dépend souvent de l'étendue arbitraire qu'accorde le juge aux obligations des personnes responsables.

Tel est le cas par exemple, où l'ouvrier blessé par une machine défectueuse, doit faire la preuve d'une négligence de son patron ou de l'employé chargé de veiller au bon état de cette machine. Le juge, pour trancher la question, n'a d'autre guide que sa notion subjective des devoirs d'un patron ou d'un surveillant.

De même la question s'est élevée de savoir si la négligence imputable à un ouvrier-surveillant, avait été commise en sa qualité de surveillant ou d'ouvrier. En l'espèce, un contre-maître, en tendant une poutre à un ouvrier, l'avait blessé par sa maladresse. Ici la difficulté provient de l'enchevêtrement des fonctions industrielles, de l'impos-

sibilité qu'elles n'empiètent pas les unes sur les autres, le simple ouvrier pouvant être accidentellement chef d'équipe, et le contre-maître devant, à l'inverse, mettre souvent la main à la pâte.

Et enfin, qu'elle est, de sa cause éloignée, ou de son occasion prochaine, la véritable source d'un accident ? Un contre-maître fait placer un ouvrier dans une barque, le long d'un bateau d'où l'on décharge des rails ; quelques heures après, le contre-maître jette imprudemment un faisceau de rails dans la barque et blesse l'ouvrier. Est-ce l'ordre primitif donné par le contre-maître qu'il faut incriminer, ou simplement sa maladresse ? Cette subtile distinction, si le juge adopte la deuxième opinion, importe fort à l'ouvrier qui resterait alors sans recours. Il n'est même pas sûr qu'il obtienne une indemnité si le juge adopte la première (1).

III

L'échec du bill Asquith.

L'act de 1880 ne fit pas taire les doléances des ouvriers.

1. En effet d'autres questions plus délicates encore se posent. L'ouvrier blessé par suite de son obéissance à l'ordre d'un supérieur, doit-il prouver simplement que l'accident résulte de son obéissance, ou doit-il montrer encore que l'ordre était négligent ? L'accident n'est pas toujours, pour quelques consciences scrupuleuses, une présomption suffisante de la négligence de l'ordre. Dans l'exemple cité, ce serait pour l'ouvrier une seconde bataille judiciaire à livrer.

Il écartait quelques-uns de leurs plus graves griefs, mais était loin de remplir tous leurs vœux.

Les nombreuses propositions présentées à la Chambre des Communes, maintinrent la question à l'ordre du jour.

Il ne s'agissait plus simplement de rétablir l'égalité de traitement entre les ouvriers et les tiers étrangers. A vrai dire, cette égalité n'était pas parfaite encore. Mais on pouvait l'obtenir sans peine en abolissant entièrement la doctrine du « *common employment* ». La réforme demandée était plus large ; les ouvriers réclamaient une législation assez sévère pour forcer indirectement les patrons à prendre à leur égard des précautions plus minutieuses contre les accidents. Ils se plaignaient aussi des facilités données aux patrons pour se soustraire aux obligations de la loi, grâce au *contracting out*. Beaucoup d'entre eux voulaient enfin que les risques inhérents à la profession, et qui n'étaient imputables à aucune négligence personnelle, fussent à la charge du patron et non des ouvriers.

Les solutions proposées étaient aussi plus diverses. Depuis l'Act de 1880, la théorie du risque professionnel venue d'Allemagne et d'Autriche où elle s'était fortifiée de l'assurance obligatoire, discutée déjà en Suisse, en France, en Belgique, s'était introduite en Angleterre. Le législateur anglais avait le choix entre deux solutions : continuer la tradition de la loi anglaise, si conforme à l'esprit même d'une portion de la nation, en développant simplement le principe de la responsabilité pour le fait d'autrui ; ou adopter, au contraire, la théorie d'un risque professionnel, en chargeant le patron de garantir les ou-

vriers contre ce risque. C'est cette dernière solution qui, dans le Workmen's Compensation Act de 1897, a prévalu grâce à M. Chamberlain.

Mais auparavant, une tentative très intéressante fut faite en 1894 par M. Asquith pour résoudre la question dans le sens de la tradition légale anglaise.

Un des traits curieux de la discussion du bill Asquith, c'est l'incertitude apparente du principe même sur lequel il repose. D'après l'Attorney général, sir Charles Russell, il s'agissait simplement d'achever l'œuvre ébauchée en 1880, en donnant « aux ouvriers les mêmes remèdes qu'aux tiers contre la négligence, de telle sorte que la qualité d'ouvrier, et le fait que l'accident soit dû à une personne en « common employment », ne lui enlèvent pas le bénéfice de ces remèdes (1) ». Or, d'après le ministre de l'intérieur, M. Asquith, le principe du bill est le suivant : « lorsqu'une personne, sous sa propre responsabilité et pour son profit personnel, met en mouvement des engins qui créent un risque pour d'autres personnes, elle doit être civilement responsable des conséquences de son acte (2) ». C'est en d'autres termes l'idée même du risque professionnel.

Dans le détail cependant, le ministre, loin d'en poursuivre l'application, suivait au contraire fidèlement la tradition juridique anglaise et le principe posé par sir Charles Russell. Les dispositions essentielles de son bill se réduisaient à deux.

Il supprimait entièrement la doctrine du « common

1. Séance du 8 novembre 1893. Parl. Deb. p. 477.

2. Séance du 20 février 1893.

employment » et faisait ainsi disparaître la distinction arbitraire, créée par l'Act de 1880, entre la négligence d'un supérieur hiérarchique et celle d'un simple ouvrier.

Il supprimait aussi le droit pour le patron de se soustraire aux conséquences de l'Act par le *contracting out*.

L'avantage de ces dispositions était grand pour les ouvriers; le bill augmentait beaucoup les occasions d'indemnité, et d'autre part, l'expression de « workman » recevait une signification plus large, allant jusqu'à comprendre les matelots victimes d'accidents de mer. Les travailleurs manuels étaient désormais assurés d'une indemnité, dans tous les cas où l'accident provenait d'une négligence; aucun contrat particulier ne pouvait plus leur en enlever le bénéfice.

Par contre, ni l'exception de négligence contributoire, ni l'exception *volenti non fit injuria* n'étaient écartées; elles ne pouvaient l'être, en effet, puisque M. Asquith restait fidèle au principe de responsabilité personnelle.

Le bill rencontra une double opposition : Une opposition de principe, d'abord. M. Chamberlain en fut le représentant. Tant que vous resterez, disait-il (1), fidèles à l'ancien principe de la responsabilité morale, vos mesures seront nécessairement illogiques ou insuffisantes. D'une part vous allez trop loin : vous rendez un patron responsable de l'accident arrivé à un matelot en pleine mer, par la maladresse d'un autre matelot, au choix duquel l'armateur n'a peut-être même pas contribué. L'armateur n'est pas moralement responsable des faits qui se passent à des centaines de lieues de sa résidence. L'idée de responsa-

1. Séance du 20 février 1893.

bilité n'explique donc pas assez cette clause de votre bill. Votre indemnité est ici fondée sur l'idée du risque professionnel, à laquelle M. Asquith lui-même faisait allusion en introduisant son bill. Mais par contre, si c'est cette dernière idée qui vous guide, vous n'allez plus assez loin, car vous l'appliquez seulement au cas où l'accident a pour cause une négligence des personnes. Or une moitié au moins des accidents industriels n'est dûe ni à la faute du patron, ni à celle de l'ouvrier, et vous négligez entièrement tous les cas de ce genre.

A l'heure où M. Chamberlain formulait ces critiques, la majorité de la Chambre des Communes était hostile au principe du risque professionnel ; tout le monde, au contraire, était à peu près d'accord sur la nécessité de faire disparaître la théorie du « common employment ». Sur ce point le gouvernement fit aisément triompher ses vues.

L'opposition fut bien plus vive, au contraire, sur la deuxième clause qui prohibait le « contracting out ». Un grand nombre de compagnies, celles de chemins de fer en particulier, avaient créé des caisses de secours, auxquelles leurs ouvriers contribuaient, ainsi qu'elles-mêmes. Elles firent connaître leur intention de supprimer immédiatement ces caisses, si on ne les laissait pas libres de se soustraire aux obligations de la loi (1).

Le motif d'une si vive opposition n'est pas aisément discernable. Il ne pouvait être simplement financier ; les grandes compagnies de chemins de fer déclaraient elles-

1. Nous étudierons plus loin ces caisses, les avantages qu'elles conféraient aux ouvriers, et les charges qu'elles imposaient aux patrons.

mêmes que les charges imposées par le bill étaient inférieures à celles dont elles s'acquittaient volontairement. De leur côté, les ouvriers des compagnies envoyèrent des délégations au gouvernement, et firent déclarer par leurs députés au Parlement que les avantages du bill ne compenseraient pas la perte de leurs caisses particulières.

La commission, à laquelle fut renvoyé le bill après sa seconde lecture, chercha à faire disparaître cette objection. Rien dans le bill n'imposait la suppression des caisses privées, elles devaient donc subsister : mais pour éviter la double charge résultant pour le patron de ses promesses personnelles et des prescriptions de la loi, le tribunal évaluerait dans chaque cas la part contributive du patron d'après le règlement de sa caisse, et imputerait cette part sur l'indemnité dont le bill le rendrait débiteur. Ce procédé permettait de suppléer dans certains cas à l'insuffisance des caisses de secours, et n'augmentait nullement les charges du patron, là où sa part contributive égalait ou dépassait celle que la loi prévoyait.

Cette clause semblait donner satisfaction aux ouvriers. Elle ne désarma pas les compagnies. La question financière, disaient-elles, les laissait indifférentes. Leur opposition au bill Asquith était purement morale. Leurs caisses avaient l'avantage d'indemniser sans procès. Le seul fait de l'accident suffisait à les rendre débitrices sans qu'on s'inquiétât de savoir s'il était ou non dû à la négligence de l'ouvrier. Elles maintenaient donc la bonne harmonie entre maîtres et ouvriers, en évitant d'ailleurs à ces derniers les frais d'un procès. D'après le bill au contraire, chaque accident entraînait une longue procédure devant

un tribunal. De là des disputes, des mécontentements, des lenteurs, que les caisses évitaient. Le projet de M. Asquith, disaient-elles ironiquement, constituait plutôt un bill pour l'usage forcé des avocats (*Lawyers' Employment bill*) qu'un bill sur la responsabilité des patrons. Tout le profit moral, résultant pour elles des avantages surrogatoires qu'elles accordaient à leurs employés, disparaissait ainsi. Elles se soumettraient donc au bill, mais s'en tiendraient alors strictement aux charges légales.

Telles étaient les raisons ouvertement données. D'autres, moins visibles, expliquent aussi l'attitude des compagnies. Par les caisses privées, elles s'attachaient leurs ouvriers. La part de ceux-ci dans les secours était, en effet, perdue par l'ouvrier congédié ou démissionnaire. Il hésitait donc avant d'abandonner à sa compagnie le bénéfice des économies faites peut-être pendant de longues années.

Il ne faut pas oublier, d'autre part, que si les grandes compagnies pouvaient faire à leurs ouvriers des conditions particulièrement avantageuses, les patrons moins riches n'étaient pas en situation de les imiter. Par suite, la permission du « *contracting-out* » devait profiter à ces derniers même pécuniairement, puisqu'il n'était pas sûr qu'ils fissent à leurs ouvriers des conditions supérieures ou seulement équivalentes à celles de la loi. Grands et petits patrons étaient donc favorables au « *contracting-out* ».

Les arguments des compagnies parurent très forts à la Chambre des Communes ; ils parurent plus convainquants encore à la Chambre des Lords qui, à une grande majorité, vota un amendement de Lord Dudley, dont le

principe devait passer plus tard dans le bill Chamberlain. Il distinguait les arrangements conclus entre patrons et ouvriers, suivant qu'ils seraient antérieurs ou postérieurs à la loi. Les premiers devaient subsister, s'ils étaient approuvés par le vote de la majorité des ouvriers intéressés. Les seconds seraient maintenus également, pourvu qu'à l'approbation des ouvriers s'ajoutât un certificat du « Board of Trade », affirmant que l'indemnité octroyée était suffisante et que, d'autre part, le patron contribuait à la constitution du fonds de secours.

C'est sur cet amendement que le conflit s'éleva entre les deux Chambres. Aucune des deux ne voulant céder, et le gouvernement sentant son intransigeance blâmée même par ses partisans, préféra renoncer complètement à la mesure.

IV

Le « Workmen's Compensation Act » de 1897

En 1897, le législateur anglais a tranché d'une façon définitive le problème de la responsabilité. Le titre seul du nouvel Act, entré en vigueur le 1^{er} juillet 1898, marque déjà la différence qui sépare son principe de celui de l'Act antérieur. L'Act de 1880 concernait la responsabilité des patrons ; de même, le bill de M. Asquith se présentait comme un amendement à l'Act précédent. Au contraire l'Act nouveau, dû en grande partie à l'initiative

de M. Chamberlain, a pour titre : « Acte pour indemniser les ouvriers ». Il ne s'agit plus de responsabilité, il s'agit d'une loi créant un nouveau droit : le droit pour l'ouvrier d'une indemnité en cas d'accident. En d'autres termes, le législateur n'a plus été guidé ici par l'idée de « négligence » mais par celle de risque professionnel.

Ce principe nouveau, qui au Sénat français fut assez bizarrement traité d'illégal, a été plus justement qualifié de « révolutionnaire » par les juristes anglais. L'idée d'une indemnité à payer, sans qu'il y ait de faute commise, est pour l'esprit anglais une nouveauté plus choquante encore peut-être que pour l'esprit français. Ce serait une erreur de croire qu'il s'est imposé à la Chambre des Communes ou aux légistes, comme la conséquence nécessaire de l'état des choses, ou comme l'aboutissant d'une évolution juridique. L'acte de 1897 a été voté par suite de circonstances politiques que nous avons à décrire brièvement. Il est l'œuvre personnelle d'un grand homme d'Etat qui est aussi un puissant orateur : M. Joseph Chamberlain.

Dans un pays de régime représentatif, la tactique des partis et la tactique parlementaire sont des facteurs importants dans la réussite ou l'insuccès des mesures les plus graves. Le sort de celle-ci a été lié à une transformation fort intéressante des partis anglais.

Les tendances démocratiques du parti libéral anglais ont fait de lui naturellement le défenseur des revendications populaires. C'était donc à lui, semblait-il, que devait revenir la gloire de réaliser une réforme demandée depuis longtemps par les ouvriers. Par une ironie assez

singulière, mais fréquente dans l'histoire anglaise de ce siècle, il était réservé au parti conservateur de réaliser ce que leurs adversaires n'avaient pu qu'essayer, et sous une forme plus radicale que celle proposée par les libéraux.

Voici brièvement dans quelles circonstances. Le parti libéral, arrivé au pouvoir en 1893, apportait avec lui la promesse du Home Rule pour l'Irlande. La tactique politique du parti, jusqu'à la retraite de M. Gladstone, fut subordonnée à la réussite de ce point essentiel. Or les libéraux ne crurent pas pouvoir mieux faire que d'entamer une vive campagne contre la Chambre des Lords, dont l'opposition empêchait la réforme désirée. Le bill de M. Asquith dut servir à son tour à alimenter cette campagne. L'amendement de lord Dudley n'avait été repoussé aux Communes qu'à la majorité de 2 voix. S'il consentait à l'adopter, le gouvernement recueillait tout le bénéfice d'une mesure qui, même ainsi modifiée, restait populaire. Il crut plus habile d'entraîner avec lui contre la Chambre des Lords, en la rendant responsable de l'échec du bill, les électeurs ouvriers que la question du Home Rule laissait indifférents. Il abandonna le bill avec éclat.

Mais la réforme de la Chambre des Lords ne constituait pas un programme assez populaire, et les élections de 1895 donnèrent aux conservateurs-unionistes une majorité énorme de 140 voix. Cette majorité est disparate ; elle a deux têtes : elle comprend d'une part les anciens torys dont le chef est Lord Salisbury, d'autre part les unionistes, anciens radicaux, devenus les alliés du parti conservateur par crainte du Home-Rule.

Leur chef, on le sait, est M. Chamberlain; pour avoir son appui, le parti tory dut consentir à ses conditions, et l'une d'elles était précisément l'octroi d'une loi sur les accidents industriels. Arrivé au pouvoir, M. Chamberlain n'a pas tardé à prendre dans le ministère et à la Chambre une situation qu'expliquent amplement son talent et son énergie, mais qui paraît à beaucoup de conservateurs disproportionnée avec le nombre de voix dont il dispose (1). Sûr d'une majorité conservatrice assez bien disciplinée pour voter tout ce que lord Salisbury lui proposerait, M. Chamberlain put offrir aux ouvriers anglais une mesure plus radicale et plus nouvelle qu'aucun ministère libéral. Celui-ci en effet, se serait heurté à l'opposition des grands industriels conservateurs que la discipline de parti rendait muets, au contraire, devant une mesure soutenue par leur propre chef. L'influence personnelle du grand ministre des colonies s'est fait sentir pendant toute la discussion; le soin de défendre le bill était confié au ministre de l'intérieur, sir Mathew White Ridley, qui l'introduisit en effet devant les Communes. En fait, il fut constamment défendu, expliqué, amélioré, dans une série de remarquables discours par M. Chamberlain lui-même.

Les conséquences politiques de cette loi ont du reste été considérables. Elle a fait beaucoup pour détacher du parti libéral un grand nombre d'ouvriers. « Encore une mesure de ce genre, nous disait M. Tom Mann, le leader

1. Du reste quelques-uns protestèrent dans la discussion contre l'influence exagérée de M. Chamberlain dans le ministère.

ouvrier bien connu, et aux prochaines élections les ouvriers voteront tous pour les conservateurs. » Les plus avancés se déclarèrent satisfaits. « Il faut, nous disait M. Pease, secrétaire de la société fabienne, donner aux ouvriers ce dont ils ont besoin plutôt que ce qu'ils demandent : c'est ce qu'a fait M. Chamberlain ». Parmi ceux qui profitent de la loi, la satisfaction est grande, seuls se plaignent ceux qu'on a laissés en dehors (1). Par une circonstance qui n'a sûrement rien de fortuit, les ouvriers qui en bénéficient sont précisément ceux qui, concentrés en de grandes régions industrielles, disposent d'un pouvoir électoral considérable : les mineurs, fortement organisés dans le Durham, le Northumberland, le pays de Galles ; les ouvriers textiles, concentrés dans le Laucashire ; les mécaniciens, réunis dans les grands ports, etc. On a laissé en dehors les ouvriers des ateliers (workshops) dispersés sur toute l'Angleterre, les matelots peu redoutables sur terre, quoique quelques patrons aient insisté pour les faire bénéficier de la loi, les ouvriers agricoles enfin, qui ne sont pas organisés.

A la Chambre des Communes les critiques n'ont pas été épargnées au bill de M. Chamberlain ; elles ont été très vives surtout de la part des libéraux, et M. Asquith lui-même, tout en reconnaissant la portée considérable de la nouvelle législation, n'a pas caché parfois un certain dépit. En fait, les hommes d'Etat du parti libéral lorsqu'ils se débarrassent dans la conversation de leurs

(1) Depuis que la loi est entrée en vigueur de nombreuses critiques ont été formulées par les ouvriers mêmes qui en bénéficient. Nous les indiquerons dans nos conclusions.

préoccupations de parti, reconnaissent volontiers la valeur du nouvel Act. Ils admettent même que M. Chamberlain seul, par sa situation politique et son talent personnel, était capable de faire aboutir, et sur de si larges bases, cette œuvre législative.

CHAPITRE II

LA DOCTRINE DE LA RESPONSABILITÉ DANS L'ACT DE 1897

Au seuil de toute législation sur la responsabilité des accidents, se trouvent deux notions fondamentales, qu'il faut avant tout éclaircir : celle de « faute », et celle de « risque professionnel ». C'est en précisant la portée de ces deux notions dans la loi anglaise, en définissant la faute de l'ouvrier, celle du patron, et enfin l'« accident compensable », que nous pourrons fixer les rapports de la loi nouvelle avec les lois anglaises antérieures et avec les autres législations du continent. Par là même, nous montrerons l'aboutissant de l'évolution qu'a décrite le précédent chapitre, et nous entrerons dans l'exposé même de la loi nouvelle. Enfin nous chercherons à formuler, grâce à l'étude de ces notions essentielles, l'idée spéciale de responsabilité qui s'en dégage.

Dès 1893, lorsque M. Asquith présenta son bill célèbre sur la responsabilité des patrons, M. Chamberlain déposa un amendement, qui contenait en germe l'Act de 1897. Il demandait à la Chambre des Communes de déclarer : « qu'aucun amendement à la loi sur la responsa-

bilité des patrons ne serait définitif et satisfaisant, s'il ne contenait les mesures nécessaires pour indemniser les ouvriers de tous les accidents survenus dans le cours ordinaire de leur travail, et n'ayant pas pour cause leur propre fait ou leur propre négligence ». Il soutint cet amendement dans un discours magistral (1), où il opposait au bill Asquith les avantages du système allemand, et se faisait fort d'obtenir en Angleterre droit de cité pour un pareil système. Puis il retira son amendement afin de ne pas entraver la discussion du bill gouvernemental (1). En 1897 il faisait, en peu de mois, voter par les deux Chambres l'Act nouveau dont nous allons indiquer les traits principaux.

Le principe, c'est que l'ouvrier doit être indemnisé de tout dommage subi par lui par suite d'un accident survenu à l'occasion et au cours d'un travail. Ainsi, il n'y a plus à distinguer suivant que l'accident est dû à un camarade de l'ouvrier ou à un supérieur ; il n'y a même pas à rechercher, en principe, si l'accident est dû à la faute d'une personne, ou à la faute des choses. Une indemnité est due dans tous les cas, pourvu seulement que l'accident soit arrivé à l'occasion et au cours du travail.

Et voilà déjà écartées deux des plus graves exceptions, autrefois opposables à l'ouvrier en cas d'accident : l'exception *volenti non fit injuria*, et celle de « common employment ».

Du même coup se trouvent tranchées aussi toutes les difficultés d'interprétation légale que nous avons signa-

1. Séance 20 février 1893.

2. P. D., 1893, p. 1210.

lées plus haut, résultant toutes de la presque impossibilité d'établir équitablement les responsabilités dans la complication d'une entreprise industrielle. Enfin la loi nouvelle donne droit à l'indemnité dans une série de cas où la loi anglaise n'en donnait pas jusque-là : dans tous les cas infiniment nombreux où la responsabilité d'un accident ne peut être justement imputée à personne, mais réside dans la nature même de l'industrie.

Ce sont là les trois grands avantages du nouveau principe.

Deux grandes exceptions à la généralité de la règle sont prévues dans la clause 2 de la section I : cette clause suppose un faute intentionnelle, soit de l'ouvrier soit du patron. Au premier cas, si l'accident est attribuable à la « *serious and wilful misconduct* » de l'ouvrier, celui-ci n'aura droit à aucune indemnité. C'est l'ancienne exception de « *négligence contributoire* » qui dans le nouveau système a pris cette forme. Elle est bien atténuée. Autrefois en effet, il suffisait que dans un accident la négligence de l'ouvrier blessé fût certaine, pour qu'il perdît aussitôt tout droit à une indemnité. Rien de semblable aujourd'hui : d'abord il ne suffit plus d'une simple négligence, il faut une « *misconduct* » c'est-à-dire une faute véritable. Il ne suffit pas d'une faute légère, il faut qu'elle soit « *sérieuse et intentionnelle* ». Enfin, même si la faute est démontrée, l'ouvrier pourrait toucher encore son indemnité si le patron ne parvient pas à prouver que la faute de l'ouvrier est la cause de l'accident.

Dans quelle mesure doit-elle y avoir contribué? La loi ne le dit pas ; le texte primitif, voté par la Chambre des

Communes, voulait que l'accident fût dû *uniquement* (solely) à la faute de l'ouvrier. La Chambre des Lords s'opposa à cette limitation, qui aurait réduit presque à rien le nombre des exceptions. Malgré cela, et d'après les termes de la loi, pour que l'exception soit admise il faut que la faute de l'ouvrier soit la *principale* cause de l'accident. Le patron, dit un interprète de la loi, « doit montrer que la faute a été la cause prochaine de l'accident. Elle n'en doit pas nécessairement être la cause unique, mais elle doit être telle, que sans elle l'accident ne serait pas arrivé, et qu'il en paraisse la conséquence naturelle (1) ».

Tels sont les avantages de la nouvelle loi sur les anciennes. Mais la définition de la faute laisse encore place aujourd'hui à bien des incertitudes. Nous n'avons pas à rechercher ici, après tant d'autres, s'il est préférable d'inclure la faute lourde dans le risque professionnel ou de l'en exclure. Il nous suffit de préciser le sens de la loi anglaise en face des lois antérieures et des législations étrangères. Or que signifient exactement ces mots « serious et wilful » qui qualifient la faute de l'ouvrier ? Le premier se comprend aisément. Il faut que la faute soit grave, sérieuse pour motiver l'exclusion de sa victime des bénéfices de la loi. Il faut aussi qu'elle soit « intentionnelle », en d'autres termes que l'ouvrier ait commis cette faute consciemment, en pleine connaissance de cause, sans que du reste il ait eu l'intention de provoquer un accident. Il aura très bien pu par exemple contrevenir à certains règlements pour hâter son travail ; la faute pourra être

1. Willis : *Workmen's Compensation Act*, p. 26, 27. Le mot *wilful*, dans son sens légal signifie « intentionnel ».

considérée par l'arbitre comme grave et intentionnelle, et néanmoins c'est dans l'intérêt du patron qu'elle aura été commise.

Cette définition pourra devenir, on le voit dès l'abord, une source abondante de procès. Dès maintenant, l'on peut apercevoir quelle est la question qui fera surtout surgir des difficultés. Il s'agit de savoir si la violation d'un règlement d'atelier, d'usine ou d'une loi du Parlement constituera nécessairement une faute « grave et intentionnelle ». Le Gouvernement et le Parlement se sont, lors de la discussion de la loi, montrés disposés à cette interprétation (1). Mais certains patrons ont pris un chemin détourné pour multiplier les cas de « serious and wilful misconduct ». Ils ont simplement déclaré qu'ils considèreraient comme telles, certaines violations déterminées de leur règlement. Voici par exemple l'affiche apposée par M. Farren, directeur des carrières galloises de granit, à Llanacalhaearn près de Carnarvon (Pays de Galles) : « Tous les employés et ouvriers sont avertis par la présente affiche que l'on considèrera comme faute sérieuse et intentionnelle au sens qu'en donne le Workmen's Compensation Act : l'accomplissement par un ouvrier ou un employé de l'un des actes suivants : (suit une liste d'actes défendus par le règlement de la carrière). L'attention des employés et des ouvriers est spécialement appelée sur ces actes, parce que si un accident se produit, qui eût pu être évité par l'observation de ces règles, les

1. Cf. Monnier, *th.* pp. 170 et suiv.

directeurs déclineront toute obligation d'indemnité en vertu de l'Act » (1).

Ce procédé sera-t-il admis par la jurisprudence, et les industriels pourront-ils substituer leur propre interprétation des termes de la loi, à celle des juges ? Cela paraît douteux. Jusqu'ici les décisions de jurisprudence que nous connaissons, ne paraissent pas favoriser l'interprétation, en vertu de laquelle toute violation d'un règlement serait une faute sérieuse et intentionnelle. On cite le cas d'un garçon pottier qui se blessa la main en voulant enlever la glaise d'une machine, malgré les ordres reçus. Le juge lui accorda une indemnité : quoi qu'il eût violé les règles de la fabrique, néanmoins comme il avait été blessé en faisant son travail, « aucune preuve, dit le juge, n'avait été fournie de sa faute sérieuse et volontaire ». D'autres décisions analogues ont été rendues dans ces derniers mois. L'ivrognerie constitue d'après la plus récente jurisprudence une « faute sérieuse et intentionnelle » (2).

Si la loi Chamberlain punit l'ouvrier par un refus d'indemnité, lorsque la faute à laquelle est dû l'accident

1. *Birmingham Daily Post*, 7 juillet 1898. La Fédération des mineurs a l'intention de proposer un amendement à la loi à ce sujet, les patrons ayant manifesté leur ferme propos de résister à toute demande, où l'accident résulterait de la violation des « règles spéciales » de la mine. Ces règles, faisait remarquer un agent des mineurs, M. Robert Smillie, sont violées tous les jours par le directeur lui-même et ses employés, et, s'ils devaient les observer, les mineurs seraient dans l'impossibilité d'exécuter leur travail. *Recorder*, 3 septembre 1898.

2. *Labour Gazette*, 1898, p. 359 et 1899, p. 40 ; Cf. *Recorder*, 24 décembre 1898.

présente certains caractères, elle augmente d'autre part cette indemnité, lorsque l'accident a pour cause « la négligence personnelle ou l'acte intentionnel soit du patron, soit d'une personne, des actes ou des négligences de laquelle le patron est responsable » (1).

C'est ici la contre-partie de la disposition précédente. A la faute grave et intentionnelle de l'ouvrier, la loi oppose la négligence personnelle ou l'acte intentionnel du patron ou de ses subordonnés. Et, comme au premier cas il dispense le patron du paiement de l'indemnité, il permet ici à l'ouvrier d'en obtenir une plus forte. On a vivement discuté sur le sens exact des termes de la loi (2). Nous croyons qu'elle peut s'interpréter d'une façon assez simple. La loi nouvelle a pour but d'éviter la recherche toujours difficile de la responsabilité; elle accorde une indemnité dans la majorité des cas; par là même cette indemnité est limitée. Or les lois antérieures (*Common law* et *Employers Liability Act* de 1880) fondaient l'indemnité sur la responsabilité, et par suite pouvaient en accorder une plus forte. Privera-t-on l'ouvrier sous le régime nouveau des bénéfices de la loi ancienne? Le législateur ne l'a pas voulu, et dans les cas où les conditions nécessaires pour être indemnisé soit en vertu de la *Common law*, soit en vertu de l'Act de 1880 seront réunies, il permet à l'ouvrier de recourir à ces lois (3).

1. Sect. I, Cl. 2 b.

2. Cf. Monnier, th. pp. 178 et s.

3. M. Willis, dans son commentaire (pp. 18-22) arrive, après une analyse minutieuse à découvrir un seul cas, du reste absolument insignifiant, où l'ouvrier ne pourrait user de la législation

Mais ce bénéfice, hâtons-nous de le dire, est purement platonique. Car, en même temps qu'il invoque l'ancienne législation, l'ouvrier s'expose à toutes les exceptions qu'elle permettait de lui opposer. La preuve de la faute du patron ou des personnes dont il répond, est, nous le savons, presque impossible à fournir. Il faudrait donc, pour que la clause que nous discutons fût applicable, que la faute du patron fût d'une évidence vraiment éclatante. Nous ne croyons pas les sollicitors anglais accessibles à une telle clarté. Pratiquement les ouvriers ne feront certainement aucun usage de cette clause.

Ainsi, dès le début, et croyant peut-être maintenir une égalité réelle entre la situation du patron et celle de l'ouvrier, la loi consacre en fait une inégalité. Tandis qu'à chaque accident l'ouvrier verra discuter sa responsabilité personnelle, l'étendue et la gravité d'une faute qu'il aura pu commettre, le patron sera protégé contre toute discussion de ce genre, s'il est poursuivi en vertu de la loi nouvelle. Il faudrait pour qu'elle pût naître, que l'ouvrier choisît la voie longue, coûteuse et dangereuse de la procédure ordinaire, et sans doute il ne le fera que très rarement. Par contre, au point de vue théorique, la clause qui nous occupe est intéressante par l'intention bien marquée qu'elle implique, de laisser dans la loi nouvelle une large place à l'idée de responsabilité personnelle.

En exposant les principes essentiels qui ont guidé le législateur dans la rédaction de l'acte nouveau, nous avons indiqué suffisamment leurs rapports avec la législation

antérieure. Partout ailleurs il explique l'article comme nous le faisons ici.

anglaise antérieure. Indiquons maintenant comme pour l'Acte de 1880, leurs rapports avec la législation française, et nous préciserons ensuite l'idée nouvelle de responsabilité qu'ils contiennent.

D'après la loi française du 10 avril 1898, une indemnité est due pour tout accident « survenu par le fait du travail, ou à l'occasion du travail ». La loi anglaise, nous venons de le voir, indemnise l'ouvrier pour tout accident « né du travail et arrivé au cours de ce travail ». Le sens exact de ces mots ne sera définitivement établi que par les jugements que rendront les tribunaux en France et en Angleterre. Mais dès à présent la définition anglaise du risque professionnel paraît plus étroite que la définition française.

D'après celle-ci, un simple accident arrivé à l'occasion du travail donne lieu à indemnité. On cite par exemple le cas « d'un ouvrier scieur employé habituellement à une scie circulaire et qui interrompt son travail..., il traverse une cour pour aller manger, il reçoit en passant une ruade d'un cheval ; cet accident est régi par la nouvelle loi, bien que n'étant pas survenu par le fait du travail (1). »

D'après la loi anglaise, tout accident pour donner droit à l'indemnité, doit : « arise out », c'est-à-dire *naître* du travail lui-même. C'est ce qui résulte du mot *et* qui remplace le mot *ou* de la loi française. Quoique l'exemple cité ici ne se trouve pas dans les auteurs anglais, nous croyons pouvoir affirmer qu'il ne donnerait pas droit

1. Coulet, *Commentaire sur la loi du 10 avril 1898*, p. 23.

à une indemnité. La ruade d'un cheval pour un scieur de bois, n'est en effet pas un accident « naissant de son travail », et Willis, dans son commentaire, déclare qu'un ouvrier « voyageant pour le compte de son patron, et blessé dans un accident de chemin de fer ou de rue par la négligence d'un tiers n'aurait pas d'indemnité » (1).

Dès à présent, les plus sérieuses difficultés se sont élevées dans la pratique, pour définir correctement le sens de ces mots. La majorité des décisions de jurisprudence publiées jusqu'à ce jour concerne ce point (2). Elles tendent, semble-t-il, à interpréter les termes de la loi dans leur sens le plus étroit, à n'accorder d'indemnité que si l'acte à l'occasion duquel l'ouvrier a été blessé, avait pour but l'exécution même de son travail. Voici quelques exemples : Un ouvrier, à bord d'un bateau, va chercher un de ses camarades dans une autre partie du bateau que celle où il travaille lui-même. Il est blessé à cet endroit. L'indemnité lui est refusée parce que l'accident ne s'est pas produit au cours de son travail. La même solution intervint pour un ouvrier des docks, qui avait été chercher du thé pour lui-même et ses camarades et qui fut blessé en route... De même encore, une blanchisseuse est blessée au cours de son travail. On découvre que le

1. Willis, p. 12. La loi allemande considère comme accidents du travail les accidents arrivés « bei dem Betriebe ». Ces mots, sinon grammaticalement au moins dans leur sens légal, correspondent aux mots « arising out of » de la loi anglaise. Ils ont donné lieu à de nombreuses difficultés. Cf. Sauvaire-Jourdan : *De l'assurance obligatoire contre les accidents du travail en Allemagne*, p. 136.

2. Cf. *Labour Gazette*, 1898, p. 327 et *Recorder*, 12 novembre et 10 décembre 1898.

tablier qu'elle lavait au moment de l'accident appartenait à l'une de ses amies, et ne faisait pas partie par conséquent du travail accompli pour ses maîtres. L'indemnité lui fut refusée.

Mais l'exemple le plus caractéristique est le suivant : un ouvrier est embauché par une compagnie de chemins de fer, en un jour de fête, comme collecteur de billets supplémentaire. Au départ d'un train, il aperçoit dans un wagon une dame qu'il connaît, saute sur le marche-pied pour lui adresser quelques mots. En redescendant, le mouvement du train le fait glisser entre le quai et les wagons : il est écrasé et meurt. Sa veuve réclame une indemnité. Le juge de la Cour de comté la lui accorde, considérant que l'accident de son mari s'était produit au cours de son travail. En appel, la décision fut réformée ; en sautant sur le marchepied, dit le juge, pour parler à cette dame, l'ouvrier n'accomplissait aucune partie du travail pour lequel on l'avait embauché, l'accident ne s'est donc pas produit au cours de son travail ; il ne saurait légitimer une indemnité. Les récentes décisions judiciaires paraissent adopter une interprétation moins stricte (2).

Ce n'est pas tout. La difficulté de fixer le sens des mots « arising out of and in the course of the employment », se complique encore d'une nouvelle restriction, introduite par l'inadvertance du législateur, et qui peut entraîner de sérieuses conséquences. Dans la section 7 de la loi, au lieu d'indiquer les industries auxquelles la loi s'applique, il indique les *lieux* où l'accident doit se produire

1. *Lab. Gaz.*, avril 1899.

pour donner droit à une indemnité. Il faut d'après cette section que le travail ait lieu, « *sur, dans ou auprès* » (on or in or about) d'une fabrique, d'une mine, etc. Les mots « *sur et dans* » se comprennent d'eux-mêmes. Mais le mot « *about* » implique que l'accident doit se produire à *proximité* des établissements indiqués. De là, la grave question suivante : L'ouvrier pourra-t-il être indemnisé si l'accident s'est produit loin de la fabrique ou de la mine, s'il était, par exemple, chargé d'un transport par voiture et que pendant ce transport son char se renverse et le blesse ? M. Ruegg, dans son commentaire, estime que l'accident doit avoir lieu à proximité de la fabrique, de l'usine, etc, (1). La Cour d'appel tout récemment a confirmé cette interprétation (2).

Cette restriction, qui n'existe ni dans la loi allemande, ni dans la loi française, provient simplement des termes maladroits employés par les rédacteurs du projet, pour définir les travaux auxquels la loi s'applique. Ils ne se sont pas aperçus des graves conséquences de ce petit mot « *about* » (3).

Le risque professionnel n'a donc pas dans les lois françaises et anglaises la même étendue. Mais l'essentiel est de constater que le même principe a été exprimé dans

1. *Ruegg*, p. 194.

2. Voici un exemple tiré de la jurisprudence : Un ouvrier d'une fabrique de drapeaux tombe et meurt en décorant le toit d'une maison. Il ne reçoit pas d'indemnité parce que son travail ne s'effectuait pas « *in or about a factory* ». *Labour Gazette*, 1898, p. 294. Trib. de Glasgow. Cf. *Recorder*, 10 déc. 1898. De récents exemples dans le *Labour Gazette*, 1899, pp. 9, 40, 102.

3. Les décisions de jurisprudence citées ici montrent qu'il est impossible de traduire le mot « *about* » par la préposition « *pour* » comme on l'a fait (*Monnier*, th. pp. 261, 344).

l'une et dans l'autre à peu près dans les mêmes termes ; et que d'autre part ce principe a reçu dans la loi française deux limitations analogues à celles que nous avons constatées tout à l'heure.

D'abord, en ce qui touche la faute personnelle de l'ouvrier. Ici encore une légère différence sépare les deux lois. La loi anglaise vise uniquement la faute volontaire et lourde de l'ouvrier, et le prive dans ce cas de toute indemnité. La loi française punit la faute « inexcusable », mais moins sévèrement, puisqu'elle se contente de diminuer la pension ordinaire, sans que du reste, cette diminution soit obligatoire pour le tribunal. La loi française prévoit le cas où l'ouvrier aurait intentionnellement provoqué l'accident. Rien de tel dans la loi anglaise. Le mot « intentionnel » (*wilful*) qui s'y trouve, vise non l'accident, mais la faute commise par l'ouvrier, sans que la loi se préoccupe de savoir si l'ouvrier a ou non voulu provoquer l'accident.

En ce qui touche d'autre part « la faute inexcusable du patron ou de ceux qu'il s'est substitué dans la direction », la loi française comme la loi anglaise prévoit une majoration possible de l'indemnité. Là encore, pour être entièrement exact, il faudrait indiquer une différence assez notable dans la manière dont les deux législateurs ont réalisé une intention identique. Cette majoration dans la loi française est à la discrétion du tribunal ; elle dépend dans la loi anglaise de la double volonté du tribunal et de l'ouvrier lui-même, qui peut y renoncer en intentant l'action devant l'arbitre.

Ces différences peuvent paraître insignifiantes, si l'on

considère uniquement la conception générale qui, dans l'une comme l'autre loi, a fait édicter des règles spéciales pour le cas de faute du patron et de l'ouvrier. Elles ne le sont pas cependant. En effet, dans sa définition de cette notion essentielle de faute, la loi anglaise n'a pas osé s'éloigner autant que la loi française de l'idée traditionnelle de responsabilité. Chez elle, la définition du risque professionnel est plus étroite, nous venons de le voir, que dans notre loi. A l'inverse, la définition de la faute de l'ouvrier est plus large, et tandis que chez nous l'ouvrier ne perd pas nécessairement tous ses droits par sa faute, la loi anglaise les lui enlève. D'autre part, la faute du patron ne sera probablement sanctionnée dans la pratique anglaise par aucune indemnité plus forte, tandis qu'il n'y a pas de motif sérieux de douter que la disposition de notre loi sur ce point, ne soit réellement appliquée.

De même, la loi allemande ne retire à l'ouvrier le bénéfice de ses secours que si l'accident a été *prémédité* par lui (1). Et si, au premier abord, cette disposition semble analogue à la définition anglaise qui prévoit une faute *intentionnelle*, nous rappellerons que dans cette dernière, c'est la *faute* qui est intentionnelle, tandis qu'en Allemagne c'est l'*accident* qui doit être prémédité. Et cette différence est considérable ; c'est celle qui sépare une simple imprudence d'un véritable délit... Là encore, la loi continentale s'est montrée moins timide que la loi anglaise.

1. Cf. *Sauvaire-Jourdan*, p. 133.

Si l'on considère la nouvelle loi anglaise comme un simple expédient pour assurer aux ouvriers une indemnité dans un nombre de cas donnés, et choisis par le Parlement en vertu de simples nécessités pratiques, les dispositions que nous avons exposées paraissent inexplicables. Si la loi en effet est une simple loi d'assurance, non une loi de responsabilité, la logique voudrait qu'on ne tint aucun compte de la cause de l'accident : l'indemnité devrait être la même pour les cas fortuits et pour ceux où soit le patron soit l'ouvrier sont coupables de négligence. Une disposition du Code pénal, punissant cette négligence coupable d'une amende ou de quelques jours de prison, serait beaucoup plus conforme à cette logique apparente.

M. Chamberlain reconnu au cours de la discussion, que pratiquement il pourrait être plus utile d'indemniser l'ouvrier, même au cas de faute intentionnelle de sa part, qu'on éviterait ainsi des procès et que le principe du risque professionnel y trouverait une application plus logique. Les députés ouvriers, de leur côté, tout en reconnaissant l'injustice apparente et théorique d'une pareille disposition, demandèrent à la Chambre de l'introduire afin de garantir plus efficacement l'ouvrier. La Chambre n'y consentit pas.

Le principe qui sert de base à l'Acte nouveau, ne saurait donc être exprimé uniquement en termes d'indemnité ou d'assurance, mais il doit l'être aussi en termes de responsabilité. Et voici la formule qu'on pourrait en donner : Tout accident crée une responsabilité, puisque tout accident a sa cause, mais cette responsabilité est

aussi difficile à mesurer qu'à déterminer ; tantôt c'est une simple négligence, tantôt c'est une faute grave, tantôt c'est une ignorance ; cette négligence, cette faute ou cette simple ignorance sont le fait d'un ouvrier, ou d'un contre-maître, ou d'un patron, ou même d'un ouvrier antérieur et qu'on ne peut plus retrouver ; parfois, le plus souvent même, elles sont le fait de toutes ces personnes à la fois ; le pis est que souvent ces négligences, ces fautes ou ces ignorances sont presque inévitables, et que dans chaque métier elles forment une masse presque toujours identique. Déclarer la loi impuissante devant ces difficultés, c'est créer la pire des injustices, puisqu'*en fait* la charge des accidents retombera presque toujours sur l'ouvrier ; le vrai responsable c'est l'industrie, c'est-à-dire toutes les personnes qui composent l'industrie ; le produit net de l'industrie, c'est le profit, qui n'appartient théoriquement pas plus au patron qu'aux ouvriers ; indemniser sur les profits c'est donc simplement rendre responsable l'ensemble de l'industrie. Mais là où l'on peut établir avec certitude la responsabilité morale personnelle soit de l'ouvrier, soit du patron (et ces cas sont assez rares et assez délicats à déterminer, pour que la loi ne laisse au juge qu'un pouvoir limité d'appréciation), la responsabilité civile personnelle doit remplacer la responsabilité collective ; et c'est ainsi que les deux limitations que nous venons d'expliquer se sont introduites dans presque toutes les législations.

Telle est, pensons-nous, l'idée fondamentale sur laquelle s'est appuyé le législateur anglais.

Si nous considérons le chemin parcouru depuis l'année

1837 jusqu'à l'année 1897, nous ne pouvons nous empêcher de trouver entre les procédés législatif de ces deux années, une antithèse à la fois frappante et instructive. En 1837, les tribunaux, de leur propre initiative, fixent les termes du contrat de travail par une interprétation défavorable à l'ouvrier. En 1897, les termes du contrat de travail, en ce qui touche les accidents, sont fixés par l'Etat lui-même, entouré de tous les renseignements nécessaires, et cherchant à tenir une balance égale entre les deux parties en cause. Le contrat de travail a cessé d'être purement privé ; il devient matière à réglementation publique, et des idées nouvelles, dérivées de la nature des choses et de l'équité sociale, servent à en fixer les conditions.

Pour expliquer ce revirement il faudrait suivre l'histoire des idées sociales en Angleterre pendant ces 60 années. Cela n'est pas notre tâche.

CHAPITRE III

CONDITIONS DE PAYEMENT DE L'INDEMNITÉ

Les principes une fois posés, il fallut dans la pratique tenir compte de nécessités particulières. Trois considérations ont dominé la discussion et l'élaboration de cette loi : Le gouvernement d'abord ne voulait faire qu'un essai, et c'est cette idée qui explique la portée relativement restreinte de la loi. En second lieu, le gouvernement voulait rendre la plus légère possible la contrainte exercée sur les patrons : de là la parfaite liberté d'assurance qui leur est laissée, et la liberté de se soustraire à la loi par des contrats privés sous le contrôle de l'Etat (*contracting out*). Le gouvernement, enfin, voulait éviter de créer aucun conflit entre les parties intéressées : de là la substitution aux juridictions ordinaires d'un arbitre, pour toutes les contestations nées de la loi.

La limitation des bénéfices légaux à un nombre déterminé d'industries, la liberté de l'assurance, et la facilité du « *contracting out* » enfin l'institution de la procédure arbitrale, tels sont les traits les plus saillants de la loi

nouvelle. Nous les rencontrerons en étudiant successivement dans quatre chapitres :

1°) les conditions auxquelles est soumis le paiement de l'indemnité,

2°) la fixation du montant de l'indemnité,

3°) la procédure à suivre pour obtenir l'indemnité,

4°) les garanties légales et les organisations privées qui assurent le paiement de l'indemnité obtenue.

Les conditions auxquelles est soumis le paiement de l'indemnité sont au nombre de trois : Il faut que l'accident soit de nature à justifier une indemnité, que la victime de l'accident y ait droit, et que la personne à laquelle s'adresse la victime soit tenue de la payer. Nous aurons donc à étudier successivement quels sont les accidents qui donnent droit à une indemnité, quelles personnes sont tenues de la payer, et quelles personnes enfin y ont droit.

§ 1. — *Accidents donnant droit à indemnité.*

La loi ne définit pas ce qu'il faut entendre par *accident*. D'après la définition de Sir Richard Webster, l'Attorney général, c'est « un événement qui se produit sans qu'on ait pu le prévoir ou sans qu'on s'y attende » (1). Evidemment, dans la pensée des auteurs de la loi, l'idée d'accident s'oppose à l'idée de maladie professionnelle, et nous ne pensons pas qu'aucune difficulté sérieuse puisse jamais s'élever sur ce point.

1. Willis, p. 12.

Pour qu'un accident donne lieu à indemnité il faut :

1°) « Qu'il provienne du travail et soit survenu au cours du travail ». Cette expression, nous l'avons déjà vu, est destinée à définir le risque professionnel. Nous en avons montré la portée. Il suffit de remarquer ici, que le risque professionnel ne comprend pas les accidents provenant des causes extérieures à l'industrie, ceux qui proviennent, suivant l'expression anglaise, des « actes de Dieu ou des ennemis du roi » (*Acts of God and of the King's enemies*). Il faut entendre par là, d'une part, les coups de foudre, les inondations, les tremblements de terre ; d'autre part, les rébellions à main armée, l'envahissement du territoire par les ennemis, etc.

2°) Il faut, en second lieu, que l'accident n'ait pas pour cause une faute « grave et intentionnelle » de l'ouvrier. Nous avons déjà étudié cette condition ; il est inutile de revenir sur la définition de ces termes.

3°) Il faut enfin que l'accident entraîne une incapacité partielle ou totale de travail pendant plus de deux semaines. L'incapacité peut être très légère, il suffit qu'elle empêche l'ouvrier « de gagner son plein salaire au travail auquel il était employé avant l'accident » (*W. C. A. Sect. I. § 2a*). Mais il faut que l'incapacité dure plus de deux semaines.

On trouve ici la trace de la même idée qui, dans d'autres législations, a fait fixer un délai semblable (1). Pourquoi cette exclusion des petits accidents ? Parce que, dit-on,

1. La loi française fixe à 4 jours et la loi allemande à 13 semaines ce délai. En Allemagne, comme on sait, l'ouvrier est entretenu pendant ce temps par la caisse des assurances-maladie.

si l'ouvrier est indemnisé pour des accidents de peu d'importance, il sera tenté de se faire plus malade qu'il n'est, pour toucher une indemnité; il est bien improbable, au contraire, qu'il trompe pendant 15 jours, pour obtenir en flânant un salaire bien moindre que s'il avait travaillé. Le motif donné ne nous paraît guère convainquant, puisque l'ouvrier doit, à la requête de son patron, se soumettre à un examen médical après avoir notifié son accident (1), et que, s'il est aisé de simuler pendant 3 ou 4 jours, une simulation d'une semaine serait pour l'ouvrier d'une utilité douteuse. La véritable raison nous paraît être le désir de décharger les industriels d'une responsabilité qui pouvait leur paraître très lourde. Plus tard, quand la loi sera entrée dans les habitudes industrielles on pourra avantageusement réduire ce délai.

Il est difficile de dire avec quelque exactitude, quelle proportion d'accidents est ainsi soustraite à l'action de la loi. Aucune statistique générale n'existe sur ce point. S'il faut en croire les statistiques partielles citées dans la discussion, cette proportion serait assez forte. D'après le rapport du « Miner's Relief Fund for the North of England », en 1896-97, sur 19.200 accidents entraînant une incapacité de travail de six mois et moins, 5.000, c'est-à-dire plus du quart, n'ont entraîné qu'une incapacité de moins de deux semaines.

La même proportion était fournie, d'après l'Attorney general, sir Richard Webster, pour la période 1892-96, par la « Lancashire and Cheshire Miner's Permanent relief society ».

1. Cédule I, Cl. 3.

Comme on voit, il n'est ici question que des mines ; mais il n'y a pas de raison péremptoire pour que cette proportion soit moindre dans les autres métiers (1).

§ 2. — *Personnes qui doivent l'indemnité.*

En principe, c'est le patron, l'« employer ». Pourquoi l'a-t-on choisi ? Ce n'est pas, nous le savons, que la loi anglaise le considère comme responsable de tous les accidents. C'est l'industrie qui est responsable aux yeux du législateur anglais. Mais le patron a paru l'intermédiaire le plus naturel et le plus commode pour faire parvenir à l'ouvrier l'indemnité que la loi lui accorde. Ces deux principes ont été affirmés plus d'une fois à la Chambre, par M. Chamberlain. Ils sont assez simples pour ne pas mériter d'être expliqués plus longuement.

Par « employer », il faut entendre tout patron isolé, ou, en cas de mort, ses représentants légaux, et aussi toute réunion de personnes ayant ou non la personnalité civile (Sect. 7, cl. 2).

Cette définition suggère deux remarques. Elle confirme d'abord l'innovation faite déjà dans l'Act de 1880, d'après laquelle les compagnies ou les sociétés sont des « employeurs », et sujettes par conséquent à la responsabilité ordinaire des patrons. En second lieu, elle innove d'une façon remarquable. La règle : *Actio personalis moritur*

1. V. en particulier, séance du 20 février 1893 et du 15 juillet 1897. M. Wolf (*Rev. d'Econ. polit.*, février 1899, p. 126) prétend que dans 10 0/0 seulement des accidents, ces effets dépassent une durée d'une quinzaine.

cum persona, avait été transformée en 1845 par l'Act Campbell, en ce qui touche les plaignants. Elle avait subsisté en ce qui touche le défendeur ; et même sous l'Act de 1880, quand le patron poursuivi meurt au cours du procès, l'action s'éteint par le fait même.

L'Act de 1897 supprime cette anomalie ; dorénavant l'ouvrier, après la mort de son patron, pourra poursuivre le recouvrement de son indemnité contre les représentants légaux de celui-ci.

Il est curieux de voir introduire une réforme d'aussi grande importance par simple voie de définition dans la loi, et non moins curieux d'en voir restreindre le bénéfice aux seuls ouvriers protégés par le nouvel Act. Nous verrons plus tard, en effet, que la majorité des ouvriers anglais est encore soumise à la Common Law et à l'Act de 1880. Ceux-ci perdent tout droit à l'indemnité en cas de mort du patron responsable, alors que les bénéficiaires du nouvel Act n'auront pas à craindre cette éventualité. C'est une anomalie qui s'explique seulement par la volonté bien arrêtée du gouvernement de ne pas instituer de mesure générale. La même idée a fait conserver l'exception de « Common employment » dans toutes les industries auxquelles l'Act de 1897 ne s'applique pas, de sorte que cet Act crée une véritable classe privilégiée parmi les ouvriers.

Le patron, sauf les cas, sans doute très rares, où il s'est rendu coupable d'une négligence personnelle, sera poursuivi comme représentant de l'industrie. Dans deux autres cas encore, l'Act de 1897 lui impose le paiement de l'indemnité au lieu et place de la personne véritable-

ment responsable : 1^o quand l'ouvrier au lieu de traiter directement avec lui, a traité avec un sous-contractant (1) ; 2^o quand c'est un étranger par la faute duquel l'accident s'est produit (2).

Le premier de ces cas surtout est intéressant à étudier :
a Le « sub-contracting », ou le fait pour un grand entrepreneur de s'entendre avec des petits patrons par une série de contrats particuliers pour l'exécution d'un grand travail, se rencontre très fréquemment, non seulement dans l'industrie du bâtiment, mais encore dans une foule d'autres. La question se présente alors de savoir qui est le véritable patron de l'ouvrier ; est-ce le grand entrepreneur, celui que l'Act appelle l'« undertaker » ou est-ce le sous-traitant, appelé « sub-contractor » par la loi ?

L'Act de 1880 ne prévoyait pas ce cas ; aussi arrivait-il souvent que pour échapper à la responsabilité qui leur incombait, des patrons, au lieu d'embaucher directement leurs ouvriers, s'adressaient à des « sub-contractors ». Le plus souvent, si l'ouvrier blessé réclamait une indemnité à ce dernier, il le trouvait insolvable. La jurisprudence des cours anglaises admit néanmoins que dans certains cas le patron serait responsable : dans tous ceux où il aurait conservé une autorité directe et personnelle sur les ouvriers du « sub-contractor ». Il suffisait parfois que l'autorité ainsi conservée fût très faible pour que les tribunaux obligeassent le patron à payer l'indemnité (3).

1. W. C. A. Sect. 4.

2. W. C. A. Sect. 6.

3. C'est ainsi que dans l'affaire Brown contre la Compagnie Butterley, on décida que les patrons de mine usant du « butty-

En tous cas c'était une question de fait à trancher dans chaque espèce par les tribunaux et par suite un élément de grave incertitude pour l'ouvrier blessé.

L'Act de 1897 a modifié cet état de chose. Dorénavant tout patron, auquel l'Act s'applique, et qui fera un contrat de cette nature devra indemniser l'ouvrier blessé. Le « sub-contractor » pourrait, s'il était seul, encourir une responsabilité soit en vertu de la Common law, soit en vertu de l'Act de 1880, soit en vertu de l'Act de 1897, suivant les conditions où l'accident s'est produit et l'industrie qu'il exerce, puisque l'Act de 1897 n'est applicable qu'à certaines industries déterminées. Cette responsabilité, il n'a pas cessé de l'encourir; seulement son insolvabilité ne retombe plus sur la victime de l'accident mais sur l'« undertaker » qui a traité. C'est à l'« undertaker » que la victime s'adressera dorénavant, et celui-ci aura le droit seulement de recourir contre le sous-traitant. Dans un cas même, ce recours ne pourra se produire et l'« undertaker » seul sera responsable. Il se peut, en effet, que le sous-traitant ne tombe sous

system » n'en restaient pas moins responsables des accidents arrivés à leurs ouvriers. Les « butty-men » sont des tâcherons qui font un traité avec le propriétaire de la mine, et qui emploient des ouvriers sous leurs ordres. Ces ouvriers, quoiqu'ayant traité avec les « butty-men », n'en restent pas moins tenus d'obéir à tous les fonctionnaires et de suivre toutes les règles de la mine. En s'appuyant sur ce fait, la Cour de Comté⁴ décida que ces ouvriers étaient des ouvriers de la Compagnie, et que celle-ci était responsable. La Cour d'appel confirma ce jugement (Cf. Ruegg, p. 51-52 et les exemples cités, et Willis, p. 50). M. Monnier, (thèse, p. 223) semble croire au contraire que le propriétaire de la mine pouvait, par ce moyen, se décharger de toute responsabilité.

le coup d'aucune des lois que nous avons citées, tandis que l'« undertaker » exerce une industrie soumise à l'Act de 1897. L'ouvrier du sous-traitant est blessé par cas fortuit. Le sous-traitant n'est pas responsable, puisque les cas fortuits ne sont pas prévus par l'acte de 1880, et que par hypothèse il n'exerce pas une industrie soumise à la loi de 1897. L'« undertaker » néanmoins devra payer l'indemnité, car si l'ouvrier avait été à son service direct, il aurait été protégé par la loi de 1897 (1).

Cette règle nouvelle s'explique aisément dans les principes de l'Act nouveau. Sous l'Act de 1880, dont les règles étaient dominées par l'idée de responsabilité morale et

1. M. Monnier (th. p. 225), semble croire que le recours de l'« undertaker » contre le « sub-contractor » n'aura lieu qu'au cas où le préjudice est causé par la faute personnelle de ce dernier. Il n'en est rien ; le recours a lieu dans tout les cas où le « sub-contractor » aurait été responsable s'il avait été indépendant. C'est l'interprétation de Willis (Commentaire pp. 50-52) et de Ruegg (Comment., p. 208). C'est ce qui ressort aussi du texte de la loi : « Lorsque, dans une profession à laquelle s'applique le présent acte, les entrepreneurs (undertakers) traitent avec une personne pour l'exécution d'un travail soit par elle-même, soit sous sa direction, et que ces entrepreneurs, s'ils avaient fait faire ce travail par des ouvriers sous leurs ordres directs, eussent été tenus par le présent acte de les indemniser pour les accidents survenus à l'occasion et au cours de leur travail, — ils devront payer à tout ouvrier employé à ce travail, l'indemnité due par le sous-traitant en vertu du présent acte ou en vertu de sa négligence personnelle ou de son acte intentionnel, — ou celle que devrait payer le sous-traitant s'il était un patron auquel s'appliquât le présent acte. Bien entendu les entrepreneurs auront un recours contre toute personne responsable indépendamment de la présente section. Cette section ne s'appliquera pas aux contrats faits avec un sous-traitant pour l'exécution... d'un travail purement accessoire ou exceptionnel... et qui ne formerait pas une partie intégrante ou constitutive de l'entreprise. » (sect. IV).

individuelle, il était impossible d'imposer le payement d'une indemnité au patron dont on ne pouvait démontrer l'autorité certaine sur l'ouvrier, même si cette autorité n'était pas directe. Dans l'Act nouveau, le droit de l'ouvrier à l'indemnité préoccupe le législateur autant, sinon plus, que la responsabilité du patron. Dans l'espèce il le garantit contre une fraude fréquente par laquelle le patron se soustrait à une indemnité à laquelle il serait tenu sans cela.

L'objet de cette disposition n'est pas autre. Aussi la loi, dans les cas où cette fraude n'est pas à craindre, rétablit-elle le droit ancien. Elle excepte en effet de la règle certains travaux : ceux qui sont purement « ancillary or accidental » (accessoires et accidentels). Elle désigne ainsi les travaux qui ne font pas partie intégrante de l'industrie que dirige le patron considéré. On voit à quelles difficultés peut mener cette distinction. Une compagnie de chemin de fer fait un contrat pour repeindre une de ses gares. Ce travail ne fait évidemment pas partie des travaux exécutés en général par la compagnie, et celle-ci, en vertu de l'exception, ne doit pas être dans ce cas responsable des accidents. Mais si la compagnie fait un contrat pour la fabrication de locomotives que faudra-t-il décider ? Cette construction fait-elle ou non partie intégrante des travaux exécutés par une compagnie de chemin de fer ? M. Ruëgg se déclare incapable de trancher la question (1). Cependant la distinction repose sur une idée juste ; la loi a voulu simplement éviter que les com-

1. Cf. Ruëgg, p. 204, 205.

pagnies se déchargent de leur responsabilité naturelle en traitant avec des sous-ordres pour les travaux qu'elles pourraient entreprendre elles-mêmes. Mais il deviendrait injuste de leur imposer une responsabilité analogue simplement à raison de leur qualité de grands entrepreneurs, pour des travaux qu'elles sont, en tout état de cause, obligées de faire faire par d'autres.

b) Dans une autre circonstance encore, le patron, sans que sa responsabilité puisse à aucun degré être mise en cause, devra payer l'indemnité légale : c'est au cas où l'accident provient de l'imprudence d'une personne étrangère à la fabrique ou au chantier. Ici encore, l'idée d'assurance a fait écarter les conséquences impliquées dans celle de responsabilité.

Quelle est exactement l'hypothèse prévue par la loi (1)? Elle imagine qu'une personne étrangère à la fabrique ou à l'atelier provoque par son imprudence ou sa négligence un accident. Ce peut être soit l'ouvrier d'un autre patron venant par exemple apporter des marchandises dans l'établissement (2), soit même le fabricant d'une machine défectueuse et qui ferait explosion dans l'établissement où on l'emploie (3). Dans ce cas, la loi donne à

1. Voici le texte de la sect. VI : « Si le dommage pour lequel une indemnité est due en vertu du présent acte, s'est produit dans des circonstances entraînant la responsabilité légale d'une personne autre que le patron, l'ouvrier peut à son choix, soit intenter une action en dommages-intérêts contre cette personne, soit réclamer une indemnité à son patron en vertu du présent acte ; mais il ne pourra agir contre les deux à la fois, et si l'indemnité a été payée en vertu du présent acte le patron aura le droit de se faire indemniser par la susdite personne. »

2. Ruegg, p. 219.

3. Monnier, th., p. 216-217.

la victime le droit de poursuivre à son choix, soit l'auteur responsable de l'accident en vertu du droit commun, soit son propre patron en vertu du « Workmen's Compensation Act. » Cette disposition assure à l'ouvrier une indemnité dans tous les cas de ce genre et, le plus souvent, sans aucun doute, il actionnera directement son patron, par crainte de s'exposer, s'il s'appuie sur le droit commun, à toutes les exceptions énumérées dans notre premier chapitre.

Quelle sera donc la situation du patron ? Il paiera l'indemnité, puis il exercera son recours contre le tiers. Mais le jeu de la législation anglaise et les degrés divers de responsabilité qu'elle édicte le placent visiblement dans une situation défavorable. D'une part, en effet, il ne saurait opposer à l'ouvrier qui le poursuit toutes les exceptions que le « Workmen's Compensation Act » a fait disparaître, puisque l'ouvrier le poursuit en vertu même de cet Act, et d'autre part, il se heurtera lui-même à toutes ces exceptions dans son recours contre le tiers responsable, puisque celui-ci n'est tenu qu'en vertu du droit commun. Toutes les exceptions qu'il aurait pu opposer à l'ouvrier, telles que celles de négligence contributive ou de *Volenti non fit injuria*, le tiers pourra les opposer au patron. Celui-ci, par suite, se verra souvent dans l'impossibilité de rentrer dans ses frais, et supportera toute la charge de l'accident.

Ainsi le législateur reconnaît que la personne responsable est le tiers et l'oblige, en vertu de cette responsabilité, à payer à la victime qui le poursuit l'indemnité prescrite par le droit commun. Mais, comme l'application stricte de cette responsabilité aurait souvent pour effet

de priver l'ouvrier de l'indemnité à laquelle lui donne droit le principe du risque professionnel, le législateur, avant tout préoccupé de lui assurer cette indemnité, lui donne dans tous les cas une action directe contre son patron.

C'est exactement la même idée qui, dans l'article 7 de la loi du 10 avril 1898, a inspiré le législateur français. Là aussi, l'ouvrier a dans tous les cas la certitude d'être indemnisé, soit qu'il poursuive le tiers auteur de l'accident, soit qu'il poursuive son patron, et celui-ci pourra recourir contre le tiers, sans être toutefois assuré d'obtenir toujours satisfaction (1).

§ 3. — *Quelles personnes ont droit à l'indemnité ?*

La victime d'un accident ou ses ayant-droit, peu réclamer une indemnité à la double condition :

a) d'être un « workman » (travailleur) ;

b) d'appartenir à l'une des industries auxquelles la loi s'applique.

a) Il faut d'abord que la victime soit un « workman ». Quel est le sens légal de ce terme ? Il désigne, d'après

1. Loi du 10 avril 1898, a. 7 : « Indépendamment de l'action résultant de la présente loi, la victime ou ses représentants conservent, contre les auteurs de l'accident autres que le patron ou ses ouvriers et préposés, le droit de réclamer la réparation du préjudice causé, conformément aux règles du droit commun. L'indemnité qui leur sera allouée exonérera jusqu'à due concurrence le chef d'entreprise des obligations mises à sa charge. Cette action contre le tiers responsable pourra même être exercée par le chef d'entreprise, à ses risques et périls, au lieu et place de la victime ou de ses ayants droit, si ceux-ci négligent d'en faire usage. »

la section 7 de la loi (1) non pas seulement les travailleurs manuels, mais « toute personne employée dans l'une des industries auxquelles la loi s'applique ». Cette large définition comprend, outre les ouvriers proprement dits, tous les employés, tous les fonctionnaires d'une compagnie, même les fonctionnaires supérieurs. L'architecte aura droit à une indemnité, aussi bien que le maçon qui construit la maison. C'est une innovation considérable par rapport à l'Act de 1880, qui désigne par « workman », uniquement les travailleurs manuels, si bien que certains apprentis ou des conducteurs d'omnibus et de tramways étaient exclus de ses bénéfices (2).

Quels sont les ayant-droit (dependants) de la victime ? Ils sont énumérés par l'Act de lord Campbell (1846) (3), qui désigne ainsi : l'époux, les parents, les grands-parents, les beaux-parents, les enfants, les petits-enfants et les beaux-enfants de la personne décédée.

Une assez vive discussion s'engagea sur le point de savoir, s'il ne fallait pas donner la qualité d'ayant-droit, aux enfants naturels. Les motifs invoqués pour s'opposer à cette innovation sont assez caractéristiques pour être rapportés. L'Attorney general, sir Richard Webster, déclara qu'ils n'étaient pas plus intéressants que des cousins et des neveux, auxquels on ne pouvait pourtant pas raisonnable-

1. Sect. VII : Le mot « Workman » signifie : Toute personne travaillant dans l'un des métiers auxquels s'applique le présent acte, que son travail soit manuel ou non, que son contrat soit un contrat de louage de services d'apprentissage, ou de tout autre espèce, oral ou écrit, exprès ou tacite. »

2. Cf. Willis, p. 72 et Ruegg, pp. 42 et 196.

3. Voir plus haut, ch. I.

ment donner un droit d'indemnité. C'était une mauvaise défaite, puisque l'enfant naturel n'a d'autre personne que ses parents pour l'entretenir, tandis que le neveu ou le cousin conserve en général les siens après la mort de son oncle. Un autre argument fut fourni par sir Elliott Lees : les enfants naturels, dit-il, n'ont dans la législation anglaise aucun droit de succession *ab intestat* ; ce serait donc une exception bizarre qu'on créerait en faveur des enfants naturels de la classe ouvrière. Ce motif ne valait pas mieux que le précédent. Dans une loi dont toutes les dispositions sont exceptionnelles, où certains principes nouveaux de droit se sont introduits pour la première fois au profit d'une portion limitée de la classe ouvrière, une disposition exceptionnelle de plus, surtout si elle était juste, ne pouvait choquer beaucoup le législateur. Mais son argument le plus intéressant fut le suivant : « Ce serait, dit l'honorable baronet, une tache sur la classe ouvrière, que de faire une législation spéciale pour les enfants illégitimes de cette classe, en admettant ainsi qu'il existe dans cette classe un état de choses qui n'existe pas dans toutes les autres » (1). C'est le triomphe du principe sur la réalité. Ainsi, par égard pour l'amour-propre populaire, il fut décidé que les enfants naturels n'existaient pas en Angleterre.

En Ecosse, c'est le droit commun qui confère aux ayant-droit de la victime une indemnité en cas d'accident. L'Act Campbell ne s'applique pas dans ce pays. Mais la liste de ces ayant-droit est plus courte qu'en Angleterre.

1 *Times*, 4 juin 1897.

Elle ne comprend que l'épouse, les parents et les enfants de la victime. Les cours écossaises admirent pendant quelque temps le droit à l'indemnité de la mère d'un enfant naturel. En 1891 la Chambre des Lords renversa cette interprétation de la loi (1).

b) La deuxième condition pour pouvoir prétendre à une indemnité est d'appartenir à l'une des industries auxquelles la loi s'applique (2). Nous touchons ici à l'un des traits essentiels de la nouvelle loi. Le législateur n'a voulu faire bénéficier de ses dispositions qu'une partie des ouvriers, ceux qui par la nature de leur travail sont les plus exposés aux accidents. La mesure, a-t-on répété souvent au cours de la discussion, n'est qu'un essai. Elle est « tentative ». Comment expliquer une timidité qui apparaît à des esprits français comme une partialité injustifiée ? Le principe nouveau que l'on met en œuvre implique des conséquences si graves, il soumet les industriels à des charges si difficilement calculables, qu'avant de l'imposer à toutes les industries du Royaume Uni, il a paru plus sage de tenter l'expérience là seulement où la nécessité s'en était fait très vivement sentir. On rappela pour expliquer cette politique, la

1. Cf. Willis, p. 73.

2. Sect. VII, Cl. 1. « Cet Act s'appliquera seulement aux ouvriers employés par les entrepreneurs, tels qu'ils seront définis plus bas, et travaillant sur, dans ou auprès, d'un chemin de fer, d'une fabrique, d'une mine, d'un ouvrage mécanique et aux ouvriers... travaillant sur, dans ou auprès d'un bâtiment de plus de 30 pieds de haut, qu'on est en train de construire, de réparer ou de démolir, au moyen d'échaffaudages, ou pour la construction, la réparation ou la démolition duquel on emploie une machine mue par la vapeur, l'eau ou tout autre force mécanique. »

tradition parlementaire anglaise en matière de législation industrielle.

Les lois sur la durée du travail, sur l'hygiène des ateliers n'ont d'abord été faites que pour quelques industries, puis on les étendit successivement à presque toutes les autres, quand leurs effets bienfaisants furent devenus plus évidents. C'est le même procédé que le gouvernement préconisa dans le cas qui nous occupe. Comme bien on pense, cette exclusion d'un certain nombre d'industries fut l'objet des attaques les plus vives de l'opposition. On reprocha au gouvernement la manière souvent arbitraire dont il faisait son choix. Le bill de M. Asquith en 1893 n'indemnisait sans doute pas autant d'accidents que celui de M. Chamberlain. Mais au moins s'étendait-il à toute l'industrie anglaise. Il faisait disparaître partout la doctrine du « *common employment* » que l'Act de 1897 laisse subsister dans un grand nombre de cas. Il ne créait pas comme celui-ci une classe privilégiée parmi les ouvriers anglais. A chaque pas dans la discussion, lors du vote sur la deuxième lecture, lors de la discussion en comité, plus tard encore lorsque le bill atteignit ce qu'on appelle le « *report stage* » ce défaut de logique fut jeté à la face de M. Chamberlain. Celui-ci finit par répondre très habilement, en se faisant gloire des reproches même qu'on lui adressait : « Mon très honorable ami (M. Asquith) nous dit qu'il aurait été plus logique et plus pratique d'inclure toutes les industries dans le bill. Eh bien ! nous avons depuis longtemps renoncé pour ce bill à la logique. Et à vrai dire, je considère qu'un grand avantage de la législation anglaise est de ne pas prétendre à la logique. Et

si jamais le législateur anglais voulait émettre cette prétention, il se trouverait aussitôt dans la même situation que certains pays étrangers qui l'ont eue, et commettrait les mêmes fautes qu'eux. Notre législation ne serait jamais satisfaisante, elle ne pourrait jamais répondre aux conditions variées de la vie anglaise, si elle prétendait à la logique. Et c'est pourquoi je n'éprouve aucune honte à accepter pour ce bill le reproche d'illogisme qu'on lui fait » (1).

L'énumération et la définition des entreprises soumises à la nouvelle loi tiennent dans l'Act de 1897 et dans les ouvrages des commentateurs une place considérable. Nous n'avons pas besoin ici de ces définitions techniques, et nous pouvons nous borner à indiquer les principales questions de droit qu'elles ont fait naître et les motifs des exclusions prononcées.

D'après le secrétaire d'Etat pour l'intérieur, M. White-Ridley, 7 millions de personnes environ ne bénéficient pas du nouvel Act. Ce sont 1.700.000 ouvriers agricoles, 192.000 marins et pêcheurs, 300.000 domestiques, 2 millions d'ouvriers d'ateliers, 500.000 commis de magasin, 600.000 voituriers et employés de transports (2).

L'exclusion de ces industries ne s'explique pas par des considérations tirées de la nature des choses. Dans les travaux agricoles, et surtout en Angleterre, l'emploi des machines est assez considérable pour que des accidents se produisent fréquemment. Du reste, même sans invo-

1. *Times*, 1^{er} juin 1897.

2. P. D., p. 697. Séance du 17 mai 1857.

quer l'emploi des machines, il paraît injuste de ne pas indemniser le domestique de ferme blessé par la ruade d'un cheval, alors qu'on indemnise le mineur blessé dans les mêmes conditions. Dans les petits ateliers, M. Chamberlain prétendit que les accidents étaient peu nombreux. Raison de plus, semblait-il pour indemniser ceux qui sont frappés. Du reste les statistiques anglaises, qui confondent les accidents arrivés dans les fabriques et ceux qui se produisent dans les ateliers, ne permettent pas d'affirmer que l'appréciation du ministre soit vraie. L'unique raison pour laquelle on laissa ces deux catégories de travaux en dehors de la loi, c'est que les ouvriers des industries considérées sont répandus sur toute l'Angleterre, ne forment pas des associations puissantes, comme ceux des mines ou des fabriques, et que le gouvernement conservateur avait plus à craindre les réclamations des fermiers et celles des petits patrons que celles de leurs employés. Seule l'exclusion des employés de magasin s'explique par la rareté des accidents dont ils sont victimes ; du reste les conditions où les accidents se produisent ici sont très différentes des conditions qui justifient le principe du risque professionnel dans les autres industries.

Pour les marins, M. Chamberlain ne nia pas les grands dangers auxquels ils étaient exposés ; et sans ambage il justifia l'exception faite en faveur des armateurs par la crainte d'augmenter « l'opposition et le frottement que nous rencontrerons » (1). La situation ainsi faite aux marins mérite une attention spéciale. Déjà l'Act de 1880

1. *Times*, 1^{er} juin 1897.

les avait laissés en dehors de son action, Ils ne sont aujourd'hui protégés que par la section 458 du Merchant Shipping Act (1894), en vertu duquel l'armateur est responsable des accidents ayant pour cause le mauvais état du navire au départ. Cette disposition ne s'applique évidemment qu'à un nombre très restreint d'accidents. Du mois de juin 1890 au mois de juin 1891, 1.550 bateaux se sont perdus ou ont subi des avaries entraînant des morts plus ou moins nombreuses. Sur ces 1.550 accidents, 45 seulement ont été attribués à la faute du propriétaire (1). Cette statistique indique assez quelles charges entraînerait pour les armateurs, l'application à la navigation du Workmen's Compensation Act. Cependant, dans certaines circonstances, les marins eux-mêmes pourront bénéficier des nouvelles dispositions légales. D'après la définition du mot « factory » dans l'Act de 1897, les ouvriers des docks, des quais, des jetées (wharfs), des entrepôts ont droit à une indemnité, si l'accident arrive pendant qu'ils chargent ou déchargent des marchandises, au moyen de machines. Par suite, lorsqu'un bateau se trouve dans un bassin et qu'on utilise l'équipage pour le déchargement, l'équipage pendant la durée de ce travail bénéficiera de la loi nouvelle. C'est une conséquence inattendue du procédé suivi par le législateur anglais, et qui consiste à catégoriser les différentes espèces de travaux, plutôt que les métiers. Or, les mêmes ouvriers sont employés suivant les moments à des travaux différents, et dans le même métier, certains ouvriers exécutent les travaux jugés dangereux par la

1. M. A. Forwood. Séance du 25 avril 1893. P. D., p. 1183.

loi, tandis que les autres en sont dispensés. Cette interprétation, qui avait déjà été donnée par l'Attorney général (1), et par les commentateurs de la loi (2), a été récemment confirmée par la jurisprudence (3).

Sont soumis à la loi nouvelle : les chemins de fer, les fabriques, les mines, les carrières, les travaux mécaniques, les travaux de construction, de réparation ou de démolition sur les bâtiments de plus de 30 pieds de haut (4).

Bien entendu les stations, les quais, les entrepôts, les bâtiments annexes sont compris dans les définitions des chemins de fer, des fabriques, etc.

Quelques-uns de ces termes demandent une explication. Qu'entend-on, par exemple, par travaux mécaniques « engineering work ». Ce sont, dit la loi, « les travaux de construction, de modification ou de réparation d'un chemin de fer, d'un port, d'un dock, d'un canal, d'un égout, et en général tous les travaux de construction, etc., où l'on emploie des machines mues par la vapeur, l'eau ou toute autre force mécanique » (5).

Qu'est-ce encore que les travaux accomplis sur des bâtiments de plus de 30 pieds de haut ? Il faut, pour qu'ils rentrent dans la définition légale, qu'ils nécessitent l'emploi d'échaffaudages ou d'une force mécanique. Presque tous les travaux de l'industrie du bâtiment remplissent

1. *Times*, 1^{er} juin 1897.

2. Cf. Ruegg, p. 185.

3. Cf. *Labour Gazette*, 1898, p. 359 ; et *Recorder*, 24 décembre 1898.

4. Sect. 7, voir plus haut le texte de l'article.

5. Sect. VII, Cl. 2.

l'une ou l'autre de ces conditions, sauf toutefois ceux qui se font à l'intérieur des maisons, de sorte que les menuisiers, les tapissiers ou les serruriers ne bénéficieront souvent pas des avantages faits à leurs camarades maçons. Sur la définition des « bâtiments de plus de 30 pieds de haut », on discute à perte de vue. La loi ne doit-elle s'appliquer qu'à ceux qui ont effectivement atteint cette hauteur ? Dans ce cas, pour un bâtiment de 60 pieds les ouvriers seront protégés pendant la deuxième partie de leur travail, et ne le seront pas pendant la première. Ou la loi ne vise-t-elle pas plutôt les bâtiments qui, une fois construits, dépasseront ou atteindront cette hauteur. Cette deuxième interprétation paraît la plus rationnelle. Ce n'est pas celle cependant que les juristes anglais, si respectueux de la lettre même de la loi, paraissent vouloir adopter. Dans un récent procès, le juge débouta de sa plainte un ouvrier blessé au cours de la démolition d'un mur qui n'avait plus, au moment de l'accident, que 16 pieds de haut, mais qui au début des travaux en avait plus de 30 (1). L'opinion du juge était qu'il fallait tenir compte uniquement de la hauteur du mur ou du bâtiment, au moment même de l'accident.

Mais une autre question peut s'élever encore ; celle de savoir comment il faut mesurer les 30 pieds fatidiques. Est-ce à partir du sol ou à partir des fondations qu'il faut les compter ? En certains cas, la solution peut avoir de graves conséquences. Il y a là en tous cas, belle matière à procès.

Tels sont les principaux points qui nous ont paru mé-

1. *Recorder*, 3 déc. 1898.

riter l'attention. Il était intéressant de noter une fois de plus les difficultés que rencontre en ces matières le législateur, lorsqu'ils s'agit de définir avec précision les termes qu'il emploie, de marquer aussi l'inévitable arbitraire d'une foule de dispositions de détail. Dans tout pays, le législateur s'expose par là à de faciles et inévitables critiques. S'il voulait tenir compte de chacune d'elles, il ne pourrait atteindre le but principal qu'il s'est fixé, et c'est ce but qu'il est essentiel d'atteindre.

CHAPITRE IV

ÉVALUATION, MODE DE PAIEMENT ET GARANTIE DE L'INDEMNITÉ

Comment l'indemnité sera-t-elle fixée ? Comment sera-t-elle payée ? Comment, enfin, sera-t-elle garantie ?

C'est ici le problème le plus redoutable qui puisse se poser devant le législateur, dans une loi de cette espèce. En désignant les personnes chargées de payer l'indemnité et celles qui la doivent toucher, il est guidé par des principes de droit, des règles d'équité. Mais les solutions de ce nouveau problème dépendent de questions de fait très délicates et de règles d'arithmétique. Elles n'en sont que plus curieuses à étudier. Cet effort pour fournir à l'ouvrier une indemnité raisonnable et utile, sans imposer au patron des charges trop lourdes, a-t-il été plus heureux en Angleterre qu'en France ? C'est ce que nous allons examiner, et, pour mieux éclairer les solutions du législateur anglais, nous mettrons toujours en regard celles que la loi du 10 avril 1898 a données chez nous aux mêmes questions.

§ 1. — *Montant et mode de payement de l'indemnité.*

La loi anglaise divise les accidents en deux classes :

a) Ceux qui entraînent la mort;

b) Ceux qui entraînent une incapacité totale ou partielle de travail. Elle soumet ainsi au même régime les incapacités absolues et permanentes, les incapacités partielles et permanentes et les incapacités temporaires, pour lesquelles la loi française institue trois régimes distincts. Nous suivrons dans cet exposé les divisions de la loi anglaise.

A) *Accidents entraînant la mort.*

Montant de l'indemnité. — La loi distingue ici deux catégories de personnes aux quelles elle attribue des indemnités différentes : les ayant droit du défunt qui étaient avant sa mort *entièrement* entretenus par ses gains (1), « et ceux qui n'étaient pas entièrement entretenus par lui ». Cette distinction correspond à la nature des choses. La loi française l'ignore. On ne sait trop s'il faut l'en blâmer, car elle évite ainsi de nombreuses contestations. Sans doute, en Angleterre, ces contestations sont réglées par la voie rapide de l'arbitrage, mais elles n'en sont pas moins très délicates à trancher.

Cette distinction n'existait pas autrefois ; l'Act Campbell accorde une indemnité à tous les ayant-droit, qu'ils aient

1. « Wholly dependant ».

ou non dépendu du défunt pour leur subsistance. Et cette différence permet, une fois de plus, de bien saisir le principe des deux législations successives. Tant que le paiement de l'indemnité était une obligation du patron, résultant de sa responsabilité morale et personnelle, il n'y avait pas à se préoccuper de savoir si le bénéficiaire avait ou non besoin de l'indemnité pour vivre. Le fait seul du dommage obligeait son auteur au paiement. Mais aujourd'hui, l'idée de responsabilité et celles de réparation ne sont plus nécessairement liées l'une à l'autre. L'obligation du patron résulte de la volonté de la loi, et la loi proportionne l'indemnité aux besoins qu'avaient les survivants du travail de la victime pour leur entretien matériel. Si le défunt laisse après lui des personnes entièrement dépendantes de ses gains pour leur subsistance, elles auront droit à une somme égale au salaire gagné par le défunt pendant les trois années qu'il a passées chez son patron avant le jour de sa mort. Cette somme ne pourra jamais dépasser 300 livres (7.500 fr.) ni descendre au-dessous de 150 livres (3.750 fr.). Si le défunt n'est pas resté 3 ans chez son dernier patron l'indemnité se calculera en multipliant par 156 ($52 \times 3 = 156$) son salaire hebdomadaire moyen, pendant le temps qu'il y a passé.

La loi anglaise ne contient aucune disposition sur la manière dont ces sommes seront distribuées entre les survivants. Peu importe que le défunt laisse une femme seulement, ou des parents et des enfants. La somme payée sera toujours la même. Elle sera partagée entre les survivants à l'amiable, où s'ils ne parviennent pas à

s'entendre, le tribunal arbitral se chargera de ce soin.

Cette liberté contraste avec la rigidité de la loi française, qui décide expressément quelle proportion du salaire doit revenir à chaque ayant-droit : la femme touche 20 0/0 du salaire, un enfant 15 0/0, deux enfants 25 0/0 etc. (1). Le système anglais n'est pas sans avantages ; en ne fixant pas à l'avance la portion de chacun, il permet de distribuer l'indemnité conformément aux besoins de chaque cas particulier. Ces besoins varient suivant les familles ; et la famille elle-même, ou l'arbitre, si l'on recourt à lui, peu les apprécier plus équitablement que personne. En accordant la même somme, quel que soit le nombre des personnes survivantes, la loi se conforme encore à l'équité. En effet, supposons deux ménages dont l'un n'a pas d'enfants, et dont l'autre en a quatre. Les deux pères gagnent le même salaire. Ils meurent tous deux. Leurs veuves toucheront la même indemnité, et cela peut paraître juste, la première étant sans doute habituée à plus de confort et d'aisance que la seconde.

Si les survivants ne vivaient pas uniquement du salaire du défunt, si la femme, par exemple, ou les enfants exerçaient quelque métier lucratif, leur situation est bien moins favorable (1). La loi fixe à l'indemnité un maximum de 300 livres comme tout à l'heure. Mais elle ne fixe plus de minimum, et la somme sera déterminée à l'amiable par le patron et les survivants, ou, à défaut d'entente,

1. Loi 10 avril 1898, a. 3.

1. Le législateur s'est placé surtout dans l'hypothèse où l'enfant meurt, laissant des parents valides. Il a craint que les parents ne spéculassent sur la mort de l'enfant. Cf. Monnier, *th.* pp. 236 et s.

par l'arbitre. Elle sera, dit la loi, « raisonnable et proportionnée au dommage éprouvé par les survivants ». Ces indications sont très vagues ; il est à craindre que les indemnités ainsi obtenues ne soient souvent insuffisantes, et la loi française qui dans cette hypothèse, comme dans la précédente, garantit aux ayant-droit une somme fixe, offre à l'ouvrier plus de sécurité.

Forme de l'indemnité : La loi anglaise, au cas de mort ne fournit pas de rente viagère. Cela résulte des explications précédentes. Elle donne aux survivants un capital dont ils ont la libre disposition. On ne saurait trop approuver ce procédé.

Le système des rentes, adopté par la loi française, présente un double inconvénient souvent signalé, et qu'il suffira d'indiquer brièvement. Il ne permet pas au conjoint survivant ou aux enfants l'usage d'un capital suffisant pour s'établir à leurs frais ; à vrai dire, la victime peut demander « que le quart au plus du capital » de sa rente lui soit attribué en espèces, mais cette somme sera le plus souvent très faible. Et d'autre part, le mince profit de la rente que retire le bénéficiaire, ne correspond pas à la charge parfois très lourde que cette rente impose à l'industriel.

Le système adopté par le législateur anglais est à la fois plus efficace et moins onéreux. D'abord l'industriel peut prévoir à peu près exactement le total des indemnités que la mort de ses employés pourra lui imposer chaque année ; comme le maximum et le minimum en sont fixes, quel que soit le nombre des survivants, ce calcul ne sera pas exposé à toutes les incertitudes auxquelles se heurte

l'industriel français. Le conjoint survivant, d'autre part, ou l'enfant s'il y en a, pourra soit acquérir un fonds de commerce avec l'argent dont il dispose, soit au moins vivre convenablement jusqu'à ce qu'il ait trouvé quelque ouvrage. Et c'est là l'essentiel. La prétention du législateur, de vouloir assurer à tout jamais la vie des survivant ou les indemniser complètement de la mort du chef de famille est puérile. Ce qu'il peut, ce qu'il doit faire, c'est permettre aux survivants de traverser la période difficile qui suivra nécessairement la mort du chef, et leur donner la possibilité de trouver un travail de leur choix. Dans la plupart des cas en effet, le père de famille mourant laissera après lui un enfant ou une femme capable de travailler. Et pour ce cas, le secours temporaire fourni par un petit capital suffira. Sans doute, il peut laisser des orphelins ou des enfants en bas âge, ou de vieux parents incapables de travailler. Mais dans tous ces cas, le petit capital payé une fois pour toutes à ceux qui se chargeront de l'entretien des parents ou des enfants leur paraîtra plus utile que la rente si pauvrement calculée de la loi française.

Placement de l'indemnité. — La loi anglaise n'a pas seulement déterminé quelles personnes auraient droit à l'indemnité, et le montant de cette indemnité ; elle s'est préoccupée d'en garantir le placement et d'en assurer le loyal paiement aux ayant-droit. C'est une question que notre loi française n'a pas eu à trancher, puisqu'elle institue partout le paiement de rentes viagères. Quand la victime de l'accident laisse derrière elle un conjoint ou des parents, il n'y a pas d'incon-

venient à leur payer directement la somme accordée ; lorsqu'au contraire, elle laisse des enfants en bas âge, il est utile de prévenir les dilapidations ou les abus que pourraient commettre les personnes chargées de leur soin. La loi anglaise y a pourvu par des dispositions très sages et très pratiques.

Nous verrons dans un chapitre ultérieur, que le trait le plus caractéristique de la loi anglaise est la constitution d'un tribunal arbitral, chargé de résoudre les difficultés diverses que la loi soulève ; ses attributions sont très étendues. Et l'on comprend aisément combien, dans une matière où la prévision du législateur est nécessairement en défaut, il est avantageux de confier à l'initiative et à la sagesse du juge les solutions variées que comporte l'immense variété des faits. Ici, nous devons nous placer dans l'hypothèse où la victime laisse des enfants, incapables de surveiller eux-mêmes l'emploi de l'indemnité, ou encore un conjoint dissipateur qui fera peut-être un mauvais emploi des deniers confiés à ses soins.

L'arbitre, dans ce cas, ou les intéressés eux-mêmes, dans les cas plus rares d'indemnité fixée à l'amiable, peuvent décider le placement de tout ou partie des sommes allouées à la caisse d'épargne postale. Ces sommes peuvent être consacrées aussi à l'achat de rentes sur l'Etat, mais toujours par l'entremise de la caisse d'épargne postale, qui joue ainsi le rôle d'une sorte de grande banque populaire. Dans tous les cas, le placement sera fait par le « registrar » de la Cour de comté, et à son nom. L'intéressé lui-même ne pourra pas retirer ces

sommes. Il faudra pour cela un ordre adressé au « Post master general » (sous-secrétaire d'Etat des postes), et cet ordre émanera soit de la Trésorerie, si la somme est employée en rentes sur l'Etat, soit du juge de la cour de comté (1), si la somme est placée à la caisse d'épargne (2).

Les lois anglaises, fixant un maximum aux sommes placées à la caisse d'épargne, ou interdisant à la même personne d'avoir un compte dans deux caisses différentes, ou deux comptes différents dans la même caisse d'épargne, ne s'appliqueront pas ici ; l'indemnité tout entière, quel qu'en soit le taux, pourra donc y être placée, et rien n'empêchera d'autre part le bénéficiaire de l'indemnité d'avoir un compte de dépôt personnel, pour les sommes provenant d'autres sources.

Il reste une dernière hypothèse. La victime de l'accident peut ne laisser aucun représentant ; dans ce cas, l'indemnité comprendra simplement les frais médicaux et funéraires, sans pouvoir dépasser 10 livres (250 francs) ; elle sera payée directement à ceux qui en auront fait la dépense (3).

B) Incapacité partielle ou totale de travail.

Ici la loi anglaise se montre très avare de détails, et surtout elle laisse une liberté si grande à l'arbitre, chargé d'évaluer

1. Ce juge sera presque toujours arbitre dans les demandes en indemnité, v. chap. V.

2. Workmen Compensation Rules, sect. 59 (les « Rules » sont un règlement édicté par le comité des règlements des cours de comté).

3. Cf. Loi du 10 avril 1898, art. 4 ; le maximum est ici fixé à 100 francs.

l'indemnité, qu'elle en devient dangereuse pour l'ouvrier. Que décide-t-elle en effet ? La victime recevra une allocation hebdomadaire fixe, qui ne pourra jamais dépasser le 50 0/0 du salaire, ni le maximum d'une livre (25 francs). Mais, au-dessous de cette limite, l'arbitre, ou les parties si elles s'accordent, peuvent fixer à leur gré le taux de l'indemnité, sans qu'aucun minimum leur soit imposé.

La loi française ici est bien plus favorable à l'ouvrier, puisqu'en cas d'incapacité absolue et permanente elle lui accorde en rente, les 2/3 de son salaire annuel, puisque surtout elle fixe elle-même le taux de la rente, sans laisser au juge aucun liberté d'appréciation.

Un interprète anglais (1) estime que le législateur a voulu faire entre l'incapacité totale et l'incapacité partielle une distinction, et que la liberté d'appréciation de l'arbitre n'existerait qu'au second cas. En cas d'incapacité totale, au contraire, l'indemnité ne devrait jamais être inférieure au 50 0/0 du salaire. Il invoque l'analogie qui existe entre le cas de mort et celui d'incapacité totale, et la volonté du législateur de conférer à la victime, ici comme là, la certitude d'une indemnité : malgré la grande autorité de l'auteur, le texte absolu de la loi, ne paraît pas admettre cette distinction.

Le calcul du salaire ne se fait plus ici comme au cas d'accident mortel. On recherche le salaire hebdomadaire moyen de l'ouvrier pendant les douze mois qui précèdent l'accident, et, s'il n'a pas été employé aussi longtemps, ce même salaire pendant la durée de son emploi. La

1. Ruegg, p. 209.

seule indication que contienne la loi, sur la manière dont l'indemnité sera fixée, concerne l'incapacité partielle. Il faudra tenir compte, dit-elle, du salaire que l'ouvrier est encore capable de gagner après son accident, et de tous les avantages accessoires, que le patron a pu lui faire et qui ne sont pas compris dans le salaire. (1)

Un récent arrêt de la Cour d'appel institue sur ce point une jurisprudence véritablement bizarre. Le calcul du salaire hebdomadaire moyen, d'après lui, doit se faire en] divisant le total des salaires *effectivement* gagnés par l'ouvrier pendant l'année, par 52, sans tenir compte des semaines où l'ouvrier, par suite de maladie ou d'autre cause, n'aurait pas travaillé. (2)

Le mode de paiement de l'indemnité n'est pas ici le même qu'au cas d'accident mortel. Au lieu d'un capital, la loi n'accorde qu'une *rente hebdomadaire*. La raison en est facile à comprendre. La loi anglaise n'a pas distingué l'incapacité temporaire de l'incapacité permanente. Dans un grand nombre de cas, on ne peut prévoir à l'avance la durée de l'incapacité, et la plupart du temps, l'objet de l'indemnité sera simplement d'entretenir l'ouvrier jusqu'à ce qu'il puisse reprendre son travail. Par suite, le système du paiement hebdomadaire s'impose. Mais d'autres cas peuvent se présenter; l'ouvrier peut être frappé d'une incapacité permanente, et les mêmes inconvénients que nous signalions tout à l'heure pour les indemnités en cas de mort, se retrouveront ici, soit

1. Cf. loi du 10 avril 1898, art. 10. Le mode de calcul du salaire y est presque identique.

2. *Labour Gazette*, 1899, p. 41.

pour le patron, soit pour l'ouvrier. La loi anglaise y a pourvu. Au bout de six mois, les paiements hebdomadaires pourront être remplacés par le paiement d'une somme unique (*lump sum*), qui sera fixée à l'amiable ou par arbitre, et dont l'emploi pourra être ordonné comme il a été expliqué plus haut. Cette transformation ne pourra être demandée que par le patron. L'ouvrier n'a pas le choix.

C'est un système à la fois très simple et très ingénieux. Au lieu d'enfermer les intéressés dans la rigidité des règles légales, il leur permet d'expérimenter successivement les procédés de paiement les plus avantageux et de passer de l'un à l'autre, lorsque les circonstances le conseillent. Nous avons déjà relevé cette tendance du législateur à laisser aux parties la plus grande liberté possible, là où elles sont évidemment les meilleurs juges de leur propre intérêt (1). Mais cette tendance entraîne de sérieux inconvénients. Si la plus grande latitude doit être laissée aux parties, lorsqu'elles combinent entre les meilleurs moyens de payer l'indemnité légale, cette liberté devient dangereuse, lorsqu'elle porte sur le *taux* même de l'indemnité; or trop souvent la loi anglaise en abandonne la fixation à la volonté de l'arbitre. Nous l'avons constaté pour les accidents suivis de mort, quand les ayant-droit ne dépendent pas uniquement pour leur subsistance des gains du défunt; nous l'avons encore constaté pour les cas d'incapacité partielle ou totale, où la loi se borne à décréter un maximum, sans prescrire

1. V. plus haut, p. 49.

de minimum ; ici enfin, lorsqu'il s'agit de transformer le paiement d'une rente en paiement de capital, la loi s'en rapporte entièrement au comité ou à l'arbitre pour en fixer le taux, et cette liberté le plus souvent, permettra de sacrifier les intérêts de l'ouvrier. (1)

C. Revision de l'indemnité. — Contre les erreurs possibles dans la fixation de l'indemnité hebdomadaire, au détriment soit du patron, soit de l'ouvrier, la loi anglaise, comme la nôtre (2), prévoit la possibilité d'une révision. Le montant de l'indemnité pourra, suivant les cas, être augmenté ou diminué ; le paiement pourra même cesser entièrement. La demande de modification émanera soit du patron, soit de l'ouvrier. Elle sera tranchée à l'amiable, ou par les soins de l'arbitre. Ici encore, la loi anglaise se distingue avantageusement de la loi française, en ne limitant pas à l'avance les motifs de la demande en revision. Cette demande n'est ouverte chez nous qu'aux cas d'atténuation ou d'aggravation de la maladie, ou encore au cas de décès. Le législateur anglais n'a restreint par aucune énumération de ce genre, les circonstances de fait, qui donneront ouverture au droit de revision (3).

1. Certains patrons ont élevé la prétention de déduire du taux de l'indemnité légale les sommes que recevraient la victime par suite de son affiliation à des caisses ouvrières particulières. A deux reprises, les juges ont condamné cette présentation. Cf. *Labour-Gazette*, 1899, p. 40.

2. Loi du 10 avril 1898, a. 19.

3. La loi dit simplement : « Toute rente hebdomadaire pourra être révisée à la demande soit du patron soit de l'ouvrier ». Ced. I, sect. 42.

Il peut se faire que le patron n'encoure pas seulement une responsabilité civile, mais encore une responsabilité pénale. La négligence qui a causé l'accident, peut être punie par les Acts concernant les mines et les fabriques, qui prescrivent des mesures de précaution. Le patron peut se trouver, en vertu de ces Acts, passible de peines pécuniaires pour sa négligence. Ces amendes, dans certains cas, doivent être payées à l'ouvrier (1). La réparation, dans ces cas, n'en sera pas moins accordée en vertu de la loi nouvelle, mais le montant des sommes déjà reçues à titre d'amendes en sera déduit (2). Cette disposition mérite d'être éclaircie. Nous savons qu'au cas de négligence personnelle du patron, la loi anglaise, par une dérogation remarquable au principe du risque professionnel, permet à l'ouvrier de le poursuivre par tous les moyens qui étaient à sa disposition avant la promulgation de cette loi ; elle offre donc à l'ouvrier la possibilité d'une indemnité supérieure à celle garantie par la nouvelle loi. Or, dans le cas qui nous occupe, celui d'un accident engageant la responsabilité *pénale* du patron, il y aura nécessairement faute de sa part, et par suite l'ouvrier

1. Cf. Ruegg, p. 220 ; et Factory Act 1878, sect. 82. « Lorsqu'une personne sera tuée ou blessée par la faute du patron d'une usine, qui n'aura pas défendu l'approche d'un mécanisme, d'une cuve, etc... ou qui n'aura pas maintenu en bon état les appareils protecteurs établis, le patron sera passible d'une amende de 100 livres (2.500 fr.) au plus, *dont le montant sera employé en tout ou en partie à indemniser la personne lésée ou sa famille*, ou sera appliqué à tel usage que le secrétaire d'Etat terminera. » Cf. *Office du Travail : Hygiène et sécurité des travailleurs*, p. 614.

devrait pouvoir cumuler l'indemnité résultant de la *Common law* avec l'indemnité pénale. Mais nous savons quels dangers court l'ouvrier assez mal avisé pour recourir aux tribunaux ordinaires, en invoquant les secours de la *Common law*. Il préférera le plus souvent, même au cas de faute personnelle du patron, user des droits certains que lui confère la loi nouvelle et invoquer le principe de l'assurance. Le législateur l'a prévu ; dans ce cas, il enlève à l'ouvrier le bénéfice d'un cumul, dont le fondement était l'idée de responsabilité, et limite son droit à une indemnité fixe, invariable, fondée sur l'idée d'assurance, et proportionnée aux besoins. On ne saurait plus nettement marquer la différence entre les conséquences pratiques de l'une et de l'autre idée ; c'est l'idée d'assurance, qui domine, nous le savons, cette partie de la loi nouvelle.

Par contre, cette absorption, très rationnelle au point de vue de l'ouvrier, de la peine dans l'indemnité, enlève au patron négligeant les motifs qu'il avait de veiller d'une façon spéciale à la sécurité des ouvriers. Dans le système de l'assurance, la seule manière logique de punir la négligence du patron est d'établir, à côté de l'indemnité d'assurance, des dispositions pénales spéciales. Or par la suppression de l'amende, la loi produit bien son effet d'assistance, mais non plus son effet de préservation. En pratique, sa confusion n'a pas grande importance. En théorie elle est intéressante, on peut soutenir, en effet, que la loi aurait dû maintenir l'amende à la charge du patron, et au profit non de l'ouvrier mais de l'Etat.

§ 2. — *Garantie du payement de l'indemnité.*

La plus grosse difficulté de la législation sur les accidents du travail, consiste à régler la garantie des indemnités, dont la loi prescrit le payement. Nous n'avons pas ici à prendre parti entre les différents systèmes possibles. Il suffira de les rappeler brièvement. « Le législateur, dit M. Sauvaire-Jourdan (1), peut ne pas organiser lui-même l'assurance, et laisser ce soin à l'initiative privée ; s'il l'organise lui-même, il peut l'organiser dans la forme corporative, c'est-à-dire confier l'administration de l'assurance aux intéressés eux-mêmes, réunis en mutualités ; ou bien il peut enfin confier cette administration à des fonctionnaires, c'est-à-dire à l'Etat ».

En face des systèmes allemand et autrichien des corporations obligatoires, en face du système bâtard de notre loi française, qui garantit le payement de l'indemnité, tantôt par un privilège de l'art. 2101, C. civ., tantôt par des centimes additionnels perçus sur les industriels responsables, la loi anglaise proclame la liberté de l'assurance, et par suite expose l'ouvrier à l'insolvabilité soit du patron, soit de la Compagnie d'assurance qui le représente.

Si M. Chamberlain n'a proposé à la Chambre des Communes aucun système d'assurance obligatoire, ce n'est pas qu'un tel plan lui fut antipathique ; mais il comprit l'impossibilité d'obtenir d'une majorité conser-

1. *De l'assurance obligatoire contre les accidents en Allemagne.* Paris, 1896, p. 60.

vatrice, après l'adoption du risque professionnel, une nouvelle mesure, plus contraire encore à ses traditions de liberté individuelle et de laisser-faire économique. A peine l'eût-il obtenue d'une majorité radicale.

La loi anglaise ne prévoit donc aucune organisation, destinée à garantir le payement des indemnités. On y trouve une seule disposition en vue de la faillite du patron ou de la société responsable.

La loi ici crée un privilège. Elle suppose qu'un patron, individu ou société, assuré à une Compagnie en vue du payement des indemnités, fait faillite ou obtient un concordat de ses créanciers. Les ouvriers auxquels des indemnités sont dûes, ont alors une action directe contre la Compagnie d'assurance, pour le montant de leur créance (1).

Telle est la seule garantie que la loi confère à l'ouvrier. Son insuffisance est évidente, puisqu'elle ne prévoit ni le cas où le patron ne serait pas assuré, ni celui où la Compagnie d'assurance ferait faillite.

Mais, si le législateur n'a pas voulu imposer ou conseiller aux industriels tel ou tel système de garanties, la question ne s'est pas moins posée dans la pratique. A la Chambre des Communes, certains orateurs ont prédit qu'un jour ou l'autre, il faudrait prendre parti, et choisir entre l'assurance par l'Etat et l'organisation de corporations professionnelles obligatoires. M. Asquith, lors de la troisième lecture du bill, s'exprimait en ces termes (2) :

« Il me semble évident, disait-il, que le système proposé

1. Eed. I, sect. 14.

2. Séance du 15 juillet 1887. *Times*, 16 juillet.

par ce bill, est un système transitoire. Soyez sûrs que dans un avenir prochain, vous vous trouverez en face d'un état de choses, où la responsabilité sera rejetée, soit comme en Allemagne sur l'ensemble de l'industrie, soit comme il me paraît plus probable en ce pays, sur la communauté tout entière. Telle est, j'en suis convaincu, la direction qu'indiquent à la fois la justice et la saine politique ; en effet, si vous vous décidez à cela, vous assurerez d'abord au travailleur une indemnité dans tous les cas, que le patron soit solvable ou non, et en second lieu vous diminuerez largement les charges que fait peser la concurrence étrangère sur certains patrons, certaines catégories d'ouvriers et certaines industries. »

Ce n'était là qu'une opinion. Les faits nous donneront peut-être une réponse plus précise à la question que se posait l'ancien ministre. Nous en avons pu recueillir un assez grand nombre, grâce à l'intérêt si vif avec lequel les journaux anglais ont suivi les effets de la nouvelle loi. Dès à présent, on peut noter chez les patrons une tendance très marquée à se constituer en mutualités d'assurance, et une certaine défiance à l'égard des Compagnies.

En 1880, dès la mise en vigueur de l'Employers' Liability Act, un grand nombre de Compagnies d'assurance, offrirent aux patrons de les garantir contre les nouveaux risques résultants de la loi. En 1893, d'après M. Setton-Karr (1), il n'y avait pas moins de 28 sociétés d'assurance, se chargeant de pareilles opérations (2). Le nombre d'ac-

1. Séance du 25 avril 1895.

2. Sur ces sociétés et sur le caractère de leur action. Cf. Henry W. Wolff : Employers' liability, What ought it to be? pp. 36 et s.

accidents que l'Act de 1880 permit d'indemniser, resta toujours très faible, pour des motifs que nous avons indiqués plus haut, et l'expérience des Compagnies, lorsque fut promulguée la loi Chamberlain, était très rudimentaire. Les charges qu'allait créer le nouvel Act ne pouvaient être prévues que très approximativement. Aussi les diverses Compagnies établirent-elles toutes leurs tarifs au petit bonheur, et ne s'accordèrent que sur un point : le taux élevé des primes à réclamer des patrons. Pour le reste, leurs calculs n'avaient aucune base sérieuse. Un même industriel, qui s'était adressé simultanément à trois Compagnies d'assurance, se vit réclamer respectivement une prime de 30, de 10 et de 7 shellings par 100 livres de salaire. M. Wolff, dans un article récent, donnait de nouveaux exemples de ces exagérations et de ces incertitudes. Comme moyen de se sauvegarder, et en même temps d'attirer le public, certaines Compagnies ont adopté le moyen coopératif de la ristourne.

On demande gros, mais on s'engage à rendre le trop perçu, moins une provision de 10 0/0. C'est un procédé spécieux, mais encore peu pratique (1).

Cette élévation des primes d'assurance encouragea les patrons à se passer des services des Compagnies. M. Chamberlain, le premier, leur en avait donné le conseil (2). Ils le suivirent, pour la plupart. Ainsi se sont constitués de grandes mutualités patronales, les unes

1. Cf. Henry W. Wolff : Les premiers effets de la loi anglaise sur la responsabilité des accidents, in *Revue d'Economie politique*, février 1899, p. 129 et 118.

2. 3 mai 1897. P. D., p. 1463.

entièrement nouvelles, les autres sur le modèle d'associations antérieures. La Fédération des maîtres filateurs du Lancashire, comprenant 120 patrons, payant ensemble 650.000 livres de salaire (12.525.000 fr.), constitua la *Cotton Trade Accidents Association*, par laquelle ils s'assuraient mutuellement à raison de 3 shelleings pour 100 livres de salaire (1).

Une autre association, la « Boston Mutual » se constitua dans les mêmes conditions (2). Des entrepreneurs, des propriétaires de mines, des constructeurs de navires formèrent des associations semblables (3). D'autres industries au contraire préférèrent le système de l'assurance, telle la Fédération des fabricants de chaussures (4).

Parmi ces associations patronales, quelques-unes présentent déjà une organisation si perfectionnée, qu'elles se distinguent à peine des corporations obligatoires établies par la loi allemande. Voici l'organisation adoptée par les patrons mécaniciens et les constructeurs de navires, telle qu'elle est décrite par un journal anglais le *Glasgow Herald* (5).

Les constructeurs de navires et les mécaniciens du Royaume-Uni, d'accord avec les patrons d'autres industries, ont décidé de s'unir en vue d'instituer une assurance mutuelle ; ils avaient, du reste, sous les yeux les

1. *The Economist*, juillet 1898.

2. *Manchester Weekley Times*, 8 juillet 1898.

3. *Rochdale Observer*. 9 juillet 1898. *York Daily Post*, 15 juin 1898. *Western Mail*, 30 juin 1898. *Recorder*, 27 août 1898.

4. *Recorder*, 9 juillet 1898 et l'article de M. Wolff, cité plus haut, p. 132-133.

5. *Recorder*, 27 août 1858.

résultats d'une organisation antérieure qui avait fonctionné en Angleterre depuis environ 17 ans. Cette société, fondée pour répondre aux demandes d'indemnité auxquelles les patrons étaient tenus en vertu de la législation antérieure, comprenait un certain nombre de patrons anglais, qui font aujourd'hui partie de la Fédération des patrons mécaniciens et constructeurs de navires. C'était un système d'assurance mutuelle, qui réussit fort bien, puisque les membres pendant 17 ans, tous frais payés, et avec des taux d'assurance en général égaux, et souvent inférieurs à ceux des Compagnies d'assurance privées, purent mettre de côté un assez fort tant pour cent, sous forme de fond de réserve. En outre, les patrons étaient fortement unis par leur « National Federation », fondée dans un autre but que leur société d'assurance et organisée dans les trente districts du Royaume-Uni.

« Quand le Workmen's Compensation Act devint applicable, la société d'assurance anglaise s'étendit, et ses bases s'élargirent jusqu'à comprendre tous les membres de la Fédération des constructeurs de navires et des mécaniciens et les organisations alliées, tout en restant cependant distincte de ces sociétés. Un bureau central pour l'Angleterre et l'Irlande fut établi à Londres, et le bureau de la fédération de Glasgow devint bureau central pour l'Ecosse ; des comités locaux de patrons furent chargés, dans chaque district industriel, de surveiller tout ce qui avait rapport au Workmen's Compensation Act, et de faire ensuite des rapports à leur bureau central respectif. Dans chaque district un médecin fut désigné,

auquel chaque cas d'accident peut être soumis s'il est nécessaire, et qui s'en occupe dans l'intérêt du patron.

« Dans le district de la Clyde, par exemple, le système fonctionne de la manière suivante : le district comprend un comité de patrons ; il est divisé en cinq sections, à chacune desquelles est attaché un médecin. Lorsqu'un accident se produit, le patron dans les chantiers duquel il est arrivé, en prévient tout de suite les membres du comité local et son bureau central. La demande en indemnité est transmise au bureau central, qui, s'il le juge utile, charge le médecin de la section d'examiner la victime et de faire un rapport. Le médecin doit, si l'accident n'entraîne qu'une incapacité temporaire, veiller à ce que l'ouvrier reprenne son travail, ou plutôt avertir le patron, dès que l'ouvrier est capable de reprendre le travail et que le paiement peut être interrompu ».

Ces faits indiquent que la tendance actuelle des industriels est plutôt vers l'assurance mutuelle que vers l'assurance à des compagnies, et si le Parlement croit devoir à nouveau légiférer sur la matière, il choisira sans doute plutôt le système des corporations obligatoires que celui de l'assurance par l'Etat, puisque les faits dès à présent, semblent préparer le terrain pour cette solution (1).

Charges financières de l'assurance. — Une des questions qui fut le plus vivement agitée dans les discussions parlementaires fut celle des charges, qu'imposerait la nouvelle loi aux propriétaires de mines. Ceux-ci prétendirent que

1. C'est la conclusion même de l'article cité plus haut de M. Volff (*Rev. d'Econ. polit.*, février 1899, p. 140).

l'assurance élèverait tellement le prix de la tonne de houille que l'industrie minière ne pourrait plus soutenir la concurrence étrangère.

Dès le début, un certain nombre de propriétaires de mines, du South Staffordshire et de l'East Worcestershire, déclarèrent qu'à partir du 1^{er} juillet 1898, date de la mise en vigueur de la loi, ils cesseraient d'accorder des délais aux négociants de charbon pour le paiement de leurs produits. L'Association des négociants en charbon de Birmingham et des environs se réunit, fit de vaines démarches pour obtenir des propriétaires des mines qu'ils revinssent sur leurs résolutions. Rien n'y fit, et l'association décida à son tour de supprimer tout escompte à ses clients (1). C'est un des effets de la loi, il ne frappa que les consommateurs. Les calculs de certains propriétaires de mines tendaient à prouver que le prix de la tonne de charbon s'élèverait de 20 à 30 centimes. Le gouvernement prétendait au contraire que le prix serait augmenté tout au plus de 8 à 10 centimes. Certains propriétaires manifestaient l'intention de rejeter le poids de cette augmentation sur les ouvriers. « Jusqu'ici, disait l'un d'eux, appartenant au district de South Wales et du Monmouthshire, Sir Thomas Lewis (2), le paiement des indemnités nous imposait une charge d'un penny (5 cent.) par tonne. Cette charge retombait pour les 3/4 sur les ouvriers, qui contribuaient dans cette proportion au fonds de secours. Aujourd'hui la charge retombera tout entière sur nous,

1. *Recorder*, 13 août 1898.

2. *Times*, 31 mai 1897, p. 12.

et nous serons forcés de modifier l'échelle mobile des salaires » (1).

M. Chamberlain n'eut pas de peine à réfuter ces calculs, en montrant qu'ils étaient tous basés sur l'idée que le maximum prévu par le bill serait payé dans tous les cas. Les propriétaires du Lancashire et du Cheshire, qui évaluaient à 2 d. 1/2 (24 cent.) l'augmentation du prix de la tonne, comptaient que pour chaque ouvrier mort l'industrie supporterait une charge de 300 livres. C'est le maximum prévu par le bill. « Or, en fait, ce maximum ne sera atteint que là où les salaires sont le double des salaires moyens de cette industrie. Je ne prétends pas, disait M. Chamberlain, qu'on ne l'atteindra jamais, mais pour un cas où l'on atteindra le maximum de 300 livres, il y en aura 30 où la charge ne dépassera pas les 10 livres de frais funéraires, parce que l'ouvrier n'aura pas laissé d'ayant-droit » (2).

1. On sait que le système de l'échelle mobile est appliqué dans toutes les mines du pays de Galles.

2. *Times*, 3 juin 1897, p. 9. Voici un exemple des évaluations extraordinaires faites pour le compte des propriétaires miniers par un actuaire connu, M. F. G. P. Neison dans un rapport adressé à la Mining Association of Great Britain (*Times*, 25 mai 1897, p. 9) : « Je suis d'avis qu'une évaluation modérée des charges encourues en cas d'accident mortel, les porte à £ 5.000 par an, par 10.000 ouvriers, et qu'au cas où l'on atteindrait le maximum prévu par le bill, cette charge s'élèverait à 7.000 livres. De plus, la charge provenant des incapacités temporaires serait de 4.500 livres par 10.000 ouvriers ; celle provenant des incapacités plus graves, de 5.000 livres ; au total 9.500 livres. En additionnant ces différentes charges, le total par 10.000 ouvriers et par an se monte à 14.500 livres, ou à 1 livre 9 shellings par an et par ouvrier. Il faut se rappeler néanmoins que la partie la plus fortement rémunérée des mineurs est employée sous terre ; et se trouve par conséquent

Jusqu'ici, aucun des graves résultats prévus par les propriétaires de mines ne s'est encore produit, et le prix de la tonne ne s'est pas élevé de plus de 10 centimes (1). Nous avons, pour notre part, contrôlé d'après la statistique des accidents en 1898 la valeur des calculs fournis par les intéressés (2). En 1898, il est survenu dans les mines 880 accidents mortels. En évaluant au maximum, c'est-à-dire à 300 livres, l'indemnité payée pour chaque accident, on trouve que l'industrie minière aurait dû dépenser 264.000 livres au maximum. Pour M. Nieson, l'actuaire dont nous citons plus haut les évaluations, il faut compter une charge de 5.000 livres pour 10.000 ouvriers, pour les accidents mortels seulement ; ce qui fait pour les 728.713 ouvriers mineurs de l'Angleterre, un total de 360.000 livres, supérieur de 100.000 livres à celui que nous fournit la statistique.

Il faut remarquer ici, à propos de ces évaluations, que

la plus exposée aux risques d'accidents. En supposant qu'on atteigne le maximum d'indemnités prévus par le bill, nous obtenons les résultats suivants : Pour les cas d'accidents mortels 7.500 livres, pour les cas d'incapacité 19.000 livres, total 26.500 livres ; soit la lourde charge de 2 livres 13 shellings par an pour chaque ouvrier ».

1. Les compagnies elles-mêmes déclarent aujourd'hui que 2 sous par tonne de houille et 1 sou par tonne de fer fondu, suffiront entièrement, et laisseront encore une marge suffisante. Il y a plus. La grande caisse ouvrière de prévoyance des mineurs du Durham et du Northumberland s'est offerte à prendre sur elle toutes les charges de responsabilité patronale, imposées par la nouvelle loi, à raison de 7 centimes par tonne de houille montée que payeraient les patrons. Ceux-ci ont refusé (Wolff, in *Rev. d'Econ. polit.*, févr. 90, p. 126).

2. Cf. *Labour Gazette*, 1897, et la note de la page suivante.

le Parlement anglais a voté la loi nouvelle sans l'aide d'aucune statistique précise et complète. Les chiffres les plus fréquemment cités ont été empruntés aux statistiques allemandes, dont on a cru pouvoir en pratique adopter les résultats, La statistique des accidents est très récente en Angleterre, et trop incomplète encore pour servir de base à une discussion approfondie (1).

C'est ici le lieu, croyons-nous, puisque nous avons touché aux conséquences pratiques du système financier de l'Act de 1897, d'indiquer quelques-unes des mesures prises par les patrons pour s'exonérer le plus possible des nouvelles charges qu'on leur impose. Un de ces effets avait été prévu depuis longtemps ; les patrons, en particulier les propriétaires de mines, avaient annoncé qu'ils se débarrasseraient de tous ceux de leurs ouvriers qui, par leurs défauts physiques seraient plus particulièrement exposés aux accidents. Dès le mois de juin 1898, ils mirent cette mesure à exécution.

1. En réunissant les données mensuelles fournies par la *Labour Gazette* (année 1897, pp. 57, 89, 121, 155, 183, 219, 247, 279, 311, 346, 375 et année 1898, janvier), nous avons reconstitué le tableau suivant :

Industries.	Morts.	Blessés.	Ouvriers employés dans l'industrie considérée.
Chemins de fer.....	508	12.893	465.112
Mines.....	880	4.376	728.713
Carrières.....	122	1.406	123.370
Navigation.....	1.398	2.722	233.780
Fabriques et ateliers.	575	46.896	3.743.418

La déclaration des accidents est organisée d'une façon fort incomplète. Elle n'est organisée que pour certaines industries et pour certains accidents. Cf. *Office du travail, Hygiène et Sécurité de travailleurs*. Paris, 1895, p. 191.

Les mineurs âgés furent les premiers renvoyés ; dans certains cas, on supprima la pension de retraite qui leur était autrefois accordée. Les deux grandes fédérations de mineurs du Lancashire et du Yorkshire annoncèrent aussitôt qu'elles leur fourniraient des subsides, et la première fit un appel de fonds supplémentaires pour cet objet (1).

Outre l'âge, le grand nombre d'enfants, crée aussi pour les patrons une charge assez lourde. On cite le cas d'un ouvrier de 32 ans, marié, père de cinq enfants qui fut renvoyé d'une mine où il travaillait depuis 15 ans, dès la mise en vigueur de la loi (2). D'autres établissements firent annoncer qu'ils n'embaucheraient plus d'ouvriers à partir d'un certain âge.

Dans le même ordre d'idées, la loi a produit dans certains endroits un effet fort heureux. Plusieurs établissements du nord de l'Angleterre appartenant aux industries du fer, de l'acier et de la construction des navires annoncèrent qu'ils ne confieraient plus la surveillance d'engins dangereux à des ouvriers alcooliques. Aussitôt l'association ouvrière des mécaniciens du Nord invita ses branches à frapper d'amende ceux de ses membres qui s'enivraient (3).

M. Wolff indique certains exemples de transactions entre les patrons et les ouvriers qui ne sont guère au bénéfice de ces derniers. « Dans une houillère, dit-il, un ouvrier a la jambe cassée par la descente trop rapide de

1. *Recorder*, 4^{or} octobre 1898. *Ibid.*, 2, 9 juillet.

2. *Recorder*, 13 août 1898.

3. *Recorder*, 3 septembre 1898.

la cage. Le cas n'était pas tout à fait clair au point de vue juriste. Le patron lui offrit 25 livres (625 fr.) au lieu de 200 (6,000 fr.). Il lui fit entrevoir la possibilité d'un emploi futur. S'il n'avait accepté ce huitième de la vraie compensation, l'ouvrier n'en recevait point, assurément. Il a fini par accepter. Autre cas : comme indemnité pour un œil détruit par du mortier qui lui tomba sur la tête, un ouvrier reçut l'offre de 5 livres (125 fr.) et finit par accepter » (1).

Enfin, il nous faut noter un dernier résultat, et non le moins important, en rapport direct avec le taux de l'indemnité fixée ; le nombre des déclarations d'accidents au Home Office a augmenté de 59 0/0 de juillet à octobre 1898. Faut-il y voir le signe d'une augmentation correspondante du nombre des accidents ? M. Wolff ne le pense pas. Nous serions tentés d'être de son avis ; mais sur ce point il faut attendre des renseignements plus décisifs et des statistiques plus complètes.

1. Wolff, art. cité, p. 125.

CHAPITRE V

LA PROCÉDURE

Une loi sur la responsabilité des accidents doit être une loi de paix sociale. Il est bien d'assurer à chaque victime ou à ses ayant-droit une indemnité légitime. Mais si, pour obtenir cette indemnité, il faut recourir à tout l'appareil compliqué de la procédure ordinaire, si le paiement doit apparaître chaque fois comme le signe d'une victoire sur son patron, si leurs rapports réciproques sont envenimés par la chicane, les arguties et les ruses de leurs « sollicitors », le bienfait apparent de la loi se change en véritable danger. L'ouvrier indépendant qui peut, après avoir touché l'indemnité, chercher du travail ailleurs, s'il a dû rompre avec son patron, n'a pas grand chose à redouter. Mais il est une exception. Le mineur mort, laisse le plus souvent une femme et des enfants employés à la mine. Risqueront-ils de perdre leur emploi, pour toucher une indemnité parfois très faible ? L'ouvrier que l'accident ne soustrait que momentanément à son travail, voudra-t-il risquer par un procès coûteux et d'issue douteuse, de perdre son emploi après

guérison ? M. Wolff cite des cas nombreux où les patrons, sous la loi de 1880, obtenaient ainsi de faciles transactions ; la victime, moyennant une faible indemnité renonçait à toute poursuite (1), par crainte de conséquences fâcheuses.

La loi Chamberlain a dû se préoccuper d'assurer une procédure rapide et simple. Y a-t-elle réussi ? C'est ce que l'avenir dira. En tout cas, elle l'a tenté par deux moyens originaux : en multipliant d'abord les juridictions auxquelles la victime peut s'adresser, en choisissant, d'autre part, pour trancher la question d'indemnité ces juges de conciliation par excellence : les arbitres.

Avant toutefois d'exposer le fonctionnement de cette institution et sa supériorité sur la procédure antérieure, nous devons préciser les conditions, sans lesquelles la demande de l'ouvrier ne serait pas recevable.

§ 1. — *Conditions de recevabilité de l'action.*

Elles sont au nombre de trois : Un *délai*, à l'expiration duquel l'action ne peut plus être intentée ; une *notification* de l'accident faite par la victime au patron ; un *examen* médical.

Délai de six mois. — La demande d'indemnité doit être faite dans les 6 mois qui suivent la mort. Passé ce délai, la victime ou ses ayants droit perdent tout droit à une indemnité.

Notification de l'accident. — Les motifs de cette forma-

1. *Employer's liability*, pp. 14, 15,

lité sont évidents. La demande en indemnité ne recevra sa solution qu'après une discussion contradictoire devant l'arbitre, où l'ouvrier et le patron feront valoir leurs raisons pour ou contre la demande. Il faut donc que le patron soit averti le plus tôt possible, afin de faire son enquête et de préparer ses moyens de défense. Toutefois, l'absence de cette formalité n'entraîne pas nécessairement la nullité de la demande. Ici, comme en bien d'autres points, le législateur n'a pas oublié que la loi est avant tout une loi d'équité. Il a édicté quelques règles précises ; mais leur oubli ou leur interprétation defectueuse ne fera pas rejeter la demande, si le but essentiel de la notification (la possibilité pour le patron de préparer sa défense) a été atteint.

La notification doit être faite « le plus tôt possible » après l'accident. La loi de 1880 fixait un délai de 6 semaines ; ce délai était souvent trop court, passé lequel aucune action ne pouvait plus être intentée.

La loi nouvelle l'a supprimé ; il suffit que la notification soit faite « avant que l'ouvrier ait quitté son emploi », s'il le quitte volontairement après l'accident, et avant le délai de 6 mois après lequel la demande en indemnité n'est plus recevable. La notification doit mentionner le nom et l'adresse de la victime, la cause de l'accident et sa date. Mais elle peut être valable, même si ces mentions n'y sont pas toutes contenues, lorsque leur absence n'a pas entravé le patron dans sa défense, ou provient d'une erreur ou de tout autre motif raisonnable. Sous la loi de 1880, la seule condition qui parût exigée en tout état de cause par la jurisprudence était que

la notification fût rédigée par écrit. Les tribunaux maintiendront sans doute cette condition.

C'est, en somme, un système très simple, qui n'oblige pas l'ouvrier à de nombreuses démarches, et ne le rend pas victime d'une erreur involontaire de forme. L'institution de l'arbitre, à l'équité duquel est confiée l'appréciation des faits, facilite la tâche du législateur, lui évite d'entrer dans des minuties inutiles et souvent dangereuses pour ceux qu'il prétend protéger.

A cette enquête privée de l'ouvrier et du patron, aboutissant à un jugement après des plaidoiries contradictoires devant l'arbitre, la loi française a préféré l'enquête officielle faite par le juge de paix après déclaration de l'accident par le chef d'entreprise, ou par la victime de l'accident. Il n'y a pas de motif pour préférer l'un des systèmes à l'autre. La pratique montrera quel est le meilleur. Mais, comme il y a là surtout des questions de fait à trancher, la perspicacité du juge y jouera le rôle le plus important.

Examen médical. — L'ouvrier après avoir notifié l'accident, doit se soumettre à un examen médical, si le patron le réclame. S'il s'y refuse, son droit à l'indemnité sera suspendu jusqu'à ce qu'il ait consenti à cet examen ; la procédure de la demande en indemnité sera interrompue également. Le médecin est ici choisi et payé par le patron. Il doit être dûment qualifié.

Dans un autre cas encore, l'ouvrier devra se soumettre de temps à autre à cet examen ; c'est au cas où il reçoit une rente hebdomadaire pour incapacité de travail totale ou partielle. Le débiteur de l'indemnité a intérêt à

savoir si l'état de l'ouvrier s'améliore ou empire, si son incapacité de travail est sérieuse ou simulée. Ici la demande ne viendra pas toujours du patron qui a payé l'indemnité; elle pourra venir aussi d'un tiers, auteur de l'accident, pour le compte duquel le patron a payé, et contre lequel ce dernier a un recours (1). D'où que vienne la demande, l'ouvrier est obligé de se soumettre à l'examen.

Ici, cependant, il n'est plus tenu d'accepter aveuglément le médecin qu'on lui envoie. S'il ne veut pas le recevoir, ou s'il n'est pas satisfait du certificat fourni par lui, il peut s'adresser à un des médecins désignés spécialement dans ce but par le secrétaire d'Etat pour l'intérieur. Ce médecin délivrera un certificat aux deux parties, et son jugement fera preuve, sans qu'on admette la preuve contraire.

Si néanmoins l'ouvrier refuse de se soumettre même à l'examen du médecin officiel, le payement de la rente hebdomadaire sera suspendu.

Pourquoi, ce même recours au médecin officiel n'est-il pas autorisé par la loi, lors de l'examen médical qui suit immédiatement l'accident? Il serait inutile.

En effet, l'arbitre au cours de l'arbitrage, peut désigner à son gré l'un de ces médecins officiels, dont le témoignage, on le sait, est définitif. Par conséquent, l'ouvrier, obligé au lendemain de l'accident de se contenter du médecin patronal, pourra réclamer devant l'arbitre une nouvelle expertise, où sans aucun doute il obtiendra satisfaction.

1. Voir plus haut, ch. III.

Les dépenses de ces expertises médicales officielles sont supportées par le Trésor.

§ 2. — *L'Arbitre*

L'institution de l'arbitre est un des traits les plus originaux de la loi anglaise. Cette création la distingue à la fois du système français, qui se borne à donner aux actions en indemnité le bénéfice de la procédure sommaire, et du système allemand, où se trouvent organisés pour tous les cas trois juridictions, qui constituent, malgré leur caractère exceptionnel, des tribunaux permanents.

En Angleterre, l'arbitre est un juge de conciliation et d'équité. Il est un juge de conciliation, en ce sens que les parties sont à peu près maîtresses de le choisir comme elles l'entendent, et qu'elles *font* véritablement leur tribunal. Il est un juge d'équité, en ce sens que la loi lui impose seulement des règles générales, mais qu'il a, dans chaque espèce, la latitude la plus grande pour apprécier les faits et fixer l'indemnité en conséquence. Nous avons constaté ce dernier point dans le chapitre précédent.

Chez nous, l'idée d'un tribunal arbitral, adoptée par la Chambre, fut repoussée par le Sénat, qui se contenta d'appliquer à ces demandes les règles de la procédure sommaire. En Angleterre, la loi de 1880 et la Common law obligent le plaignant à suivre la procédure ordinaire. Un des motifs de l'opposition faite en 1892 au bill de M. Asquith, fut précisément la crainte des contestations sans fin, et par suite des rapports tendus entre patrons

et ouvriers. M. Chamberlain a trouvé au problème une solution des plus heureuses. Elle apparaîtra mieux, si l'on connaît au préalable les caractères de la procédure antérieure.

Quelle était cette procédure ? C'était la procédure ordinaire des cours de comté, modifiée sur certains points. Aujourd'hui encore, c'est elle qui s'applique dans les demandes fondées sur la loi de 1880.

La cour de comté est le tribunal de droit commun pour les contestations dont l'objet ne dépasse pas 1.250 fr. (50 livres). Ce tribunal se compose tantôt d'un seul juge, tantôt d'un juge assisté d'un jury, ou d'assesseurs, s'il n'y a pas de jury. La différence entre le jury et les assesseurs, c'est que le premier rend une décision, tandis que les seconds ont seulement pour tâche d'aider le juge de leurs conseils. C'est à la demande des deux parties en cause, ou de l'une d'entre elles au moins, que le juge convoque un jury (1) ou nomme des assesseurs.

La cour compétente est celle du district où habite le défendeur, ou celle du district où il habitait dans les dix mois qui ont précédé la demande, ou enfin celle du district où l'accident s'est produit.

Mais le défendeur peut obtenir, sous certaines conditions, que la cour de comté soit dessaisie (*that the action be removed*), et l'action portée devant la Haute-Cour. Il faut pour cela que des questions juridiques importantes soient susceptibles de s'élever au cours des débats. C'est sur ce motif que la partie s'appuiera, pour demander à la Haute-

1. Il faut pour que la convocation d'un jury soit accordée que l'objet de la demande excède 5 livres (125 francs).

Cour un *writ of certiorari*. Si la Haute-Cour juge la requête bien fondée, elle délivrera ce « writ », en vertu duquel l'action sera portée devant elle. En pratique, un tel writ était accordé fort difficilement (1).

Supposons le procès jugé devant la Cour de comté, Deux voies s'offrent alors à la partie vaincue pour obtenir un nouveau jugement : une voie de revision et une voie d'appel (un « new trial » et un « appeal ») (2). Par la demande en révision, l'une des parties sollicite du juge même qui vient de prononcer la sentence un nouveau jugement. Il faut évidemment, pour obtenir qu'il revienne sitôt sur sa décision, des motifs particulièrement graves. La partie peut d'abord incriminer le jury, en lui reprochant soit d'avoir jugé « contre le poids de l'évidence » (*against the weight of evidence*), soit d'avoir accordé une indemnité excessive ou insuffisante, soit d'avoir obéi à des motifs déplacés (*improper*). Dans tous ces cas, le juge

1. Cf. Rugg, p. 131 et le jugement qu'il cite, p. 132. Un autre moyen de dessaisir la Cour de comté indiqué par Stephen : *Commentaries*, III, p. 306, ne s'applique pas aux actions nées de l'acte de 1880.

2. Nous rappelons brièvement la hiérarchie des tribunaux anglais. Les Cours de comté sont les tribunaux de droit commun pour les affaires de faible importance. Le véritable tribunal de droit commun, devant lequel toutes les affaires, sans exception, peuvent être portées est la Haute-Cour de justice (High Court of Justice), siégeant à Londres, et divisée en trois sections, suivant la nature des procès : la Chancellerie (Chancery), la section du Banc de la reine et celle des Testaments. Au-dessus de la Haute-Cour, se trouve la Cour d'appel (Court of Appeal) ; enfin la Chambre des Lords statue en dernier ressort. Par une nomenclature assez singulière, la réunion de la Haute-Cour et de la Cour d'appel porte le nom de *Supreme Court of Judicature* (Franqueville : Syst. jud. de la Grande-Bretagne, II, pp. 221-224 et 175-191).

en accordant un nouveau jugement, ne fait qu'infirmar la décision du jury. La partie peut encore invoquer la survenance de nouvelles preuves depuis le jugement, ou incriminer la manière dont les preuves ont été accueillies ou refusées par le tribunal. Dans ce dernier cas, on fera plutôt appel à la Haute-Cour.

Bien entendu, les délais pour intenter l'action en revision sont extrêmement courts. La partie mécontente a quatre jours pour se décider (1).

La deuxième voie de recours est l'appel. L'appel n'est possible qu'à certaines conditions : l'objet de la contestation doit dépasser 20 livres (500 fr.) ; la question posée doit être une question de droit, et ne peut jamais porter sur le fait ; il peut porter aussi sur la façon dont le juge a admis ou rejeté les preuves. L'appel est porté devant deux juges de la Cour du Banc de la Reine (2). Ces juges peuvent, à leur tour, autoriser les parties à porter l'affaire devant la Cour d'appel, et celle-ci enfin peut les autoriser à se pourvoir devant la Chambre des Lords. Il est arrivé, sous l'Act de 1880, que les quatre juridictions soient ainsi successivement épuisées.

Tels sont les incidents, auxquels peut donner lieu la procédure ordinaire. Si, dès le début, le défendeur, n'a pas soulevé de difficultés en réclamant un writ de certiorari, une fois la sentence prononcée, il peut recourir à la revision, puis à l'appel (car l'une n'exclut pas l'autre). Et

1. Ruegg, p. 136.

2. Ils constituent alors une « Divisional Court » Cf. Stephen, *Commentaries*, III, p. 310; Glasson, *Hist. du droit anglais*, V. pp. 500 et suiv.

pendant ce temps, si le patron condamné a pris soin de remettre en dépôt à la Cour de comté le montant de sa condamnation, l'exécution du jugement est suspendue, et l'ouvrier reste sans ressources. Quelle lenteur dans les jugements, ! quels dangers pour l'ouvrier inexpérimenté qui s'y expose ! quels avantages pour le patron riche, qui peut attendre ! quels frais enfin pour l'ouvrier, même vainqueur.

Faut-il s'étonner dans ces conditions qu'en 1894, (dernière année pour laquelle les rapports parlementaires rendent compte de l'application de la loi), 230 demandes en indemnité seulement aient été jugées dans toute l'Angleterre, par les cours de comté ? L'objet de ces demandes s'élevait à la somme de 33.206 livres, (830.150 fr.), et le tiers à peine de cette somme, soit 11.343 livres (283.495 fr.), fut accordé par les tribunaux. En Ecosse (1), pendant les trois années 1892, 1893, 1894, le nombre des demandes n'a pas dépassé 348 (environ 115 par an), et le total des indemnités accordées par les tribunaux pour ces trois années, est de 3.242 livres (71.050 fr. 1) sur 80.689 livres (2.017.225 fr.) demandés. En Irlande (2), pendant la même période, le nombre des procès n'a pas dépassé 51, et le total des indemnités accordées a été de 1.432 livres (35.800 fr.), environ le septième de la somme demandée (7.478 livres) (3).

Non seulement les ouvriers, mais les patrons eux-

1. En Ecosse le tribunal porte le nom de Sheriff Court.

2. En Irlande le tribunal porte le nom de Civil Bile Court.

3. *Return of the total number of cases tried in the County Courts, 1884, 1885, 1887, 1891, 1894 under the Employer's Liabil. Act.*

mêmes, alors même qu'ils étaient certains de la victoire, préféraient ne pas employer le lourd appareil des armes légales. En effet, ils savaient fort bien que l'ouvrier condamné aux frais ne pourrait les payer, et que, par conséquent, la charge en retomberait sur eux. M. Wolff cite le cas d'un patron gagnant son procès, mais obligé de payer 200 livres de frais pour son ouvrier, (5.000 fr.) (1).

La nouvelle loi de 1897 simplifie la juridiction ; elle n'autorise plus l'appel que dans un seul cas, et cet appel est porté directement à la Court of Appeal ; elle supprime la faculté pour le défendeur de recourir au *writ of certiorari* pour dessaisir le juge de droit commun. Enfin, elle réduit les frais. Indiquons-en maintenant ses principales dispositions.

Et d'abord, qui est juge ?

La nouvelle loi crée quatre juridictions arbitrales différentes, dont les deux premières sont au choix de parties ; les deux autres n'interviennent que si les parties n'ont pu se mettre d'accord.

En vertu des lois antérieures (1), patrons et ouvriers peuvent constituer des conseils d'arbitrage ou de conciliation. Là où ces conseils existent, la nouvelle loi les considère comme la juridiction la plus propre à trancher les questions d'indemnité. Elle invite donc les parties à recourir à leurs offices.

Il se peut que le comité refuse cette tâche ; ou qu'a-

1. Wolff : *Employers' liability*, p. 33-34.

2. *The Equitable councils of conciliation Act* (1867) et le *Master, and Workmen Arbitration Act* (1872).

près s'en être chargé, il fasse attendre plus de trois mois le prononcé de son jugement ; il se peut enfin que l'une des parties refuse de l'accepter comme juge. Dans tous ces cas, les parties ont le droit de choisir à leur gré un autre arbitre unique.

Si les parties ne peuvent s'entendre sur le choix de cet arbitre, la loi leur impose alors l'arbitrage du juge de la Cour de comté, et celui-ci peut à son tour déléguer ses pouvoirs à un arbitre, avec l'autorisation préalable du Lord Chancelier (1).

Les pouvoirs de ces deux catégories d'arbitres ne sont pas les mêmes. Ni le comité de conciliation, ni l'arbitre choisi par les parties ne sont astreints à aucune règle de procédure. Ils peuvent s'éclairer par les moyens, et dans les formes qu'ils veulent. Au contraire, le juge de la Cour de comté ou son délégué, sont tenus d'observer les règles imposées pour les procès ordinaires.

Par contre, le comité et l'arbitre choisi par les parties, quoi qu'ils puissent convoquer des témoins et recevoir leur serment, ne peuvent les forcer à parler. Ce droit appartient, bien entendu, au juge de la Cour de comté et à son délégué.

Le juge de la Cour de comté a un pouvoir particulier : celui de trancher les questions de droit qui peuvent se présenter dans tout arbitrage. Le comité, l'arbitre choisi par les parties ou l'arbitre délégué peuvent tous trois s'adresser au juge de la Cour de comté, pour toute ques-

1. Cette disposition a simplement pour but de faciliter la tâche du juge, lorsque le rôle de la Cour de comté est très chargé. Pour les détails de la procédure. Cf. W. C. Rules, 27.

tion de droit qui les embarrasse. Dans ce cas, et dans ce cas seulement, un appel pourra être porté du juge de la Cour de comté à la Cour d'appel, sur le point litigieux. Les règles et les conditions de cet appel doivent être fixées par la Haute Cour de justice, et n'ont pas encore été publiées.

Une décision toute récente de la Court of Appeal vient de modifier sur un point encore la procédure antérieure. Elle a jugé, en effet, que la voie de revision dont nous avons parlé plus haut, ne serait pas ouverte aux parties. Le juge de la Cour de comté, dit-elle, en statuant sur le montant de l'indemnité, agit en qualité d'arbitre. Or la demande d'un « new trial » n'est pas admise contre l'arbitre (1).

Par ce bref exposé, on peut déjà comprendre que le juge de la Cour de comté deviendra l'arbitre le plus fréquemment employé, puisque les arbitres laïques devront malgré tout s'adresser souvent à lui, pour toutes les questions de droit délicates. Les parties préféreront recourir dès l'abord à sa juridiction. Elles éviteront ainsi les difficultés et les pourparlers inséparables du choix d'un arbitre spécial ; et les services de celui-ci ne seront demandés le plus souvent, que dans des cas très spéciaux, où sa compétence technique, ou son autorité, l'imposeront aux parties.

Quel que soit l'arbitre choisi, et même dans le cas où l'indemnité aura été fixée à l'amiable, un « memorandum » écrit doit être rédigé. Ce memorandum contient

1. *Labour Gazette*, 1899, p. 103.

le texte de la décision prise ; il est envoyé par l'arbitre, le comité ou les parties, au « registrar » (1) de la Cour de comté du district où réside le bénéficiaire de l'indemnité. Ce memorandum une fois enregistré dans un registre spécial, aura toute la force d'un jugement rendu par la Cour de comté, et sera exécuté comme tel.

Dans un cas particulier, la nomination de l'arbitre n'aura pas lieu comme nous l'avons dit. C'est celui où l'arbitre choisi ou délégué meurt, refuse de siéger ou devient incapable de remplir ses fonctions. C'est alors un juge de la Haute-Cour qui désigne le nouvel arbitre.

Compétence de l'arbitre. — Nous venons de voir quels sont les pouvoirs de l'arbitre. Quelle est sa compétence ? En d'autres termes, quelles sont les questions litigieuses auxquelles l'Acte peut donner lieu et qu'il aura à trancher. Il suffira d'en donner la liste, pour voir combien la juridiction de l'arbitre est étendue. Chacun de ces cas a été expliqué dans l'ordre d'idées auquel il se rattache, et cette énumération suffira.

C'est à l'arbitre à décider :

s'il y a lieu de payer une indemnité ;

si l'industrie où l'accident s'est produit, est comprise dans la définition de l'Act ;

quel sera le montant de l'indemnité et la durée de son payement ;

qui sont les ayant-droit, et quelle somme leur est dûe ;

s'il y a lieu de suspendre, d'augmenter ou de diminuer l'indemnité ;

1. Le registrar est le greffier de la Cour.

enfin s'il y a lieu de remplacer la rente par une somme fixe (lump sum).

On voit assez quelles délicates questions d'interprétation soulèvent ces divers points, et quel sens pratique aiguisé ils supposent chez le juge chargé de les trancher. Le contrôle des cours de comté et de la Cour d'appel assurera sans doute l'unité en matière juridique, et d'autre part la latitude laissées aux parties dans le choix de l'arbitre permettra d'adapter les solutions d'espèce à la variété des faits.

§ 3.

Procédure exceptionnelle devant un juge autre que l'arbitre.

Il y a un cas cependant, où le jugement ne sera pas rendu par un arbitre, et ce n'est pas le moins intéressant, car il est significatif des tendances de la loi anglaise dans la matière qui nous occupe. La loi suppose une plainte en dommages-intérêts intentée soit en vertu de l'acte de 1880, soit en vertu de la Common law devant les tribunaux ordinaires (1). Supposons que cette demande ne soit pas recevable, mais qu'elle l'eût été si la victime l'avait intentée devant un arbitre en se fondant sur la nouvelle loi de 1897. Que faire? Va-t-on la débouter de sa plainte, et la forcer à recommencer la procédure depuis le début devant l'arbitre, en l'obligeant au paiement de tous les frais? Ce serait contraire au but essentiel de la loi, qui est la simplicité et le bon marché.

1. Nous avons vu dans quels cas l'ouvrier est autorisé à s'appuyer sur ces lois. Cf., chap. II.

Aussi la victime peut-elle demander à la Cour de fixer dès à présent le montant de l'indemnité. La cour en faisant droit à sa demande pourra déduire de l'indemnité les frais occasionnés par la procédure suivie à tort devant elle. Elle établira un certificat qui, comme le memorandum envoyé par l'arbitre au registrar de la Cour de comté, mentionnera le taux de l'indemnité accordée, le montant des frais déduits, et aura force exécutoire (1).

1. Sect. I, Cl. 4. L'auteur d'un travail récent sur la loi que nous étudions (M. Monnier, th. pp. 178-188), semble craindre que cette disposition n'ait pour effet de rendre l'arbitrage pratiquement inutile. L'ouvrier, pense-t-il, sûr d'obtenir dans tous les cas, par la procédure ordinaire au moins l'indemnité de l'Act nouveau, tentera toujours d'obtenir davantage en se basant sur la Common law. L'auteur semble croire que l'ouvrier, à cette conduite, a tout à gagner et rien à perdre. Et il s'appuie en particulier sur ce fait que la Cour n'est pas *obligée*, de déduire de l'indemnité les frais de la première demande, mais peut agir à son gré... Ces craintes me paraissent chimériques. Les tribunaux anglais, jusqu'ici, ne se sont pas en général montrés très favorables à l'interprétation large de la loi ; ils seront très disposés à user largement de la faculté qui leur est donnée de déduire les frais de l'indemnité, et cette déduction suffira le plus souvent à annuler l'indemnité ; ils le feront à coup sûr dans tous les cas où le choix de la procédure ordinaire par l'ouvrier n'est pas fondée sur des motifs sérieux. Devant ces incertitudes, pense-t-on que l'ouvrier hésitera longtemps ? Sans compter, du reste, la lenteur de cette même procédure et les délais qui s'imposeront ainsi au paiement de l'indemnité. Nous croyons que jusqu'ici la pratique a donné raison à notre opinion.

CHAPITRE VI

LE CONTRACTING-OUT

De toutes les dispositions de la loi, aucune n'a donné lieu à de plus vives discussions, à des difficultés plus grandes, que celles dont nous abordons maintenant l'étude. La question à résoudre était grave, en effet. La loi de 1880 permettait aux ouvriers, s'ils y trouvaient quelque avantage, de renoncer aux bénéfices qu'elle leur conférait. Les patrons, désireux d'éviter des conflits, cherchèrent par tous les moyens à provoquer ces renonciations ; on admettait souvent qu'elles avaient été tacitement faites ; plus souvent encore, elles étaient la condition même de l'embauchage. Cette situation ne pouvait pas durer. Libéraux et conservateurs s'accordaient sur ce point. Aucun patron ne devait pouvoir se soustraire à l'obligation d'indemnité ; or c'est là presque toujours l'objet de la renonciation demandée ou imposée. Mais une autre question surgit alors. Un certain nombre de grandes sociétés, en particulier les grandes compagnies de chemins de fer, ont institué au profit de leurs ouvriers des caisses de secours qui les indemnisent en cas d'accident.

Lors de la discussion du bill Asquith, nous les avons déjà vues protester contre les procès qu'on avait la prétention de leur imposer, alors que leur but, en fondant ces caisses, était précisément d'éviter des contestations avec leurs ouvriers. L'échec du bill Asquith eut en grande partie pour cause leur énergique résistance. Leur opposition au bill Chamberlain ne fut pas moins vive. Mais l'attitude du gouvernement avait changé. M. Asquith s'était refusé à toute concession. Il voulait dans tous les cas voir fixer par les tribunaux le taux de l'indemnité. Il consentait à déduire la somme à laquelle le patron s'était spontanément engagé par son affiliation à une caisse de secours. Le gouvernement conservateur, au contraire, avait accepté en principe l'amendement de Lord Dudley (1) ; pendant la campagne électorale de 1895, il s'en était fait un tremplin ; il lui fallait donc trouver un moyen de concilier avec la stricte application de la loi, la liberté des contrats privés dont il s'était fait le champion. A vrai dire, depuis que l'on s'était décidé à remplacer par la procédure arbitrale la procédure de droit commun, les objections des patrons n'étaient plus aussi fondées. Les demandes en indemnité pouvaient être tranchées rapidement, sans frais, et sans discussions pénibles. Mais le parti conservateur s'était trop formellement engagé envers les grandes compagnies pour que cette réponse pût les satisfaire. Elles demandaient une exception en leur faveur : on la leur accorda.

Le problème à résoudre était donc le suivant : autori-

1. Voir plus haut, ch. I, § 3.

ser patrons et ouvriers à conclure en dehors de la loi des arrangements particuliers, tout en garantissant aux ouvriers des avantages égaux à ceux que leur conférait la loi. M. Asquith n'avait pas cru pouvoir dispenser les parties de comparaître devant le tribunal. Dans tous les cas, un juge indépendant devait fixer les droits légaux de l'ouvrier, qui constituaient ainsi un minimum infranchissable. Le patron pouvait donner plus s'il voulait ; il ne pouvait jamais donner moins.

La nouvelle loi procède autrement. Elle autorise les arrangements particuliers, mais dispense ceux qui les concluent de comparaître devant l'arbitre. Elle veut seulement que ces arrangements soient contrôlés à *l'avance* par une autorité indépendante, dans l'espèce par le Registrar général des sociétés de secours mutuels. Le devoir de ce fonctionnaire est de refuser sa sanction à tout arrangement qui imposerait au patron des charges ou offrirait à l'ouvrier des avantages moindres que ceux conférés par la loi, et d'accorder au contraire son autorisation à tout arrangement, qui impose au patron et procure à l'ouvrier des charges et des avantages équivalents à ceux de la loi. Un contrôle général préventif, substitué à l'intervention de la justice dans chaque cas individuel, tel est le nouveau système introduit par M. Chamberlain. C'est ce système (dont nous exposerons tout à l'heure le détail et les résultats), qui porte dans la loi nouvelle le nom de « contracting-out ». A vrai dire, il ne répond pas tout à fait au sens que revêt en général ce mot dans la législation anglaise. Depuis un certain nombre d'années, s'est introduite en Angleterre l'habitude,

lors de la promulgation de certaines lois, de laisser sous certaines conditions, les individus, les municipalités ou les corporations libres d'en accepter ou d'en refuser l'application. Cette habitude est née surtout de la discussion des récentes lois sociales ou d'hygiène (loi sur la vente des liqueurs alcooliques, sur la vaccination obligatoire) qui ont rencontré à leur début une vive opposition. On espère ainsi introduire graduellement des mesures nouvelles, sans heurter toutefois de front les sentiments individualistes d'une partie de la population. L'expression « contracting-out » ne s'applique donc pas avec une parfaite exactitude au cas qui nous occupe, puisqu'il ne s'agit pas d'une suspension de la loi en faveur de certaines personnes, mais simplement de la substitution par les intéressés aux dispositions, légales de dispositions différentes, mais ayant le même but, et, (au moins dans l'idée du législateur), la même valeur (1).

Quoi qu'il en soit, les pouvoirs du Registrar général sont très considérables. Examinons en détail l'usage qu'il en a fait jusqu'ici.

La loi (2) lui ordonne « de prendre des mesures pour connaître les opinions des patrons et des ouvriers » sur l'arrangement projeté. Le Registrar, d'après cela, a rédigé une formule générale de demande qui contient les renseignements suivants :

1. Voir sur le sens du mot « contracting out » dans la nouvelle loi, le rapport du Registrar général au Parlement pour l'année 1897. Ce fonctionnaire a bien voulu nous en communiquer les bonnes feuilles.

2. Sect. III, Cl. 1.

le nom du ou des patrons qui proposent l'arrangement ;

le nombre des ouvriers qui l'ont approuvé par leur vote, avec les signatures de leurs représentants ;

enfin, le nombre total des ouvriers employés par le patron ou par la société.

Quand la proportion des ouvriers favorables à l'arrangement n'est pas considérable, et parfois même quand elle l'est, le Registrar s'informe de l'opinion des opposants. Il prie le patron de faire afficher dans son usine un extrait de l'arrangement projeté, et de prévenir ses ouvriers que pendant les vingt-huit jours qui suivent cet affichage, ils pourront envoyer directement au Registrar leurs objections ou leurs remarques.

C'est alors seulement, que le Registrar (après avoir consulté un actuaire, et sur le vu de son rapport) prend sa décision.

Supposons qu'il approuve l'arrangement. Quelle sera la portée et la durée de celui-ci ?

L'approbation accordée permet au patron de « stipuler avec chacun de ses ouvriers, que désormais les règles de l'arrangement seront substituées à celles de la loi », en cas d'accident. Ce sont les termes mêmes de la section 3. Bien entendu, le patron n'a pas le droit de faire de l'acceptation de l'arrangement une condition du maintien ou de l'entrée d'un ouvrier dans la fabrique, comme il le pouvait autrefois sous l'Act de 1880 (1). « Aucun arran-

1. « Scheme » (shema, plan) est le mot légal qui désigne ces arrangements.

gement contenant une pareille condition ne pourra être approuvé », dit la loi (1).

Mais c'est là une règle très platonique. Le gouvernement consentit à l'introduire sur les instances de l'opposition, sans se faire du reste aucune illusion sur sa véritable valeur. « Nos honorables amis, dit M. Chamberlain, qui se figurent qu'on peut, par voie législative, empêcher une condition de ce genre, me permettront de leur rappeler qu'ils se trompent complètement. On peut interdire une semblable clause, mais on n'empêchera pas un patron, ou son directeur, de faire savoir qu'il exige telle ou telle condition de ses ouvriers, et qu'il n'embauchera aucun ouvrier qui n'y souscrirait pas » (2). Dès le mois d'août, un cas de renvoi déguisé de ce genre fut porté devant les tribunaux. Une compagnie de mines, après avoir rédigé un arrangement, le fit signer par ses ouvriers. Trois refusèrent leur signature, et l'un d'entre eux se vit, à partir de ce jour, refusé le droit de descendre dans le puits, « à moins qu'il ne signât ». C'était une forme d'intimidation. La Cour donna raison au plaignant, et condamna la Compagnie à payer une indemnité pour le temps pendant lequel elle avait refusé le travail (3).

L'ardeur avec laquelle on a de tous côtés envoyé au Registrar des places de sociétés de secours, indique bien que les patrons trouvent avantageuse cette manière d'échapper à la loi et aux procès qu'elle entraîne. Il est certain, du reste, que pour les ouvriers comme pour les

1. Sect. III, Cl. 3.

2. Times, 28 mai 1897.

3. Recorder, 13 août 1898.

patrons, il est utile de s'entendre sur des règles précises, déterminant la façon de payer et d'évaluer les indemnités, au lieu de laisser naître une contestation, à propos de chaque accident. L'ouvrier y gagne d'être payé sans délai, le patron la possibilité de prévoir dans ses comptes les frais d'indemnité nécessaires. Mais, à vrai dire, pour atteindre ce résultat, le contracting-out n'est pas nécessaire. On imagine très bien une entente entre patrons et ouvriers, non pour substituer aux tarifs légaux d'indemnité des tarifs nouveaux, mais simplement pour éviter, grâce à une entente mutuelle et par des règles spéciales, les lenteurs de la procédure d'arbitrage. C'est ce qu'a fait l'Association des mineurs du Durham et du Northumberland. Ses représentants se sont entendus avec les représentants des patrons, non pour constituer une caisse spéciale, mais simplement pour faciliter et hâter le paiement des indemnités légales (1).

Pour les ouvriers, en effet, la constitution de ces caisses ne présente pas que des avantages. Une cotisation hebdomadaire, si minime soit-elle, est toujours oné-

1. Arrangement intervenu entre la Durham Miners' Association et ses patrons (*Manchester Guardian*, 11 juillet 1898). « Les ouvriers et leur secrétaire, M. John Wilson, M. P. déclarent que l'acte de 1897 présente deux défauts : Le taux de l'indemnité n'est pas fixé avec assez de précision, et la procédure est trop longue. Pour éviter ces deux défauts ils ont fait un arrangement avec les employeurs non pas pour contracter mais pour fixer l'indemnité due dans chaque cas, sans recourir à la procédure lente et laborieuse imposée par l'Act. » En ce qui touche le premier des deux défauts, ils ont cherché à l'éviter en établissant des moyennes qui régleront les indemnités ; en ce qui touche le deuxième, on a constitué un comité composé de quatre membres des deux côtés et chargé de trancher les difficultés.

reuse. Par suite, s'ils sont obligés de s'affilier à la caisse patronale, ils hésitent à s'affilier à des caisses ouvrières ou à d'autres associations. Or, au point de vue de leur éducation personnelle, de leur indépendance, l'affiliation aux sociétés purement ouvrières est bien préférable à l'autre. Un autre inconvénient des caisses de ce genre, c'est qu'elles mettent l'ouvrier dans la dépendance du patron. La caisse est administrée, le plus souvent, par des représentants du patron, ou par un comité dans lequel l'influence de ce dernier prédomine. Le paiement de l'indemnité suit presque immédiatement l'accident, mais si le maître s'épargne des contestations désagréables, l'ouvrier se sent parfois lésé sans pouvoir protester. Enfin l'institution des caisses, viole le principe même sur lequel est établie la loi : celui du risque professionnel. Les risques, proclame-t-on, doivent être mis à la charge de l'industrie, non de l'ouvrier. Et c'est au nom de ce principe d'équité qu'on fait voter la loi. Puis, dans l'application, on favorise l'existence de caisses, auxquelles les ouvriers doivent contribuer pour leur large part, alors que, pensait-on, l'indemnité en cas d'accident devait être pour eux un bénéfice net. On ne conçoit guère que deux systèmes d'indemnité, véritablement logiques. Ou bien le salaire est suffisant pour que l'ouvrier s'assure lui-même. Dans ce cas, les caisses doivent être purement ouvrières, par leur administration et par l'origine des contributions qui y sont faites ; ou bien la loi impose à l'industrie par l'intermédiaire des patrons, la charge des accidents, et l'on ne voit pas comment l'ouvrier pourrait être tenu d'y contribuer. La grande objection (celle des contestations

possibles) tombe, si l'on considère qu'une entente pourrait aisément se faire entre ouvriers et patrons, pour hâter la fixation et le payement de l'indemnité, et la création d'une caisse n'est pas la condition préalable d'une pareille entente.

Ainsi théoriquement, chaque ouvrier reste libre d'accepter ou non l'arrangement proposé. Pratiquement, quand le Registrar aura donné son autorisation, quel que soit le nombre des ouvriers qui auront accepté l'arrangement, tous seront affiliés à la caisse de secours privée et la loi deviendra inutile. Une fois adopté, l'arrangement ne cesse pas d'être sous le contrôle du Registrar.

Ce n'est qu'en les voyant fonctionner, que l'on peut se rendre compte des avantages ou des inconvénients réels des caisses de secours. La loi a donc dû prévoir la possibilité de modifier, de réformer, ou même de supprimer ces caisses si elles apparaissent comme insuffisantes.

Les arrangements ainsi conclus peuvent prendre fin de deux façons ; ou bien le Registrar peut n'accorder son certificat que pour une période déterminée, qui ne doit jamais être inférieure à 5 ans ; dans ce cas, la loi reprend son empire, au délai fixé, à moins que l'arrangement ne soit renouvelé. Ou bien le Registrar peut révoquer son certificat. Cette révocation peut se produire dans les deux cas où l'arrangement est conclu pour une période déterminée, ou au contraire pour une période indéfinie.

Quels motifs peuvent donner lieu à la révocation du certificat (1) ? La loi en donne une énumération qui n'a

1. Sect. III, Cl. 2.

rien de limitatif. « Si, dit-elle les ouvriers d'un patron ou quelqu'un en leur nom, se plaint que les dispositions du « *scheme* » ne sont plus, au total, aussi favorables à l'ensemble des ouvriers et de leurs ayants-droits, que celles de la loi, ou que les prescriptions du « *scheme* » sont violées, ou qu'il n'est pas loyalement administré, ou qu'il existe des raisons sérieuses (*satisfactory*) de révoquer le certificat, le Registrar examinera la plainte, et s'il la trouve fondée, il révoquera le « *scheme* », à moins que le grief qui motivait la plainte ne soit écarté » (1).

L'article indique assez que le Registrar est maître souverain dans l'appréciation des motifs qui peuvent entraîner la révocation. La préoccupation générale qui devra le guider, sera, comme pour l'octroi du certificat, de rechercher si vraiment les conditions faites aux ouvriers sont moins bonnes ou moins aisément réalisables que celles offertes par la loi. Les pouvoirs du Registrar sont assez étendus pour lui permettre de rendre son jugement en connaissance de cause. La loi ordonne en effet (2) à tout patron ayant obtenu son certificat, de répondre à toutes les questions que pourrait lui faire le Registrar au sujet du « *scheme* » approuvé, et de lui fournir tous les comptes qu'il pourrait réclamer.

La loi prévoit seulement le cas où les *ouvriers* seraient mécontents du fonctionnement du « *scheme* ». Elle ne s'occupe pas de savoir si le patron ne pourrait pas, à son tour, s'en lasser un jour. Que faire dans cette éventualité ? Nous n'avons pas trouvé cette hypothèse prévue

1. Sect. III, Cl. 4.

2. Sect. III, Cl. 6.

dans les ouvrages des commentateurs. La solution probable nous paraît devoir être la suivante. Si le contrat est fait pour un temps fixe, le patron n'aura qu'à attendre l'expiration du délai ; si aucun délai n'est déterminé, il pourra s'entendre avec ses ouvriers pour revenir d'un commun accord à l'exécution pure et simple de la loi. Dans tous les cas, il aura pour obtenir la révocation du certificat un moyen indirect : refuser son concours à la caisse de secours, et provoquer ainsi une plainte des ouvriers au Registrar. Les statuts des arrangements particuliers préviennent le plus souvent ce cas, et le règlent à l'avance (1).

Que se passera-t-il en cas de révocation ou d'expiration d'un certificat ? La loi reprend alors tout son empire, pour tous les accidents futurs. Mais que fera-t-on de l'argent en caisse ? Patrons et ouvriers devront s'entendre sur la distribution des fonds. S'ils n'arrivent pas à un accord, c'est encore au Registrar que l'on s'adresse ; il décide souverainement l'emploi qui sera fait du reliquat (2).

La loi n'a pas réglé — à tort, suivant nous — le mode d'administration de la caisse de secours. Après avoir veillé à ce qu'aucun arrangement ne fût fait en dehors de la loi — sans l'assentiment des ouvriers — après leur avoir permis d'obtenir la suppression de la caisse, par leurs plaintes au Registrar, elle a cru suffisant d'organiser (très vaguement du reste) le contrôle du seul Registrar sur l'administration de la caisse, en lui permettant de faire des enquêtes et de réclamer des comptes. Elle

1. Ex. : les mineurs du Northumberland. *Recorder*, 13 août.

2. Sect. III, Cl. 5.

aurait pu s'assurer que pendant la durée de l'arrangement, les ouvriers, privés du soutien constant de la loi, eussent au moins les moyens suffisants d'en contrôler le fonctionnement.

Comment, en pratique, les choses se passent-elles le plus souvent ? Nous n'avons pas pu trouver beaucoup de renseignements sur ce point. Les « *schemes* » publiés par le Registrar général dans le « *Recorder* » ne mentionnent que les clauses financières. Cependant, des dossiers qu'il a bien voulu nous communiquer, il résulte que dans la plupart des cas la caisse est administrée par un comité mixte de représentants du patron et de représentants des ouvriers. Mais la proportion et l'importance relative des uns et des autres varie beaucoup suivant les cas.

Le comité d'administration, chez MM. Pearson et Knowles à Warrington est élu par les ouvriers et présidé par le directeur. C'est ce comité qui fixe les indemnités en cas d'accident.

Si la Compagnie n'est pas satisfaite de sa décision elle peut s'adresser au juge de la Cour de comté. Le comité administrateur de la caisse est composé, au Great Eastern Railway, de cinq fonctionnaires de la Compagnie et de quatre ouvriers. A Helburn, dans un chantier de construction de navires, le comité directeur est composé de telle sorte que les représentants des ouvriers soient dans la proportion de deux à sept.

Il est très difficile, d'après ces données, d'apprécier l'influence respective des patrons et des ouvriers dans ces comités. Au Great Eastern Railway les patrons ont la majorité numérique. Dans d'autres comités où ils n'ont

pas cette majorité, la présidence leur est conférée et l'équilibre est ainsi rétabli. Parfois cette organisation donne lieu à des plaintes. Quand MM. Andrew Knowles et C^{ie} cherchèrent à obtenir sous la nouvelle loi le maintien de la caisse de secours privée qu'ils avaient fondée, une protestation fut envoyée au journal « le Recorder » contre l'administration de la caisse. On y relevait que les ouvriers élisaient bien le comité, mais que le président, le vice-président, le secrétaire et le trésorier étaient nommés par les patrons et que l'indépendance du comité s'en trouvait très compromise.

Tel est l'ensemble de garanties dont on a cru devoir entourer l'autorisation donnée à certains patrons de conclure en dehors de la loi des arrangements avec leurs ouvriers. Le trait caractéristique des dispositions de cette section, c'est le pouvoir presque absolu confié à un seul fonctionnaire : le Registrar. C'est lui qui s'enquiert de l'opinion des patrons et des ouvriers ; lui qui évalue, après avoir pris l'avis d'un actuaire, les avantages et les inconvénients des arrangements particuliers ; lui qui accorde ou refuse le certificat. C'est lui encore qui reçoit les plaintes des ouvriers, décide s'il y a lieu ou non de révoquer le certificat. Il a un droit d'enquête auprès des patrons ; il peut leur demander des comptes. Enfin, quand une caisse disparaît, il décide en dernier ressort l'emploi des fonds disponibles.

Il joue, en quelque sorte, le rôle d'arbitre entre les prétentions contraires et intéressées des ouvriers et des

patrons. En l'absence de la loi, dont les parties ont repoussé l'autorité, sa libre appréciation résout toutes les difficultés. C'est un tâche difficile. L'Angleterre est peut-être le seul pays où l'on soit sûr de trouver réunies les qualités de bon sens, d'impartialité et de rigide conscience nécessaires à une pareille fonction.

La loi française du 10 avril 1898 a prévu, elle aussi, l'éventualité de caisses de secours privées, organisées d'un commun accord par les patrons et les ouvriers. Elle suspend alors l'application de la loi dans une certaine mesure. Les règles qu'elle a établies sont très différentes des règles anglaises et dans l'ensemble plus compliquées.

1° D'abord la dispense de la loi n'est accordée que pour un temps fixe pour les 30, 60 à 90 premiers jours de maladie. La loi française ne permet pas à l'industriel de s'y soustraire plus longtemps. Au delà de cette période, si la maladie se prolonge, la loi reprend son empire.

2° Si la liberté du contracting-out est moindre dans la loi française que dans la loi anglaise, c'est qu'elle est conçue d'une manière très différente. En Angleterre, le « contracting-out » ne doit en principe jamais être un moyen d'exonérer le patron des charges légales, puisqu'il n'est autorisé que si les charges du patron sont, en vertu de son arrangement privé, au moins équivalentes aux charges légales. Au contraire, la loi française offre aux patrons un moyen de s'exonérer en partie de ces charges. Ils sont en effet déchargés pendant 1, 2 ou 3 mois « de l'obligation de payer aux victimes les frais de maladie et l'indemnité temporaire » dans deux cas :

a) s'ils ont affilié leurs ouvriers à des sociétés de secours mutuels, assurant à leurs membres pendant cette période, des soins médicaux et pharmaceutiques et une indemnité journalière.

b) s'ils ont constitué des caisses de secours conformes à la loi du 29 juin 1894.

Or quelle sera, dans ces deux cas, la part du patron dans la constitution du fonds de secours? Au premier cas, le minimum de la quote-part patronale devra être égal au $\frac{1}{3}$ de l'ensemble des cotisations. Au deuxième cas, le patron devra ajouter à la subvention prévue par la loi du 29 juin 1894, et qui est égale à la moitié de l'ensemble des cotisations, une subvention nouvelle « dont le montant et les conditions devront être acceptées par la société », et approuvées par le ministre compétent. En d'autres termes, la subvention patronale devra dans le deuxième cas être supérieure à la moitié du total des cotisations versées chaque année.

Dans ces conditions, les charges du patron pourront très bien être inférieures à ce qu'elles auraient été en vertu de la loi, et la différence sera payée par les cotisations ouvrières. La loi ajoute, il est vrai, pour le premier cas (celui d'affiliation à des sociétés de secours mutuels) que si l'indemnité journalière, servie par la société est inférieure à la moitié du salaire quotidien de la victime, le chef d'entreprise est tenu de lui verser la différence (1). Mais cette restriction, d'abord, n'existe que pour les sociétés de secours mutuels, et de plus son effet sera, non pas d'assurer le paiement du « minimum

1. a. 5, 2°.

par le patron, mais d'assurer à l'ouvrier l'indemnité légale toute entière, ce qui n'est pas la même chose. Au cas d'affiliation à des caisses de secours du modèle de la loi du 29 juin 1894, le législateur exige une approbation par le ministre compétent, du taux de la subvention patronale ; mais son approbation n'est pas subordonnée comme celle du Registrar général à l'observation de certaines conditions légales.

En résumé, le système français permet au patron de se décharger sur l'ouvrier, au moins pendant les 90 premiers jours de maladie, d'une partie des charges légales. Le système anglais s'est efforcé, par l'institution d'un contrôle impartial, d'éviter ce résultat.

Et l'on aboutit, après examen, à cette conclusion bizarre, que tout en laissant moins d'initiative et de liberté au patron et à l'ouvrier, la loi française permet cependant au premier de faire supporter au second une partie des charges nouvelles qu'elle lui impose. La loi anglaise au contraire, plus large, moins compliquée, doit parvenir cependant à empêcher ce résultat, *si elle est strictement observée* (1).

Sans doute, ce résultat ne se produira pas toujours chez nous. Mais ce sera uniquement grâce à la bonne volonté individuelle de quelques chefs d'entreprise. Or l'objet de la loi était précisément de substituer à la simple obligation légale. Un commentateur de la loi française conclut ainsi sur ce point : « Je pense que l'ou-

1. Cette restriction est essentielle, car nous verrons au chapitre suivant, qu'en fait, le contracting-out semble procurer aux patrons, même des avantages pécuniaires.

vrier consentira rarement à supporter les $\frac{2}{3}$ d'une cotisation quelconque, alors surtout qu'il sait que, sans même rien payer, le patron est tenu de par la loi, de lui assurer le traitement médical et une indemnité journalière.... Les patrons, voyant que les ouvriers.... refusent de s'affilier à des sociétés de secours mutuel.... feront de l'engagement de payer une partie de la cotisation, une condition du contrat de louage d'ouvrage » (1).

1. P. Coulet, p. 37.

CHAPITRE VII

LA PRATIQUE DU CONTRACTING-OUT

Avant l'acte de 1897, il existait dans l'industrie anglaise, un grand nombre d'institutions, destinées à protéger les ouvriers contre le risque des accidents. Les unes étaient de grandes sociétés de secours englobant les ouvriers et les patrons de tout un district industriel, d'autres étaient de simples caisses, fondées par des patrons isolés au bénéfice de leurs ouvriers.

Ces institutions étaient fréquentes, surtout dans l'industrie des mines et dans celle des chemins de fer. L'importance de ces sociétés dans cette dernière industrie, les a fait presque exclusivement citer en exemple lors de la discussion de la loi à la Chambre des Communes. Le plus grand nombre d'entre elles fut fondé après 1880. A ce moment, les industriels, appréhendant les effets de la nouvelle loi sur la responsabilité des accidents, cherchèrent à se soustraire à ces charges nouvelles par la création de caisses de secours, qui garantiraient à l'ouvrier dans presque tous les cas d'accidents, des indemnités

plus fréquentes, mais aussi plus modestes que celles prévues par la loi (1).

Le but principal de ces caisses était donc de pousser les ouvriers au *contracting-out*. L'affiliation aux sociétés, et la renonciation simultanée, expresse ou tacite, aux bénéfices de l'Act de 1880 devint une condition d'embauchage dans certaines industries. C'était le cas pour les compagnies de chemin de fer, telles que le « London and North Western Railway », ou le « London, Brighton, and South coast Railway », la première avec 60.000, la seconde avec 13.400 employés. C'était le cas encore pour certains grands districts de mines. Dans le Lancashire, la règle suivante, reproduite dans de nombreux règlements s'appliquait à 50 ou 60.000 ouvriers : « Les ouvriers promettaient de s'affilier à la Société permanente de secours des ouvriers du Lancashire et du Cheshire, et de ne recourir en cas d'accident qu'aux fonds de cette société » (2).

Dans le Monmouthshire et le Sud du Pays de Galles, 57.000 ouvriers en 1891, d'après M. Gerald Balfour (3), avaient renoncé à l'Act, pour s'affilier à des sociétés de secours.

Les contributions des patrons à ces sociétés étaient extrêmement variables. Si au London and North Western Railway, la compagnie ne contribuait que pour les 5/11 au

1. Cf. *Royal commission on Labour. Vht. Report*, partie II, pp. 59 et s., 112 et s., 309 et s., 217 et s., 163 et s., 249 et s., sur l'organisation, l'importance et le nombre de ces sociétés dans les différentes industries en 1894.

2. P. D., 24 mars 1893. Discours H. Wood.

3. P. D. *ibid.*

fonds de secours (1), celle du London Brighthon et South Coast Railway y contribuait pour 62 0/0 (2).

Dans d'autres établissements, la contribution patronale était plus forte encore : les $\frac{2}{3}$ chez M. Armstrong à Newcastle, et la totalité chez M. Tangye à Birmingham (3). Au contraire, dans le Lancashire et le pays de Galles, la contribution des patrons était du quart au maximum, soit dans la grande « Lancashire et Cheshire Miners Permanent Relief Society », soit dans le South Wales Miners Provident Fund (4).

Quant aux bénéfices que retiraient les ouvriers de ces sociétés, il est impossible de les évaluer exactement. Dans le cas du London and North Western Railway, dont l'influence dans ces débats fut considérable, et dont l'exemple fut le plus souvent invoqué par les orateurs pour démontrer la nécessité du contrating-out, les indemnités allouées ne paraissent pas avoir été biens fortes. En cas d'accident suivi de mort, le maximum était de 100 livres, et l'indemnité pouvait s'abaisser jusqu'à 40 livres, « c'est comme chacun l'admettra, disait M. Asquith, une somme très inférieure à celle qu'accorderait un jury dans de pareilles circonstances » (5). L'indemnité, en cas d'infirmité temporaire, était de 14 à 21 shellings par semaine et pendant un an (6).

1. Mac Laren, P. D., 8 nov. 1893, p. 486.

2. Mac Laren, P. D., p. 486, 8 novembre 1893.

3. *Ibid.*, p. 486 et 487.

4. Cf. Wood, 24 mars 1893, et Maclean, 8 juillet 1897.

5. P. D., 8 nov. 1893, p. 505.

6. Roy, *Commission*, V, 2, p. 217.

Néanmoins, si l'on compare ces sommes aux indemnités que l'Act de 1880 permettait aux ouvriers d'obtenir, on trouvera que le bienfait des caisses privées était encore considérable. Il nous suffira d'un chiffre : en 1894, les indemnités obtenues par la voie des tribunaux, n'ont pas dépassé 11.433 livres (1). C'est moins que la somme fournie chaque année par les patrons à la seule société des mineurs de la Galle du Sud (2).

Du reste, les industriels ne tardèrent pas à s'apercevoir que leurs appréhensions n'étaient pas fondées, et qu'ils auraient pécuniairement un plus grand avantage à s'assurer simplement contre les risques de l'Act, qu'à maintenir leurs caisses de secours. La Compagnie des Docks qui avait fondé une de ces caisses à l'essai, et dont les ouvriers préférèrent après trois mois le maintien des conditions légales, évaluait les frais d'assurance contre les poursuites de leurs ouvriers, au tiers ou au quart de la somme qu'elle payait auparavant à la caisse de secours (3). Beaucoup cependant préférèrent garder ces caisses, à cause des avantages moraux qu'ils en retiraient.

La faiblesse des charges imposées aux industriels, par le fonctionnement de l'Act de 1880, s'explique surtout

1. C'est le dernier chiffre connu par les rapports parlementaires sur l'application de la loi.

2. 12.500 livres. Maclean, 8 juillet 1897.

3. *Royal Commission ou Labour*. V. 2, p. 164. « Les employeurs (dans le Lancashire et le Cheshire) encourraient une bien moindre responsabilité si les ouvriers ne contractaient pas out, parce que leurs frais seraient moindres en s'assurant contre la loi, qu'en contribuant aux fonds de secours (*Roy. Commis. of. Labour*, V. 2, p. 68).

par l'hésitation très grande des ouvriers à les poursuivre devant les tribunaux. Et cette hésitation elle-même, provenait de la lenteur et des frais considérables de ces procès, fréquemment trainés de juridiction en juridiction, jusque devant la Chambre des Lords.

Dans certaines sociétés, la contribution des patrons est si faible qu'on peut considérer la caisse comme étant purement ouvrière. C'est le cas pour la société permanente de secours des mineurs du Durham. En 1896, elle comptait 122.000 membres ; le total des contributions s'y élevait à 99.167 livres, et la part provenant des propriétaires de mines n'était que de 4.585 livres (1). Les ouvriers de cette région sont fortement organisés. Après l'Act de 1880, les propriétaires proposèrent d'augmenter de 25010 leur contribution à la société, à condition que les ouvriers renonçassent à l'application de la loi. Ceux-ci refusèrent (2).

En 1897, l'industrie anglaise se trouve dans une situation analogue à celle où l'avait placée 17 ans auparavant l'Act sur la responsabilité des patrons. Elle est menacée de nouvelles charges. Mais certaines différences essentielles viennent aggraver sa situation. Les charges imposées sont beaucoup plus lourdes qu'elles n'étaient en 1880 ; la source des accidents soumis à indemnité est beaucoup plus abondante, et les tarifs d'indemnité prescrits par la loi, sont plus élevés que la plupart des tarifs de sociétés privées (3) ; d'autre part la procédure est simplifiée,

1. Th. Burt, 17 mai 1897. P. D., p. 706.

2. G. Balfour, 24 mars 1893. P. D., p. 1081.

3. A vrai dire, il est très difficile de faire cette comparaison ;

et les industriels ne sont plus immunisés contre les poursuites par les lenteurs et les frais de la justice.

Comme en 1880, les industriels ont la ressource du « contracting-out » ; mais cette fois-ci, il est soumis à certaines conditions, et leurs caisses de secours devront avoir le visa de l'autorité.

Quelle attitude ont prise les industriels devant cette situation ? Après six mois d'expérience, on peut entrevoir déjà la direction où s'engage l'industrie anglaise, grâce à la loi Chamberlain. Comme en 1880, la crainte des procès a fait surgir une masse de caisse de secours et d'arrangements particuliers ; tous les jours, il s'en crée de nouveaux et les anciens sont révisés. Même si la clause du « contracting-out » devait empêcher partout l'exécution littérale des prescriptions légales, la loi n'en aurait pas moins provoqué un grand nombre d'institutions privées fort intéressantes. Cette création soudaine de fonds de secours, de sociétés et de caisses est jusqu'à présent le fait le plus saillant qu'ait provoqué l'application de la loi.

puisque dans certaines industries on fournit des pensions hebdomadaires, au lieu de sommes à forfait, puisque les différentes conditions d'une caisse de secours compensent réciproquement leurs avantages et leurs inconvénients, et que les situations auxquelles s'appliquent les indemnités (infirmités temporaires, permanentes, etc.) ne sont jamais catégorisées exactement de même, puisqu'enfin les renseignements possédés sur les caisses de secours sont incomplets. Néanmoins, en comparant les conditions de la loi à celles faites par le London et North Western (la Compagnie la plus vantée) on trouve, qu'au cas d'accident mortel où la victime laisse femme et enfant, où la loi commande un minimum de 150 livres (3.750 fr.) la société fixe un *maximum* de 100 livres seulement (2.500 fr.) ; et qu'au cas d'incapacité temporaire les conditions ne sont pas très différentes de celles de la loi.

Il reste à l'apprécier, à fixer l'étendue et le caractère de ce mouvement. Il reste surtout à examiner ces « schemes », un peu plus en détail, à comparer leurs règles, leurs tarifs, aux règles et aux tarifs légaux, à les comparer aussi avec ceux des caisses qui existaient avant et dont nous avons parlé plus haut, à déterminer enfin dans la mesure du possible les avantages pécuniaires qui en ont jusqu'ici résulté pour la classe ouvrière (1).

Au mois de janvier 1898, c'est-à-dire six mois après la mise en vigueur de la loi, le Registrar general avait approuvé 54 schemes ; le plus grand nombre (36) provenait de sociétés de mines. Deux grandes Compagnies de chemins de fer, le *Great Eastern Railway*, et le *London Brighton and South-Coast Railway*, ont également fait enregistrer leurs « schemes ». Le *Great Western* ne tardera pas, sans doute, à obtenir pour le sien l'autorisation nécessaire. Les autres proviennent de forges, de verreries, de raffineries, de fabriques de locomotives, etc.

Bien entendu, ce sont les patrons qui réclament l'enregistrement de ces « schemes ». Ils sont obligés d'indiquer au Registrar general le nombre de leurs ouvriers qui sont favorables à l'acceptation. Le plus souvent la majorité, parfois même la totalité de ceux-ci approuvent la création de la caisse. Parfois au contraire le chiffre des votants par rapport à l'ensemble des ouvriers est remar-

1. Les faits sur lesquels nous nous appuyons sont empruntés au « *Friendly Societies Recorder* », qui chaque semaine a recueilli les faits les plus intéressants concernant la nouvelle loi. Les numéros parus de juillet à janvier 1898 ont mentionné tous les nouveaux schemes et leurs règles principales. C'est à ce journal qu'il faut se reporter pour avoir les renseignements les plus complets.

quablement faible. Ainsi, à Aberdare, dans le Pays de Galles, 7 ouvriers seulement sur 1030 ont accepté la « scheme ». Dans la grande usine de MM. Andrew Knowles, à Manchester, 1229 ouvriers seulement sur 2795, soit moins de la moitié, s'y sont montrés favorables. Ce ne sont pas des cas isolés. Le Registrar néanmoins n'a pas hésité à donner son visa à ces arrangements.

Un de ces « schemes » présente une importance particulière, c'est celui qu'a fait adopter la société de secours du Monmouthshire et de la Galles du Sud, qui comptait, en 1890, 52760 adhérents. Ce « scheme », analogue du reste à celui qu'ont adopté beaucoup d'autres sociétés minières dans la même région, s'applique à un grand nombre d'ouvriers, et ses effets s'étendront de plus en plus. Le Registrar approuvera nécessairement tous les nouveaux arrangements établis sur ce modèle.

Chose curieuse, le contracting-out après la loi de 1897, s'est étendu à peu près sur les mêmes régions, qu'après celle de 1880. C'était dans le Lancashire et dans le pays de Galles, que le contracting-out se rencontrait le plus souvent ; c'est encore aujourd'hui dans le pays de Galles, que les schemes les plus nombreux ont été adoptés. Les mineurs du Durham et du Northumberland sont aujourd'hui comme alors restés à l'écart (1). Dans le Lancas-

1. En 1890 le contracting-out :

	s'applique à	ne s'applique pas
Northumberland et Durham-Lancashire et Chesire..	44.824 ouvriers	107.995 ouvriers
Yorkshire (West-Riding) Monmouth-		

hire, deux des plus grandes mines ont fait des arrangements particuliers avec leurs ouvriers, malgré les efforts de la Fédération des mineurs de Grande-Bretagne, pour en détourner ceux-ci (1).

Les régions où se trouvent les plus fortes associations d'ouvriers, sont aussi celles où le contracting-out est le moins bien accueilli. Les mineurs du Durham, du Northumberland, mieux organisés que ceux du Pays de Galles n'ont jamais consenti à s'en remettre à la bonne volonté patronale. Leurs propres caisses de secours leur permettent de s'en dispenser, et leur association peut se charger pour eux des procès, ou des règlements de compte, sans qu'il en résulte de frottements ou de difficultés.

La constitution des nouvelles caisses de secours doit nous arrêter quelques moments. Nous connaissons le principe sur lequel elles reposent : à l'aléa résultant pour eux des dispositions de la loi, et à l'ennui des contestations judiciaires, les patrons préfèrent une caisse commune à laquelle contribueront pour une part leurs ouvriers. En échange, ils consentent certains avantages que la loi ne fournit pas aux ouvriers. Nous avons exposé plus haut les avantages et les inconvénients de ces caisses au point de vue social. Au point de vue financier, elles doivent être comparées avec les règles légales et avec les caisses antérieures. Ces caisses seront suffisamment caractérisées à ce point de vue, quand nous aurons exa-

shire et Galles du				
Sud.....	52.774	—	4.600	—
Galles du Nord....	12.978	—	13.832	—

Royal Com. on Labour, V. 2^e, P., p. 64.

1. Musée social : *Circul.* n° 2 ; févr. 1899, p. 127.

miné la part contributive des patrons et des ouvriers, les avantages particuliers conférés par les patrons, et les modifications apportées aux règles de la loi en cas d'accident suivi de mort, et d'incapacité permanente ou partielle.

Contributions aux caisses. — Le point le plus intéressant est ici de connaître le rapport entre la contribution du patron et celle de l'ouvrier. Dans trois cas, les patrons font tous les frais de la caisse (1). Dans trente-neuf cas ils payent plus, dans onze cas ils payent autant, et dans un seul ils payent moins que les ouvriers. Le plus souvent (c'est le cas pour les caisses minières), l'ouvrier paye 20 centimes par semaine, et le patron 50 centimes pour chaque ouvrier, pendant la même période. La cotisation annuelle est donc pour chaque ouvrier de 10 fr. 40 par an. Elle s'abaisse assez souvent à 15 centimes, et dans un cas à 10 centimes par semaine. Parfois la proportion ne peut s'établir d'après le montant des cotisations. Ouvriers et patrons se partagent la charge de certaines indemnités, et organisent leurs cotisations en conséquence. Ainsi chez MM. Pearson, Knowles et C^{ie}, les ouvriers payent les frais des quinze premiers jours de maladie (non compris par la loi dans l'indemnité qu'elle accorde); les patrons se chargent d'indemniser les ouvriers pour tous les autres accidents. Parfois aussi le patron ne paye qu'une cotisation égale à celle de l'ouvrier, mais il s'engage à garantir le paiement des indemnités, si le produit des cotisations ne suffit pas à l'assurer. C'est le cas pour les Compagnies de chemin de

1. *Schemes 11 et 15. Recorder*, 16 juillet et 26 novembre.

fer : le Great Eastern, et le London Brighton and Louth Coast Railway.

Avantages particuliers. — Les industriels ont complété dans un grand nombre de cas les dispositions de la loi, en accordant à leurs ouvriers des bénéfices supplémentaires, auxquels la loi ne leur donnait pas droit. Ils ont ainsi cherché à compenser les réductions qu'ils ont fréquemment fait subir au tarif légal des indemnités. On ne peut apprécier *in abstracto*, dans quelle mesure cette compensation s'effectue réellement. Bien entendu, il faut pour cela examiner *in concreto* chaque schème particulier, les bénéfices accessoires, et les réductions se répartissant très inégalement sur chacun d'eux. Mais la nature de ces bénéfices est intéressante à noter.

Deux d'entre eux se rencontrent, sinon partout, du moins très souvent ; ce sont : le droit à l'indemnité pendant les deux premières semaines de maladie, et le droit à l'indemnité quelle que soit la nature ou la cause de l'accident. La loi ne permet pas à l'ouvrier d'exiger judiciairement une indemnité avant les deux premières semaines de maladie. Par suite, un très grand nombre d'accidents, presque les plus fréquents, sont soustraits à son action (1). Une autre catégorie d'accidents en est encore exclue ; ce sont ceux qui proviennent de la maladie volontaire de l'ouvrier, et cette disposition, nous l'avons vu, est moins regrettable par la nature et le nombre des accidents qu'elle exclut, que par le nombre et la difficulté des procès auxquels elle peut donner

1. Cf. chap. III, § 1.

lieu. A ces deux inconvénients, remédient les caisses privées. Presque partout, la caisse fournit une pension pendant les quinze premiers jours de maladie ; en outre, onze caisses ne se préoccupent nullement de la cause de l'accident et accordent une indemnité dans tous les cas. On peut s'étonner, néanmoins, que cette dernière clause ne soit pas plus fréquente. Puisque la suppression des procès est l'objet principal du contracting-out, comment n'a-t-on pas cherché plus souvent à faire disparaître la cause principale des difficultés et des contestations : la distinction malencontreuse entre la gravité des différentes fautes, que la loi a malheureusement introduite ?

A ces deux bénéfices s'en ajoutent d'autres ; la caisse fournit les frais de médecin ; elle fait l'avance des frais funéraires pendant le temps nécessaire à la fixation de l'indemnité ; elle les fournit parfois, même en cas de mort naturelle ; elle paye parfois des pensions de vieillesse à ses membres âgés de plus de 65 ans ; elle donne des gratifications aux veuves et aux enfants dans certaines occasions (naissance d'un nouvel enfant, remariage, etc.).

Ces divers bénéfices, bien entendu, ne se rencontrent pas tous réunis dans une même caisse.

Il faut bien reconnaître du reste, qu'à part le payement de l'indemnité pendant les 15 premiers jours de maladie, et le payement sans distinction des causes de l'accident, les autres avantages des caisses ne sont pas très considérables. L'avance des frais funéraires, le payement de l'indemnité aux descendants de l'ouvrier blessé, et qui meurt non des suites de l'accident, mais de mort

naturelle, peuvent à peine être considérés comme des avantages sérieux.

Néanmoins, ce sont ces bénéfices qui sont destinés à compenser les réductions fréquentes faites au tarif légal, par les tarifs des caisses privées. Ce sont ces tarifs qu'il nous faut maintenant étudier.

Rappelons d'abord brièvement le tarif légal :

La loi prévoit trois cas principaux d'indemnités :

la mort d'un ouvrier laissant des « dependants » ;

la mort d'un ouvrier n'en laissant pas ;

l'incapacité de travail.

Au premier cas, elle accorde aux ayant-droit une indemnité dont le maximum est de 300 livres (7.500 fr.) et le minimum 150 livres (3.750 fr.).

Au deuxième cas, elle fixe le maximum des frais funéraires et médicaux à 10 livres (250 fr.).

Au troisième cas enfin, elle fixe le maximum de l'indemnité à une pension égale à 50 0/0 du salaire, sans que cette pension puisse dépasser toutefois 1 livre par semaine.

C'est à ce tarif que nous devons comparer maintenant le tarif des caisses de secours.

Cas de mort avec « dependants ». — Dans le plus grand nombre des cas la somme fixe de la loi est remplacée par une pension faite à la veuve et aux enfants, à laquelle s'ajoute une petite somme de 5 à 10 livres payée immédiatement. Cette pension est en général de 5 shellings par semaine (6 fr. 25) pour la veuve, et de 2 sh. 6 pences (3 fr. 10) pour les enfants de moins de 13 ans. C'est le

type d'organisation le plus fréquent. La pension s'élève dans un cas à 6 et dans un autre à 10 shillings.

Si l'on évalue à 2 le nombre des enfants au-dessous de 13 ans, on trouve que la pension hebdomadaire (10 shillings) fait un total de 26 livres par an, et devra donc se continuer pendant près de 6 ans pour atteindre la somme minimum de 150 livres, prévue par la loi dans ce cas.

Le paiement de la pension doit se continuer, d'après les règlements de la plupart des « schemes », jusqu'au moment du remariage de la veuve. On ne dit pas si la pension est perpétuelle, au cas où la veuve ne se remarierait pas ; mais cela paraît probable.

Dans deux des schemes publiés (1), nous trouvons la condition suivante mise à la continuation de la pension : « aussi longtemps que la veuve mènera une vie respectable et aussi longtemps qu'elle sera de bon caractère ». De pareilles conditions sont évidemment bizarres. Les indemnités ordonnées par la loi doivent profiter, comme le soleil et la pluie de l'Évangile, à la fois aux bons et aux méchants. Il est étrange qu'un bon caractère soit la condition nécessaire de la réalisation d'un droit (2).

Quoique le système des pensions soit le plus fréquemment adopté par les caisses particulières, il n'est pas le seul. Parfois, rarement il est vrai, on adopte simplement la règle légale, et parfois on donne à la somme fixe dont elle prescrit le paiement, un taux différent. Il est généralement invariable, et n'oscille pas, comme celui de la loi,

1. Les nos 13 et 45 (V. *Recorder*, juillet-décembre 1898).

2. A vrai dire c'est la reproduction d'une clause que l'on trouve fréquemment dans les caisses de retraite purement ouvrières.

entre un maximum et un minimum. Dans un cas seulement les indemnités sont fixées entre 175 et 375 livres. Presque partout, la somme fixée n'est que peu supérieure au minimum de la loi, quand elle ne lui est pas inférieure. Elle s'élève en général à 200, 165, 150, et parfois seulement à 100 livres.

Cas de mort d'un ouvrier ne laissant pas de « dépendants ». Ici les auteurs des « schemes » se sont pour la plupart montrés très généreux. La générosité ne leur coûtait, à vrai dire, pas grand chose. Les frais funéraires et les frais de dernière maladie ne s'élèveront jamais pour un ouvrier à une somme très considérable. La loi, en fixant à 10 livres (250 fr.) le maximum de cette indemnité, s'était montrée assez large. Or, beaucoup de schemes vont jusqu'à 20, jusqu'à 40, même 200 livres. (5.000 fr.). Il est peu probable, pour ne pas dire impossible, que ces frais s'élèvent jamais à pareil niveau. Mais sur le papier, en face du chiffre légal, ces gros chiffres font bon effet.

Quelques patrons offrent, et mentionnent comme un bénéfice spécial, un cercueil gratuit aux ouvriers morts à leur service ! (Coffin provided).

Cas d'incapacité temporaire ou permanente. La loi n'a pas fixé ici de minimum. Le maximum de l'indemnité est fixé par elle à 50 0/0 du salaire, sans qu'elle puisse jamais dépasser 1 livre. Quelques schemes, il faut le reconnaître, sont assez généreux. Deux d'entre eux accordent 1 livre 2 sh. pour les ouvriers dont le salaire hebdomadaire dépasse 22 shelling.

Ici, du reste, se produisent diverses complications. L'indemnité généralement, n'est pas la même pendant toute la durée de l'incapacité. Souvent assez forte au début, elle s'abaisse ensuite graduellement. L'un des schémas, par exemple, accorde 7 shellings pour les premières 26 semaines; 6 shellings pour les 26 semaines suivantes; 4 schellings 6 pences pour les 52 semaines ultérieures, et à partir de ce moment 3 shellings seulement.

Un autre se base sur les salaires; il donne 1 livre pendant les premières 26 semaines, le demi-salaire de l'ouvrier pendant les 26 semaines qui suivent, et un petit capital ensuite.

Dans un autre, il faut une décision spéciale du comité d'administration pour continuer le paiement de l'indemnité, après la première période de 26 semaines. L'indemnité, pendant cette période, est de 15 shellings.

L'indemnité, de plus, n'est généralement pas la même pour toutes les catégories d'ouvriers; elle est pour les apprentis, fixée presque toujours à la moitié de ce qu'elle est pour les ouvriers.

Enfin peu de schémas indiquent si la pension est perpétuelle. En l'absence de toute mention précise, nous devons supposer qu'elle l'est.

On voit, dès l'abord, quand il s'agit de comparer les bénéfices financiers de ces schémas, avec ceux que la loi confère, combien une appréciation exacte est difficile. D'abord, la variété des règles de ces schémas, les rend difficilement comparables entre elles. De plus, en comparant avec la loi, les traits généraux de ces schémas, au lieu d'y comparer chacun d'entre eux individuellement,

on sacrifie nécessairement un peu de la rigoureuse exactitude.

D'autre part, ce dernier procédé, est le seul qui permette de donner un aperçu général de la valeur de ces arrangements.

Toutefois, pour que nos appréciations soient les plus exactes possible, nous donnons ici le modèle complet d'un schème. Comme il a été reproduit dans presque toutes les mines qui ont conclu des arrangements, comme il a été accepté entre autres, par le *Monmouthshire and South Wales Relief Fund*, et régit aussi tout un district minier des plus importants, comme, parmi les schèmes publics, 24 ont les mêmes règles, il nous fournira une base vraiment sérieuse à la comparaison nécessaire qu'il faut instituer.

Voici ce schème :

Contributions : Ouvriers : 0,30 par semaine et par ouvrier

— Patrons : 0,50 —

Bénéfices :

En cas de mort de l'ouvrier laissant des dépendants :
indemnité funéraire de 125 francs ;

pensions à la veuve : 6 fr. 25 par semaine.

pensions à chaque enfant de moins de 13 ans :
3 fr. 10 par semaine.

En cas de mort de l'ouvrier, sans personnes dépendantes :

indemnité funéraire : 500 fr.

En cas d'incapacité de travail :

12 fr. 50 par semaine, pendant les 26 premières semaines.

10 fr. par semaine pendant la période suivante.

Bénéfices supplémentaires accordés aux veuves et aux enfants :

25 fr., en cas de naissance d'un enfant posthume ;

50 fr., pour un enfant qui perd le bénéfice des secours ;

25 fr., pour la mort d'un enfant ;

375 francs, (15 livres) en cas de remariage, s'il n'existe pas d'enfants ;

312 fr. 50 (£ 12, 10 sh.), en cas de remariage, s'il existe 1 enfant ;

250 fr., (10 livres), en cas de remariage, s'il existe 2 enfants ;

187 fr. 50 (7 l., 10 sh.), en cas de remariage, s'il existe 3 enfants ;

125 francs (5 livres), en cas de remariage, s'il existe 4 enfants ;

62 fr. 50 (2 l., 10 sh.), en cas de remariage, s'il existe 5 enfants ;

32 fr. 50 (1 l., 5 sh.), en cas de remariage s'il existe 6 enfants ;

L'indemnité date du jour de l'accident.

125 francs d'indemnité funéraire, pour tout membre secouru, dont la mort n'est pas l'effet de l'accident qui lui donne droit au secours.

6 fr. 25 par semaine aux mineurs de 65 ans et au-dessus, s'ils sont infirmes.

Tout boni de la caisse doit être employé à des indemnités de 6 fr. 15 par semaine aux membres les plus âgés de l'Association, si leur participation à la caisse a duré

10 ans, et s'ils ne sont pas secourus pour des infirmités provenant d'accidents.

Pour que le bénéfice financier des caisses de secours fût supérieur à celui de la loi, il aurait fallu qu'à des indemnités égales, dans les cas prévus par la loi, vinssent se joindre des bénéfices supplémentaires non prévus par elle.

Or, si nous considérons les deux cas principaux d'indemnité, la mort d'un ouvrier laissant des dependants, et l'incapacité permanente ou temporaire, nous voyons que si l'indemnité atteint parfois le taux légal, elle lui est le plus souvent inférieure.

Au cas de mort, d'abord, quand la caisse adopte le système de la « lump sum », cette somme ne dépasse jamais que de fort peu le *minimum* légal, à moins qu'elle ne lui soit inférieure. Quand la caisse adopte le système de la pension, la comparaison est difficile à faire. Néanmoins, on peut évaluer à six ou huit ans le temps qu'il faudra aux arrérages de la rente payée pour atteindre le maximum du capital exigé par la loi ; et il est permis de croire que ce maximum sera rarement atteint, la veuve devant presque toujours, pendant une période si longue, trouver du travail pour elle et ses enfants, même se remarier, et rendre ainsi inutiles les secours de la caisse.

Au cas d'incapacité permanente ou temporaire, si quelques rares schémas accordent (et seulement dans certaines circonstances) le maximum fixé par la loi, la plupart restent très au-dessous. On ne peut, en effet, considérer des sommes de 5,8 ou même 10 shellings comme consti-

tuant le 50 0/0 du salaire de la majorité des ouvriers anglais (1).

Ainsi, la majorité des schemes enregistrés jusqu'à présent restent plutôt au-dessous des prescriptions légales.

Mais, dira-t-on, ils fournissent par contre des bénéfices supplémentaires que la loi n'exigeait pas ! Je n'y contredis point. Mais nous avons vu précédemment que l'avantage le plus sérieux, sinon le seul, résultant de ces bénéfices est le paiement d'une indemnité pendant les quinze jours qui suivent immédiatement l'accident. Or, si nous considérons la contribution la plus ordinaire des ouvriers à la caisse de secours (30 centimes), nous voyons qu'elle suffit et au-delà à couvrir les frais résultant de cette charge. Si l'on suppose le quart des ouvriers d'une mine blessés dans ces conditions, chacun d'eux touchera une indemnité de 62 francs qui est évidemment supérieure à ce qu'on accorde en général. Il faut donc admettre que les cotisations ouvrières servent non seulement à créer ces bénéfices-ci, mais d'autres encore. Nous n'avons du reste envisagé ici que le cas où les cotisations ouvrières sont inférieures aux cotisations patronales. Or, elles leur sont parfois égales, et même, nous l'avons vu, supérieures.

Dans ces conditions, les caisses de secours privées ne paraissent pas fournir aux ouvriers des avantages pécuniaires suffisants pour justifier, en général, le contraindre. Sans doute, la loi n'ayant pas cru nécessaire de fixer

1. Nous comparons ici le tarif des « Schemes » avec le tarif *maximum* de la loi. Comme ce maximum sera rarement atteint on peut soutenir que, malgré tout, les schemes sont encore plus favorables.

partout un minimum à ses tarifs, on peut prétendre que, si on l'appliquait rigoureusement, les sommes fournies par les patrons (en cas d'incapacité permanente ou temporaire par exemple) seraient inférieures encore à ce qu'elles sont aujourd'hui. Il n'en est pas moins vrai que, sauf dans des cas très rares, les tarifs des caisses de secours paraissent plutôt inférieurs que supérieurs ou même égaux aux tarifs légaux.

La loi néanmoins n'aura pas été sans utilité même à ce point de vue, si elle a pu faire introduire dans ces caisses, des tarifs plus avantageux que les tarifs antérieurs. L'examen rapide de quelques-unes des caisses les plus importantes qui existaient dès avant la loi nous permettra de le constater. Nous n'avons pas pu trouver les anciens tarifs de la Monmouthshire et South Wales Permanent Relief Society, dont nous avons rapporté plus haut les tarifs actuels.

Par contre, le rapport de la Royal Commission on Labour permet de connaître les tarifs des plus importantes parmi les autres sociétés avant la loi actuelle. Voici ceux de la grande société des mineurs du Durham et du Northumberland :

L'ouvrier blessé reçoit 5 shillings pendant les 29 premières semaines de l'accident, puis 8 sh. par semaine ensuite. La veuve de l'ouvrier tué reçoit 5 sh. par semaine, et chacun de ses enfants 2 sh. jusqu'à 13 ans pour les garçons, et jusqu'à 14 ans pour les petites filles.

Aujourd'hui dans la société que nous avons étudiée,

1. *Royal Com. on Labour*, V, II^e p., p. 62,

l'ouvrier blessé reçoit 5 sh. de plus pendant les 26 premières semaines. Ses enfants, s'il meurt, reçoivent 60 centimes de plus par semaine. Ce sont là les seules différences. Elles ne sont pas grandes, elles sont cependant à l'avantage du nouveau système.

Dans les chemins de fer, l'amélioration des caisses de secours à la suite de la loi est très visible.

Sur le Great Eastern Railway (1), l'incapacité temporaire donnait lieu avant 1898 à une pension de 10 ou 20 shillings par semaine, pendant les 25 premières semaines ; au-delà elle était fixée par le comité. Pour l'incapacité permanente on payait une somme fixe de 65 à 130 livres.

Aujourd'hui, l'ouvrier reçoit, pour l'incapacité permanente, son plein salaire pendant les 26 premières semaines (sans qu'il puisse toutefois dépasser 1 livre) ; le demi-salaire pendant les 26 semaines suivantes, puis une somme fixe.

Au cas de mort de l'ouvrier, la caisse payait autrefois 65 ou 130 livres. Aujourd'hui, elle a adopté le tarif de l'Act, 150 à 300 livres.

Enfin, à la cotisation qu'elle payait autrefois, la compagnie ajoute aujourd'hui la garantie des sommes promises par le schème (2).

L'amélioration est notable ; on pourrait en constater d'analogues pour d'autres caisses de secours (3).

Tel sont les résultats qu'a donnés jusqu'à présent l'autorisation du contracting-out dans l'industrie. On voit

1. Cf. *Roy. Com. on Labour*. Rapp. V, II^e p., p. 217.

2. *Recorder*, 9 juillet 1898. *Scheme*, 18.

3. Cf. *Recorder*, 1^{er} octobre 1898. MM. Andrew, Knowles et fils.

qu'ils peuvent donner lieu à des appréciations très diverses, et qu'on ne peut émettre encore qu'avec la plus grande réserve.

Voici comment nous résumerons les faits qui nous paraissent se dégager de notre étude :

Le contracting-out s'est étendu, jusqu'à présent, surtout aux districts où les ouvriers ne sont pas solidement organisés.

Dans les autres, il a permis simplement aux ouvriers et aux patrons de s'entendre, pour régler à l'amiable le paiement des indemnités.

Là où il existe, les avantages financiers qu'il procure aux ouvriers paraissent inférieurs à ceux que leur assure la loi. Les avantages moraux en sont considérables pour les chefs d'industrie, qui évitent ainsi des constatations inutiles. Ils sont beaucoup plus douteux pour les ouvriers, qui sont ainsi détournées de sociétés plus spécialement ouvrières.

L'effet de la loi, néanmoins, s'est fait sentir même sur les caisses de secours. De même qu'en 1880 la crainte de la responsabilité légale avait fait surgir un grand nombre de caisses privées, ainsi en 1898 les tarifs en apparence élevés de la loi ont fait introduire les améliorations et élever le taux des indemnités accordées.

CHAPITRE ADDITIONNEL

RAPPORT SUR L'APPLICATION DE LA LOI EN 1898

Notre travail était déjà terminé, quand a paru un rapport du Home Office, daté du 10 avril 1899, adressé aux deux Chambres du Parlement, et contenant la liste des litiges auxquels a donné lieu, en 1898, l'application du Workmen's Compensation Act et de l'Employers' Liability Act de 1880, qui, nous le savons, est toujours en vigueur.

L'auteur du rapport fait remarquer, tout d'abord, que cette statistique ne saurait fournir encore une base sérieuse à des conclusions générales. En effet, le Workmen's Compensation Act n'est en vigueur que depuis le 1^{er} juillet 1898. Seuls les accidents survenus postérieurement à cette date ont donné lieu à des procès. Or, avant que ces procès soient portés devant l'arbitre et jugés, il s'écoule un certain temps. L'auteur estime, par conséquent, que le nombre des procès relevés dans le rapport correspond en réalité à une période d'environ trois mois.

Un second motif d'incertitude résulte du fait suivant. La Cédule II, sect. 8 du nouvel Act réclame pour chaque

1. Home Office : Statistics of the proceedings in County Courts in England and Wales, under the Workmen's Compensation Act, 1897, and the Employers' Liability Act (1880) during the year 1898.

cas d'arbitrage, l'envoi d'un mémorandum à la Cour de comté. Mais aucune mesure n'est prise pour rendre cette prescription obligatoire. Aussi ne s'y est-on confirmé que dans quelques districts. Partout ailleurs, il n'est resté aucune trace officielle des litiges et de leur solution. Il en résulte que le rapport ne fournit de statistique exacte que des litiges portés devant les juges des Cours de comté. Ce sont sans aucun doute les moins nombreux.

Voici maintenant les chiffres.

130 litiges ont été tranchés par les juges des Cours de comté ou les arbitres désignés par eux.

101 jugements ont été rendus en faveur des victimes, 29 en faveur des industriels.

Sur ce nombre, on trouve 38 cas de morts pour lesquels l'indemnité totale payée a été de 190.122 fr. 60 ct. (7604 l. 18 s. 6 p.) ; ce qui donne une moyenne de 5.003 francs (200 l. 2 s. 7 p.) par accident. Dans tous ces cas la victime avait laissé des ayant-droit.

Dans 10 cas d'incapacité (2 d'incapacité totale, et 8 d'incapacité partielle), la victime a reçu une « lump sum », se montant en moyenne à 402 fr. 80 c. (16 l. 2 s. 3 p.).

Une pension hebdomadaire a été accordée dans 37 cas d'incapacité partielle, et dans 16 cas d'incapacité totale. La moyenne des pensions s'élevait pour les premiers à 16 francs (12 s. 10 p.), et pour les seconds à 14 francs (11 s. 4 p.).

Si l'on compare ces avantages à ceux que procure l'Employers' Liability Act de 1880, on voit aussitôt combien la nouvelle loi est plus favorable aux ouvriers. Le

nombre des procès intentés en vertu de l'Act de 1880 s'est considérablement accru. De 419 en 1893 il a passé à 681 en 1898 (1). Sur ce dernier nombre, 220 ont été jugés en faveur des victimes. La moyenne des indemnités pour le cas de mort n'a pas dépassé 2.433 francs (85 l. 6 s. 4 p.) : à peine la moitié de ce que le nouvel Act a permis d'obtenir. D'autre part, les frais d'avoués, dans l'Act de 1880, ont été en moyenne pour chaque procès de 567 fr. 50 (22 l. 14 s. 4 p.), et de 276 fr. 50 (11 l. 13 s. 1 p.) sous le nouvel Act.

Chose curieuse, sur 681 procès intentés en vertu de l'Act de 1880, 596 rentraient dans les dispositions de la nouvelle loi.

De ces données on ne peut tirer de conclusion sérieuse, ni sur le nombre réel des accidents ayant donné lieu à indemnité, ni sur le total des indemnités payées, puisque l'immense majorité des arrangements amiables, ou des sentences d'arbitres privés est restée inconnue.

D'après le rapport, le nombre des litiges portés devant les Cours de comtés doit être évalué à moins de 1 0/0 du nombre total des cas ayant donné lieu à indemnité. Le rapport ajoute : « Il y a une série de témoignages concordants, tendant à prouver que dans la grande majorité des cas la pleine indemnité fixée par l'Act est payée sans discussion, mais malheureusement aucune donnée n'existe, permettant d'indiquer même approximativement les sommes réellement payées » (p. 9).

1. En 1894, 460 procès, en 1895, 485, en 1896, 581, en 1897, 688.

CONCLUSION

On ne saurait uniquement apprécier une loi étrangère d'après les règles qui nous guident dans la critique d'une loi française. La loi anglaise nous intéresse non seulement par le but immédiat qu'elle poursuit (l'amélioration du sort des ouvriers), mais encore et surtout par les *différences* qu'elle présente avec les lois étrangères et françaises de même nature, par l'originalité des solutions qu'elle apporte à un problème général, et par la nécessité où elle nous place de rechercher les motifs de ces solutions.

La loi de M. Chamberlain résulte, d'une part, des nécessités industrielles qui se sont manifestées dans tous les pays, où la grande industrie moderne fonctionne avec ses avantages et ses inconvénients caractéristiques. D'autre part, le législateur anglais a dû tenir compte des nécessités spéciales résultant de la situation particulière de l'industrie anglaise, et des rapports originaux qui y existent entre le capital et le travail. Enfin, dans ces différentes règles, générales ou spéciales, dans les procédés adoptés pour résoudre les difficultés de ce grand problème, se manifeste parfois, à l'insu même du législateur, l'influence des traditions, des habitudes et des idées anglaises.

A ces différents points de vue, il nous faut brièvement résumer les observations qui se sont déjà présentées au cours de ce travail, dans l'analyse détaillée à laquelle nous nous sommes livré.

Par l'idée fondamentale dont la loi Chamberlain est l'expression (celle d'un risque professionnel, créant pour l'ouvrier le droit à une indemnité dont l'industrie est débitrice), cette loi se rattache au grand mouvement européen de législation sur les accidents du travail. Ce même principe se retrouve à la base des lois allemandes, autrichiennes, françaises, danoises et des projets suisses, italiens et espagnols. Nous avons montré combien ce principe était opposé à l'idée de stricte responsabilité personnelle, qui seule autrefois soutenait en Angleterre la responsabilité civile. Nous avons montré aussi, comment, sur plus d'un point, l'idée de responsabilité avait fini par prédominer sur celle d'assurance. Mais, quelles que soient les différences dans l'interprétation et l'application du principe, il n'en reste pas moins vrai que le Parlement anglais a dû l'emprunter aux législations étrangères, en rejetant formellement tout autre système, comme insuffisant et inefficace. Ce sont les termes mêmes dont se servait M. Chamberlain, lors de la discussion du bill Asquith en 1893.

Dans l'application du principe, le législateur anglais s'est montré remarquablement timide. Il n'a prévu aucune autre assurance que celle des sociétés privées, auxquelles s'adresseraient spontanément les patrons; il a autorisé ceux-ci à se soustraire en partie aux obligations de la loi, par la pratique du contracting-out; enfin il n'a

étendu le bénéfice des principes nouveaux qu'à une minorité d'ouvriers, au lieu d'en faire profiter toute l'industrie. L'absence d'assurance, le contracting-out, et la limitation des professions soumises à la loi, sont les trois caractères dans lesquels s'est le plus nettement marquée l'influence des nécessités spécialement anglaises, dont le Parlement dut tenir compte.

L'absence d'assurance obligatoire, même sous la forme de corporations professionnelles comme en Allemagne, peut s'expliquer sans doute par la répugnance instinctive des Anglais, à se laisser diriger par l'État dans la gestion de leurs intérêts ; elle s'explique encore par la crainte qu'avait le gouvernement de ne pouvoir obtenir de la majorité, après le vote du droit à l'indemnité, celui d'un nouveau principe, en apparence aussi révolutionnaire : l'assurance obligatoire. Mais il y a peut-être à cet oubli des raisons plus originales. L'une d'elles, est qu'au fond l'ouvrier anglais ne réclame pas avec insistance une mesure de cette sorte ; il a plutôt pour l'assurance une défiance instinctive ; pour lui, la nouvelle loi doit servir à prévenir les accidents autant qu'à les réparer ; cette première utilité les touche même plus que la seconde. Or, le meilleur moyen, pense-t-il, d'imposer au patron les mesures de précaution nécessaires, est de le frapper à la bourse, en le rendant responsable de tous les accidents. Mais, si le patron s'assure, si le paiement de primes fixes le rend indifférent au nombre et à la valeur des accidents, ne négligera-t-il pas ces mesures de précaution indispensables ? D'autre part, la garantie du

paiement des indemnités, le gouvernement la trouvait à la fois dans les institutions déjà existantes et plus nombreuses en Angleterre, que partout ailleurs (mutualités, syndicats patronaux, caisses de secours), et dans cette autorisation même du contracting-out que la loi donnait aux patrons.

Le contracting-out est une nouvelle concession à l'esprit d'indépendance personnelle des Anglais « Nous préférons faire de bon gré, ce que vous prétendez nous imposer ; laissez-nous donc libres ». C'est à ce sentiment, corroboré par toutes les raisons d'intérêts énumérées en leur temps (Cf. chapitre VI) que M. Chamberlain a cédé. La liberté des contrats privés n'est nulle part poussée aussi loin qu'en Angleterre ; on ne pouvait pas ne pas en tenir compte. Et d'autre part, on n'aurait pu compter nulle part autant qu'en Angleterre, sur l'aptitude et le désir à la fois des patrons et des ouvriers, de réaliser par les moyens les plus pratiques et les plus simples, les volontés mêmes de la loi. L'habitude de l'entente, des discussions, des compromis entre le capital et le travail y est prise de longue date.

Enfin, la portée restreinte de la loi, si remarquable quand on la compare à celle des lois françaises et allemandes, s'explique encore par le désir d'éviter le plus possible les résistances et les frottements. Nous savons dans quelle délicate situation se trouvait M. Chamberlain, obligé de faire avec une majorité conservatrice une réforme radicale. Il lui concéda après la liberté du contracting out, la restriction de la portée de la loi. Et là encore cette concession à l'esprit conservateur trouvait un appui,

sinon dans les faits et dans les idées du citoyen anglais, au moins dans les traditions législatives. Plus que tout autre, le Parlement anglais est enclin à cette politique expérimentale, qui consiste, avant de rendre une mesure générale, à l'appliquer dans un domaine plus restreint pour en observer les effets. La plupart des lois sur la durée du travail, sur l'hygiène et la police des ateliers, n'ont englobé tout d'abord dans leur protection qu'un petit nombre d'industries, pour s'étendre graduellement aux autres. Et l'esprit anglais ne répugne pas non plus à la variété des législations, conséquence nécessaire de la restriction dont nous parlons, et qui choque au contraire l'esprit français et lui fait l'effet de créer des privilèges et des injustices. Le triple régime auquel sont soumis les ouvriers anglais : celui de la *Common law*, celui de l'*Employer's Liability Act*, celui du *Workmen's Compensation Act* paraîtrait, chez nous, une véritable monstruosité législative. Chez nos voisins, il n'étonne guère ; on pourrait citer dans maint autre domaine législatif une variété semblable.

Si nous quittons l'étude des règles particulières, pour examiner les traits généraux de la loi nouvelle, les méthodes et les procédés employés pour faire exécuter la volonté du législateur, nous sommes frappés par deux traits remarquables, et qui sont à notre sens des effets très naturels de l'esprit et du caractère anglais : la subordination de la logique aux nécessités pratiques, et le mélange d'autorité et de liberté.

Pour parler d'abord de ce second trait, nous avons vu, en étudiant la fixation du taux des indemnités, combien

la loi anglaise, laisse aux intéressés de liberté dans l'attribution et l'emploi des sommes qu'on leur alloue. Elle n'intervient ni dans le partage de ces sommes entre les ayant-droit, ni dans leur emploi. D'autre part, pour la fixation même de l'indemnité, elle donne à l'arbitre une autorité presque discrétionnaire. Entre un maximum et un minimum, quand la loi les a déterminés, au-dessous du maximum, quand elle n'a pas établi de limite minimum, il peut fixer à son gré la somme qu'il accordera. Aucun appel n'est possible, sauf sur les questions de droit ; or la fixation de l'indemnité n'est presque toujours qu'une question de fait. C'est là une autorité que ni la loi allemande, ni la loi française n'ont accordée au juge du premier ressort, dont les décisions sont toujours susceptibles d'appel. Par contre, ni en Allemagne, ni en France, les parties ne peuvent, comme en Angleterre, choisir leur tribunal et leur juge, et le nommer elles-mêmes, si cela leur convient.

L'organisation du contracting-out présente un contraste analogue. La loi anglaise permet ce que ne permet aucune autre loi européenne : la substitution par les parties de leur autorité privée à son autorité propre. On ne saurait respecter davantage la liberté des contrats. Mais d'autre part, elle institue, pour surveiller l'usage que feront les parties de cette liberté, une autorité indépendante, unique, dont les décisions ne sont soumises à aucun contrôle et à aucune revision : le Registrar général.

Nous avons insisté déjà sur les pouvoirs illimités de ce fonctionnaire, sur son droit de réclamer des comptes, de

faire des enquêtes, sur l'entière liberté qu'il a d'accorder ou de refuser son visa aux « schemes » qui lui sont soumis. Ici encore — comme au cas d'arbitrage — un juge unique a la périlleuse mission de statuer en dernier ressort sur les questions de droit les plus délicates.

Ce contraste trouve son explication dans la préoccupation constante du législateur anglais de ne pas régler à l'avance les solutions que comportent les situations de fait les plus diverses, et dans le sens développé de la responsabilité, qu'il présuppose avec raison chez les fonctionnaires choisis par lui. Le taux légitime d'une indemnité, la valeur d'un « scheme » varient infiniment, suivant les circonstances, les personnes en causes, leurs besoins, leurs caractères. Qu'importent que les solutions données dans chaque cas paraissent peu concordantes entre elles, pourvu que les parties qui en bénéficient y trouvent satisfaction ; le mieux est donc de les laisser à l'appréciation individuelle ? Pour exprimer ce point de vue sous une forme en apparence paradoxale : pour assurer une bonne justice, il faut consentir à un peu d'arbitraire. A une condition cependant : c'est que l'on puisse compter, chez le fonctionnaire investi d'une telle autorité, sur un esprit de justice, d'impartialité, en un mot sur une conscience et un sentiment du devoir qui ne sont pas rares chez les Anglais. Si l'on ajoute à cela l'indépendance très grande, dont jouissent et le juge de la cour de comté et le Registrar général, on s'expliquera mieux l'apparente contradiction que nous avons signalée, entre la liberté des parties et l'arbitraire des fonctionnaires (1)

1. Ce caractère de la législation anglaise se retrouve dans une

Sur le défaut de logique de maintes dispositions de la nouvelle loi, il ne sera pas besoin d'insister longtemps. M. Chamberlain lui-même, dans un discours que nous avons cité, s'en fit gloire. La nécessité de réconcilier les patrons et les conservateurs avec la nouvelle mesure, et l'habitude anglaise de ne pas sacrifier à l'harmonie apparente d'une loi, l'harmonie plus réelle qu'elle doit contribuer à réaliser entre les citoyens, expliquent assez les contradictions et les conséquences de la nouvelle loi. Issue d'une idée d'assurance, elle maintient pratiquement les conséquences du système de la responsabilité ; — puis à certains moments, elle repousse ce dernier système pour revenir à celui d'une indemnité garantie dans tous les cas. Provoquée par l'injustice de la jurisprudence antérieure, et en particulier par l'exception de common employment — elle laisse subsister cette exception dans la grande majorité des cas, et ne soustrait qu'une minorité des ouvriers aux conséquences du système antérieur.

autre législation, également remarquable par sa faculté d'adapter les principes aux faits : dans la législation romaine :

« Lorsque la fermeté et la constance du caractère des individus, en même temps que la force de l'opinion publique, opposent une digue aux abus de la liberté, celle-ci ne doit pas être renfermée dans des limites étroites. Le droit privé de Rome tout entier, et le droit public de cette époque sont basés sur la supposition que tout détenteur d'un pouvoir privé ou public en usera dignement... Le droit romain part de l'idée que les couteaux les plus tranchants sont les meilleurs ; qu'on peut les confier sans crainte aux hommes qui savent sans servir, et qu'il n'est pas nécessaire de les émousser dans la crainte d'un abus possible. » V. Ihering, *Esprit du dr. romain*, I, p. 83, trad. Meulenaere.

Mais ces contradictions ne sont pas pour effrayer le gouvernement. Sa tâche était de donner aux ouvriers un maximum d'avantages, et l'exemple de M. Asquith l'avait instruit, qu'à vouloir trop demander on finit par ne rien obtenir.

L'application de la loi a mis en relief quelques-uns des traits les plus marqués du caractère anglais. Elle a provoqué au plus haut point les initiatives individuelles, les associations, les fondations de toute espèce. Dès avant la loi de 1897, le nombre et la force des sociétés de secours mutuels, des caisses privées ou patronales, n'était nulle part aussi grands qu'en Angleterre. La loi Chamberlain a donné à cette tendance du caractère anglais un nouvel élan. D'une part, des schemes nouveaux ont été constitués un peu partout, et d'autre part des sociétés d'assurances mutuelles se sont fondées, aussi bien entre les ouvriers qu'entre les patrons. La caractéristique de l'individualisme anglais n'est pas l'isolement volontaire des individus. Les Anglais veulent faire leurs affaires eux-mêmes ; ils n'aiment pas qu'on leur impose du dehors l'exécution de certaines obligations. Mais s'ils veulent faire leurs affaires eux-mêmes, ils les font volontiers en commun, de sorte que le peuple le plus individualiste du monde est aussi celui où l'association, les groupements et la pratique de la solidarité sont poussés le plus loin. Une fois de plus, la loi de 1897 a permis à cette tendance de se manifester.

Il reste à dire quelques mots des avantages et des lacunes de cette loi, au point de vue des ouvriers. En les résumant ici, nous indiquons par là même les points sur

lesquels se portera, dans un avenir prochain, l'attention du législateur anglais.

1° La doctrine du common employment n'est pas encore abolie — elle continue à s'appliquer à la majorité des ouvriers anglais — et c'est là une grave infériorité de la législation anglaise sur celle des autres pays. Le progrès pourra se faire par deux procédés : soit par l'extention graduelle des dispositions de la loi nouvelle à d'autres professions — soit plus simplement et plus rapidement — par une loi spéciale abolissant directement la doctrine des tribunaux.

2° Aucune garantie sérieuse des indemnités n'est assurée à l'ouvrier. A vrai dire, le grand nombre des sociétés de secours privées, fait qu'en Angleterre, plus qu'ailleurs, une organisation nationale ou corporative de l'assurance pouvait attendre. Mais, dès que la pratique aura démontré l'insuffisance du système actuel, le Parlement se trouvera placé en face du problème de l'assurance obligatoire, qu'il avait si soigneusement évité lors de la discussion de 1897. Choisira-t-il alors le système corporatif ou celui de l'assurance par l'Etat ? Il est difficile de le dire. Si le mouvement actuel des patrons pour la création de mutualités d'assurance, semble préparer le terrain pour la première solution, on peut se demander, d'autre part, si les patrons consentiront à entrer dans des associations obligatoires, et surtout si les ouvriers ne s'opposeront pas à un système qui, en renforçant encore l'union des capitalistes, ne serait pas pour eux sans dangers. Par contre, M. Chamberlain et M. Asquith ont paru tous deux favorables au système de l'assurance par l'Etat.

Si l'Angleterre s'engage dans une pareille tentative, ce ne sera pas sans doute avant longtemps. La Commission parlementaire chargée d'étudier les projets de caisses de retraites pour la vieillesse les a tous rejetés au mois d'août 1898 comme insuffisants ou impraticables. C'est un précédent peu encourageant pour les tentatives analogues.

3° En plus d'un point de détail, la loi prête encore aux critiques :

La fixation même de l'indemnité laisse à désirer sous plus d'un rapport. L'absence de minimum à la rente obligatoire en cas d'incapacité temporaire ou permanente de travail, est une menace pour les ouvriers. L'admission de la faute lourde, l'étroitesse de la définition des accidents qui donnent lieu à indemnité, seront des sources de difficulté et de discussion nombreuses.

4° Enfin l'autorisation même du « contracting out » créera peut-être elle-même des difficultés. Comment les « schemes » vont-ils fonctionner ? Les « Trade-Unions » et les sociétés de secours mutuels, qui voient ainsi se détourner d'elles des membres sur lesquels elles auraient pu compter, ne cesseront pas de s'opposer à cette clause. A mesure que les ouvriers seront mieux organisés et plus forts, leur résistance sera plus vive, et la tendance des patrons à se les attacher par ce moyen plus fort. Il y a là des sources de mécontentement ou même de conflit, dont le gouvernement devra tenir compte dans un délai plus ou moins long.

Depuis la mise en vigueur de la loi, les ouvriers an-

glais ont eu l'occasion de se prononcer à deux reprises sur sa valeur. Le congrès des Trade Unions de Bristol (en septembre 1898) représentant toutes les catégories de travailleurs, et le congrès de la Fédération des mineurs de Grande-Bretagne à Edimbourg (janvier 1899), représentant la corporation la plus intéressée à l'application de la nouvelle loi, ont pris l'un et l'autre des résolutions significatives :

La première de ces deux Assemblées a voté la résolution suivante : « Le Congrès, tout en reconnaissant l'importance du nouvel Act, et les avantages nouveaux qu'il confère aux travailleurs, regrette profondément son application limitée, qui exclut de ses dispositions quelques-unes des industries les plus importantes du pays, et exprime l'opinion qu'aucun Act du Parlement ne pourra satisfaire les ouvriers, s'il n'assure pas une indemnité à tous les travailleurs, sur terre et sur mer (1) ».

Le congrès des mineurs à Edimbourg, tenu au début de cette année, s'est prononcé après une expérience de 6 mois, et demande les modifications suivantes aux dispositions de la loi :

1° son extension à toutes les industries ;

2° la suppression de l'exception de faut lourde (misconduct) ;

3° le paiement des indemnités, à partir du jour même de l'accident ;

4° la suppression du droit de « contracting out » (2).

Comme on le voit, la politique ouvrière n'est pas diri-

1. *Bristol Mercury*, 31 août 1898.

2. Musée social : Circulaire n° 2, février 1899, p. 127.

gée actuellement vers une refonte complète de la loi, en vue d'introduire l'assurance obligatoire. Les ouvriers demandent uniquement une extension de ses dispositions à toutes les industries et à tous les accidents (par la suppression de l'exception de faute lourde), et une légère augmentation des charges financières. Ces réformes pourront s'introduire par le moyen très simple d'un amendement à la loi de 1897.

Dans combien de temps ces questions seront-elles de nouveau à l'ordre du jour ? La politique anglaise a pour l'heure des préoccupations d'un tout autre genre. La question ouvrière n'est plus à l'état aigu, comme il y a peu d'années encore. De grandes grèves, comme celle des mécaniciens en 1897, ou des mineurs du Pays-le-Galles en 1898, semblent des événements normaux de la vie industrielle, et ne provoquent plus l'attention du Parlement ou du pays autant qu'elles l'auraient fait autrefois. Le parti libéral a perdu ses chefs, et cherche son programme. Le parti ouvrier n'est pas encore politiquement constitué, et l'opinion publique, sous l'impulsion de M. Chamberlain lui-même, se passionne pour d'autres projets que pour les lois sociales. Ces projets, d'un impérialisme grandiose et qui n'ont rien du nationalisme mesquin qui s'épanouit chez nous, menacent de jeter l'Angleterre dans des chemins nouveaux et dangereux. Ils ont eu, jusqu'ici, pour effet d'attirer sur les questions extérieures toute l'attention des pouvoirs publics. Les ouvriers eux-mêmes donneront volontiers l'appui de leur vote au parti conservateur, auquel ils

doivent le bienfait de la nouvelle loi, sans voir qu'il les entraîne à des entreprises plus dangereuses et plus éclatantes, mais certainement moins glorieuses, que ce large essai d'assurance et de mutualité sociales.

VU,

Le professeur, président de la Thèse,

E. THALLER

VU,

Le Doyen de la Faculté,

GLASSON.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

APPENDICE I

LE « WORKMEN'S COMPENSATION ACT »

60 et 61 Victoria cap. 37. — *Act pour amender la loi concernant l'indemnité due aux ouvriers pour les accidents éprouvés au cours de leur travail.*

Qu'il soit ordonné ce qui suit :

I. — 1. Si dans une des professions (employment) auxquelles s'applique cet Act, un ouvrier subit un dommage personnel par suite d'un accident arrivé à l'occasion et au cours de (arising out of and in the course of) son travail, son patron devra, conformément aux règles ci-après, lui payer une indemnité fixée conformément à la première cédule du présent Act.

2. Néanmoins :

a) Le patron ne sera responsable en vertu du présent Act pour aucun dommage, qui ne rendrait pas l'ouvrier incapable pendant deux semaines au moins, de gagner son plein salaire dans l'emploi qu'il exerçait avant l'accident.

b) Quand le dommage aura été causé par la négligence personnelle, ou l'acte intentionnel soit du patron lui-

même, soit d'une personne des actes ou des fautes de laquelle le patron est responsable, la responsabilité civile du patron n'est en rien modifiée par le présent Act, mais l'ouvrier peut alors, à son choix, ou réclamer une indemnité en vertu du présent Act, ou prendre les voies légales qui lui étaient ouvertes auparavant. Mais le patron poursuivi en paiement d'une indemnité pour le dommage qu'a fait éprouver à un ouvrier l'accident arrivé à l'occasion et au cours de son travail ne pourra l'être en même temps en vertu du présent Act et par les autres voies légales ; il ne pourra jamais être poursuivi par une procédure autre que celle du présent Act, sauf au cas d'une négligence personnelle ou d'un acte volontaire, tels que ceux mentionnés plus haut.

c) S'il est prouvé que le dommage éprouvé par un ouvrier est attribuable à la faute (misconduct) sérieuse et intentionnelle de cet ouvrier, aucune indemnité ne sera accordée pour ce dommage.

3. Si dans l'application du présent Act il s'élève une question, soit au sujet de l'obligation de payer une indemnité (entre autres celle de savoir si la profession dont s'agit est une de celles auxquelles l'Act s'applique), soit au sujet du montant et de la durée du paiement de l'indemnité, et qu'elle ne soit pas résolue à l'amiable, elle sera tranchée par l'arbitrage, conformément à la deuxième cédula du présent Act, et d'après les règles contenues dans la première.

4. Si dans les délais fixés par le présent Act pour intenter l'action, une action en indemnité pour des dommages causés par un accident est intentée indépendam-

ment du présent Act, et qu'il soit reconnu que le domage est un de ceux pour lesquels le patron n'est pas responsable en vertu de la loi invoquée, mais qu'il aurait été condamné si le demandeur avait invoqué les dispositions du présent Act, l'action sera repoussée ; mais la Cour devant laquelle elle aura été portée, devra, si le demandeur le désire, fixer l'indemnité ; elle pourra en déduire tous les frais qui résultent à son avis de l'action introduite à tort par le demandeur.

Dans le cas prévu par le paragraphe précédent, si la cour fixe l'indemnité, elle doit donner un certificat constatant l'indemnité arbitrée par elle et ses ordres quant à la déduction des frais ; ce certificat aura la force et l'effet d'un jugement arbitral rendu en vertu du présent Act.

5. Rien dans le présent Act ne modifie la procédure à suivre pour faire prononcer une amende en vertu des lois sur les mines et les fabriques ou l'emploi de ces amendes ; mais si la totalité ou une partie de l'amende a été employée au profit de la victime, on en tiendra compte dans l'évaluation de l'indemnité dûe en vertu du présent Act.

II. — 1. On ne pourra réclamer d'indemnité en vertu du présent Act, si notification de l'accident n'a pas été faite aussitôt que possible après qu'il s'est produit et avant que l'ouvrier ait volontairement abandonné l'emploi dans lequel il a été blessé, et si la demande en indemnité n'a pas été introduite dans les six mois de la survenance de l'accident, ou, au cas de mort, dans les six mois qui ont suivi la mort. Néanmoins l'absence de notification, les défauts ou les inexactitudes qu'elle con-

tiendra n'empêcheront pas la demande d'être recevable, si le cours de la procédure démontre que l'absence, les défauts ou l'inexactitude de la notification n'ont pas entravé le patron dans sa défense, ou si cette absence, ces défauts ou ces inexactitudes sont l'effet d'une erreur ou de tout autre motif raisonnable.

2. La notification de l'accident contiendra le nom et l'adresse de la victime, elle exposera en langage ordinaire la cause de l'accident, la date à laquelle il a été subi ; elle sera faite au patron, ou, s'il y en a plusieurs, à l'un d'entre eux.

3. La notification peut être remise soit directement à la personne à qui elle doit être faite, soit au lieu où elle habite, soit à celui où elle exerce sa profession.

4. La notification peut encore être faite par la poste, au moyen d'une lettre recommandée adressée à la personne à qui elle doit être faite dans le dernier lieu connu où elle habitait ou exerçait sa profession ; dans ce cas la notification sera considérée comme ayant été faite à l'époque où la lettre serait parvenue au destinataire, suivant les délais ordinaires du service postal ; il suffira dans ce cas pour prouver la notification, de prouver que la lettre a été régulièrement adressée et recommandée.

5. Si le patron est une société ayant ou non la personnalité civile, on pourra remettre la notification au bureau ou à l'un des bureaux de la société, ou l'envoyer par lettre recommandée.

III. — 1. Si le Registrar des sociétés de secours mutuel, après s'être enquis de l'opinion du patron et des ouvriers, certifie qu'un arrangement (scheme) quelconque

pour indemniser, secourir ou assurer les ouvriers d'un patron dans une profession quelconque, qu'il s'applique ou non à d'autres patrons et à leurs ouvriers, n'est au total pas moins favorable à l'ensemble des ouvriers et de leurs ayant-droit que les dispositions du présent Act, le patron pourra jusqu'à la révocation du certificat, faire avec les ouvriers un contrat, en vertu duquel son plan remplacera les dispositions du présent Act ; et la responsabilité du patron ne sera fixée que d'après les règles de ce plan. Mais partout ailleurs, le présent Act sera appliqué nonobstant toute convention contraire faite après sa mise en vigueur.

2. Le Registrar pourra accorder un certificat pour une période limitée qui ne pourra être de moins de 5 ans.

3. Aucun arrangement particulier ne sera autorisé, s'il fait de l'accession de l'ouvrier à cet arrangement, une condition d'embauchage.

4. Si les ouvriers d'un patron, ou quelqu'un en leur nom se plaint au Registrar des sociétés de secours mutuels que les dispositions d'un arrangement donné ne sont plus au total (on the whole) aussi favorables à l'ensemble des ouvriers et de leurs ayant-droit, que les dispositions du présent Act, ou que les règles de cet arrangement sont violées, ou qu'il n'est pas loyalement administré, ou qu'il existe des raisons suffisantes pour retirer le certificat, le Registrar examinera la plainte, et, s'il la trouve fondée, retirera le certificat, à moins que le motif de plainte ne soit écarté.

5. A l'expiration du terme ou à la révocation d'un certificat, l'argent et les sûretés qui garantissaient l'exé-

cution de l'arrangement seront partagés à l'amiable entre le patron et les ouvriers, ou en cas de différend, suivant une distribution faite par le Registrar.

6. Quand l'arrangement aura été certifié comme il vient d'être dit, le patron sera tenu de répondre à toutes les questions et de fournir tous les comptes que le Registrar des sociétés de secours mutuels pourra faire ou réclamer concernant son fonctionnement.

7. Le Registrar en chef des sociétés de secours mutuels, mentionnera dans son rapport annuel les démarches auxquelles le présent Act aura donné lieu.

IV. — Quand dans une profession à laquelle s'applique le présent Act, les entrepreneurs, tels qu'ils seront définis plus bas, font marché avec une personne pour l'exécution d'un travail, soit par elle même soit sous sa direction et que ces entrepreneurs, si ce travail était exécuté par leurs propres ouvriers eussent dû, en vertu du présent Act, les indemniser des accidents survenus à l'occasion et au cours de leur travail, ils devront payer à tout ouvrier employé à l'exécution de ce travail, l'indemnité que doit le sous-contractant (the contractor) à l'ouvrier (soit en vertu du présent Act, soit pour cause de négligence personnelle) d'où Act intentionnel ou celle que lui devrait le sous-contractant s'il était un patron auquel s'applique le présent Act.

Néanmoins, les entrepreneurs auront un recours contre toute autre personne, qui aurait été responsable indépendamment des dispositions de la présente section.

Cette section ne s'appliquera pas aux marchés conclus avec une personne, pour l'exécution par elle-même ou

sous sa direction d'un travail qui serait purement accessoire ou accidentel dans le commerce ou dans l'industrie exercée par ces entrepreneurs, et qui n'en formerait pas une partie intégrante ou constitutive.

V. — 1. Quand en vertu du présent acte, un patron est débiteur d'une indemnité, s'il est assuré pour une somme quelconque en vue du paiement de cette indemnité, et s'il fait faillite ou obtient de ses créanciers un concordat ou un arrangement, ou encore, s'il s'agit d'une société, au cas de liquidation de cette société, l'ouvrier aura un privilège sur la somme susdite, pour le montant de sa créance. Le juge de la cour du comté peut ordonner aux assureurs de payer cette somme à la caisse d'épargne postale au nom du registrar de cette cour, et ordonner qu'elle soit placée ou employée conformément aux dispositions de la première cédula ci-jointe relative au placement dans les caisses d'épargne postales de toute somme accordée en paiement d'indemnité, et ces dispositions seront appliquées.

2. Dans l'application de cette section à l'Ecosse, les mots « avoir un privilège » (have a first charge upon) signifieront « avoir un droit de préférence » (be preferentially entitled to).

VI. — Lorsque l'accident compensable en vertu du présent acte, est survenu dans des circonstances qui emportent la responsabilité légale d'une personne autre que le patron, l'ouvrier peut à son choix, soit intenter une action en dommages-intérêts contre cette personne, soit réclamer une indemnité à son patron, en vertu du présent acte ; mais il ne pourra agir contre les deux à la

fois, et si l'indemnité lui est payée en vertu du présent acte, le patron aura un recours contre la dite personne.

VII. — 1. Le présent acte s'appliquera seulement aux ouvriers employés par des entrepreneurs, définis comme il sera dit, et travaillant sur, dans ou auprès d'un chemin de fer, d'une fabrique, d'une mine, d'une carrière, d'un engin mécanique ; et aux ouvriers employés par des entrepreneurs définis comme il sera dit, et travaillant sur, dans ou auprès d'un bâtiment de plus de 30 pieds de haut, en voie de construction, de réparation ou de démolition par le moyen d'échaffaudages, ou pour la construction, la réparation ou la démolition duquel on emploie une machine mue par la vapeur, l'eau ou toute autre force mécanique.

2. Dans le présent acte :

« Chemin de fer » signifie le chemin de fer de toute compagnie à laquelle s'appliquent les règles du Railways Act de 1873, y compris les chemins de fer légers, construits en vertu du Light Railways Act de 1896 ; les mots « chemins de fer et compagnie de chemins de fer » ont la même signification que dans les actes susdits de 1873 et 1896.

« Fabrique » a la même signification que dans les Factory and Workshop Acts de 1878 à 1891, et comprend aussi tous bassins, jetées, quais, entrepôts, machines ou construction, auxquels une disposition quelconque des Factory Acts est applicable, en vertu du Factory and Workshop Act de 1895, et toute blanchisserie mue par la vapeur, l'eau ou toute force mécanique.

« Mines » signifie une mine à laquelle s'appliquent le

Coal Mines Regulation Act de 1887 ou le Metalliferous Mines Regulation Act de 1872.

« Carrières » signifie une carrière définie d'après le Quarries Act de 1894.

« Travail mécanique » signifie tout travail de construction de modification ou de réparation d'un chemin de fer, d'un port, d'un bassin, d'un canal, d'un égoût, y compris tout autre travail pour la construction, la modification ou la réparation duquel on emploie des machines mues par la vapeur, l'eau ou toute autre force mécanique.

Le mot « entrepreneurs », s'il s'agit d'un chemin de fer, signifie la compagnie de chemin de fer; s'il s'agit d'une fabrique, d'une carrière ou d'une blanchisserie, il signifie celui qui l'occupe, au sens des Factory and Workshop Acts de 1878 et 1895; s'il s'agit d'une mine, il signifie son propriétaire au sens du Coal Mines Regulation Act de 1887 ou du Metalliferous Mines Regulation Act de 1872, suivant les cas; s'il s'agit d'un travail mécanique, il signifie la personne qui entreprend la construction, la modification ou la réparation, et s'il s'agit d'un bâtiment, la personne qui entreprend la construction, la réparation ou la démolition de ce bâtiment.

Le mot « patron » s'applique à toute société, ayant ou non la personnalité civile, et aux personnes qui représentent légalement un patron décédé.

« Ouvrier » signifie toute personne travaillant dans l'un des métiers auxquels s'applique le présent Act, que son travail soit manuel ou non, que son contrat soit un contrat de louage de service, d'apprentissage ou un

autre, exprès ou tacite, oral ou écrit. Toute mention d'un ouvrier blessé, impliquera au cas de mort, celle de ses représentants légaux ou de ses ayant-droit, ou de toute autre personne à laquelle une indemnité est due.

Ayant-droit (dépendants) signifie :

a) en Angleterre et en Irlande, les membres de la famille de l'ouvrier spécifiés dans le Fatal Accident Act de 1846, qui au moment de la mort étaient entièrement ou partiellement entretenus par son salaire.

b) en Écosse, les personnes légalement admises en vertu de la loi écossaise à poursuivre le patron en dommages et intérêts ou en *solatium*, par suite de la mort de l'ouvrier, et qui au moment de sa mort vivaient entièrement ou partiellement de son salaire.

3. Un ouvrier employé dans un chantier de constructions maritimes, ne perdra pas le bénéfice du présent Act, sous le seul prétexte que l'accident s'est produit hors du chantier, au cours d'un travail exécuté par lui sur un vaisseau, dans un bassin, une rivière ou une eau courante voisine du chantier.

VIII. — 1. Le présent Act ne s'appliquera pas aux personnes engagées au service naval ou militaire de la Couronne, mais, sauf cette exception, il s'appliquera à tout travail exécuté par la Couronne ou pour son compte et auquel cet acte s'appliquerait, si l'entrepreneur était une personne privée.

2. La Trésorerie pourra, au moyen d'un warrant soumis au Parlement, modifier en vue de l'application du présent Act son warrant fait en vertu de la première section du Superannuation Act de 1887, et nonobstant toute disposi-

tion de ce dernier acte, ou tout warrant de ce genre, pourra faire un arrangement et le faire certifier par le Registrar des sociétés de secours mutuels, conformément au présent Act.

IX. — Tout contrat existant au moment de la mise en vigueur du présent Act, et par lequel un ouvrier abandonnerait son droit à une indemnité vis-à-vis du patron pour un dommage personnel éprouvé à l'occasion et au cours de son travail, sera, en ce qui touche le présent Act, censé ne pas continuer au-delà de l'époque à laquelle il aurait pris fin, si l'ouvrier l'avait dénoncé à la date de la mise en vigueur du présent Act (1).

X. — 1. Le présent Act entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1898.

1. Le présent Act pourra être désigné sous le nom de « Workmen's Compensation Act, 1897 ».

1. En d'autres termes, la mise en vigueur de l'Act rend nulles toutes les clauses conques dans le sens indiqué par la première partie de la section.

PREMIÈRE CÉDULE

CONDITIONS DE L'INDEMNITÉ

I. Le montant de l'indemnité, d'après le présent Act sera :

a) En cas d'accident entraînant la mort ;

1. Si les ayant-droit de l'ouvrier dépendent complètement de son gain à l'époque de sa mort, l'indemnité sera égale au gain de l'ouvrier pendant les trois années précédentes, sans qu'elle puisse être moindre de cent-cinquante livres, ni supérieure à trois cents ; le montant des allocations hebdomadaires payées conformément au présent Act sera déduite de cette somme ; si l'ouvrier a travaillé moins de trois ans chez son dernier patron, on calculera son gain de trois ans en multipliant par 156 son salaire hebdomadaire moyen pendant le temps où il a effectivement travaillé chez ce patron.

2. Si les ayant-droit laissés par l'ouvrier ne dépendent que partiellement de ses gain à l'époque de sa mort, sans pouvoir en aucun cas dépasser l'indemnité, la somme indiquée au paragraphe précédent, sera d'une somme raisonnable et proportionnée à la perte faite par les ayant-

droit. Elle sera fixée à l'amiable ou à défaut d'entente, par un arbitrage, suivant les règles du présent Act.

3. Si l'ouvrier ne laisse pas d'ayant-droit, l'indemnité sera égale aux frais médicaux et funéraires, sans pouvoir dépasser dix livres.

b) Au cas d'incapacité totale ou partielle de travail, l'indemnité pendant la durée de l'incapacité et après la seconde semaine, sera au maximum égale au 50 0/0 de son salaire hebdomadaire moyen pendant les douze derniers mois, s'il a été employé aussi longtemps par le même patron, et pendant une période moindre, s'il a été employé moins de temps, sans que l'allocation hebdomadaire puisse en aucun cas dépasser une livre sterling.

II. Dans la fixation de l'allocation hebdomadaire, on tiendra compte de la différence entre le salaire hebdomadaire moyen de l'ouvrier avant l'accident, et la somme moyenne qu'il est capable de gagner après l'accident, ainsi que des allocations autres que le salaire qu'il a pu recevoir de son patron, pendant son incapacité, et à cause de son accident.

III. Après notification par l'ouvrier, de l'accident qui lui est arrivé, il devra, sur la demande du patron, se faire examiner par un médecin dûment qualifié, choisi et payé par le patron. S'il refuse de se soumettre à cet examen, ou l'empêche de quelque façon que ce soit, son droit à l'indemnité et toutes les démarches prévues par le présent Act en vue de son paiement, seront suspendus jusqu'à ce que l'examen ait eu lieu.

IV. En cas de mort, le paiement doit être fait au représentant légal de l'ouvrier ; s'il n'en existe pas, il

sera fait à ses ayant-droit ou à leur profit ; s'il n'existe pas d'ayant-droit, le paiement sera fait à la personne à laquelle les dépenses sont dûes. Dans le cas où le paiement serait fait au représentant légal, il devra être versé par lui aux mains, ou employé au profit des ayant-droit, ou de toute autre personne qui pourrait faire valoir un droit en vertu du présent Act.

V. A défaut d'entente amiable, c'est l'arbitre qui, conformément au présent Act, décidera quelles personnes ont la qualité d'ayant-droit, et quelle somme revient à chacune d'elles.

VI. L'indemnité allouée à un ayant-droit pourra être placée ou employée à son profit en vertu d'une entente amiable, ou d'après les ordres du comité ou d'un autre arbitre.

VII. Toute somme dont le comité ou l'arbitre ordonneront le placement pourra être déposée en totalité ou en partie à la caisse d'épargne postale par le registrar de la cour du comté, et à son nom.

VIII. Toute somme qui aura reçu cette destination pourra être employée à l'achat d'un titre de rentes sur l'Etat par l'entremise de la caisse d'épargne postale, ou être reçue en dépôt au nom du registrar par le directeur général des postes. Les lois et les règlements concernant les limites des dépôts faits aux caisses d'épargne, et la déclaration que doit faire le déposant, ne sont pas applicables à ces sommes.

IX. On ne pourra toucher aucune partie d'une somme ainsi placée, au nom du registrar d'une cour de comté à la caisse d'épargne postale et, en vertu du présent Act,

sans un ordre adressé par la Trésorerie ou la cour de comté, au directeur général des postes.

X. Toute personne tirant profit d'une somme placée dans une caisse d'épargne postale en vertu du présent Act, peut néanmoins se faire ouvrir un compte à son propre nom, dans une caisse d'épargne postale ou dans une caisse d'épargne quelconque, sans être passible des peines édictées par les lois et les règlements contre l'ouverture d'un compte dans deux caisses d'épargne à la fois, ou de deux comptes dans la même caisse d'épargne.

XI. Tout ouvrier qui touche une allocation hebdomadaire en vertu du présent Act, devra sur la demande du patron ou des personnes contre lesquelles le patron a un recours, se soumettre de temps en temps à un examen médical pratiqué par un médecin dûment qualifié, choisi et payé par le patron ou par ces personnes. Si l'ouvrier s'oppose à ce que l'examen soit fait par ce médecin, ou s'il est mécontent du certificat que ce médecin lui délivre, il peut se soumettre à l'examen d'un des médecins mentionnés à la deuxième cédule et nommés officiellement en vue du présent Act. Le certificat de ce médecin sur l'état de l'ouvrier au moment de son examen, sera remis au patron et à l'ouvrier, et sera considéré comme une preuve définitive. Si l'ouvrier refuse de se soumettre à cet examen, ou s'y oppose d'une façon quelconque, son droit à l'indemnité sera suspendu jusqu'à ce que l'examen ait eu lieu.

XII. Toute allocation hebdomadaire peut être révisée à la demande soit du patron soit de l'ouvrier ; à la suite de cette révision on pourra la supprimer, la diminuer ou

l'augmenter, sans toutefois pouvoir dépasser le maximum fixé ci-dessus ; le montant de l'allocation, à défaut d'entente amiable, sera fixé par un arbitre, conformément au présent Act.

XIII. Lorsqu'une allocation hebdomadaire a été payée pendant plus de six mois, le patron peut s'acquitter une fois pour toute par le versement d'une somme unique (*lump sum*), déterminée à défaut d'entente par un arbitre, conformément au présent Act. Cette somme pourra, sur l'ordre du comité ou de l'arbitre, être placée ou employée comme il a été dit plus haut.

XIV. Une allocation hebdomadaire, ou une somme unique versée en vue de son rachat, ne pourra être ni cédée, ni imposée, ni saisie ni transférée à aucune autre personne par la volonté de la loi. Elle ne pourra faire l'objet d'aucune revendication.

XV. Lorsqu'un arrangement ratifié par le présent Act organise le payement de l'indemnité par une société de secours mutuels, les dispositions du « proviso » de la première sous-section des sections 8, 16 et 41 de l'Act de 1898 sur les sociétés de secours mutuels, ne s'appliqueront pas à cette société, en ce qui touche cet arrangement.

XVI. Dans l'application de cette cédule à l'Ecosse, il faut entendre « par registrar de la Cour du comté » le « shériff clerc du comté », et par « juge de la Cour du comté », le « shériff ».

XVII. Dans l'application de cet Act à l'Irlande, les dispositions du County Officers and Courts (Ireland) Act, 1877, concernant les sommes déposées dans la caisse d'épargne

postale en vertu de ce dernier Act, s'appliqueront à l'argent placé à la caisse d'épargne postale-conformément au présent Act.

SECONDE CÉDULE

ARBITRAGE

Les dispositions suivantes s'appliqueront à toute affaire qui, conformément au présent Act, doit être réglée par la voie de l'arbitrage.

1. S'il existe un comité représentant le patron et ses ouvriers, et ayant le pouvoir de trancher les contestations soulevées par le présent Act entre ces personnes, l'affaire, à moins qu'une des parties n'y fasse opposition par notification écrite envoyée à l'autre avant la réunion du comité, sera réglée par l'arbitrage de ce comité ou renvoyée par lui, à son gré, à l'un des arbitres prévus par les articles suivants.

2. Si l'une des parties fait opposition, ou s'il n'existe pas de pareil comité, ou encore si le comité renvoie l'affaire à un autre arbitre, ou n'a pas rendu de décision trois mois après l'introduction de la demande, l'affaire sera jugée par un seul arbitre agréé par les deux parties, ou, à défaut d'entente, par le juge de la Cour de comté et conformément à la procédure prescrite par les « Rules of court » ou encore avec l'autorisation du

Lord Chancelier d'Angleterre, par un arbitre nommé par le juge de la Cour de comté, conformément à la même procédure.

3. L'arbitre ainsi nommé par le juge de la Cour de comté, a tous les pouvoirs d'un juge de la Cour du comté, et sera rétribué par le Parlement, d'après des règles à fixer par la Trésorerie.

4. L' « Arbitration Act » de 1889, ne s'applique pas aux arbitrages prévus par le présent Act. Mais un arbitre peut, s'il le juge bon, soumettre toute question de droit à la décision du juge de la Cour de comté, et la décision du juge sur une question juridique quelconque, qu'il statue à la demande de l'arbitre saisi du fond ou qu'il soit lui-même saisi de l'affaire, sera définitive, à moins que l'une des parties n'en appelle à la Cour d'appel dans un délai et sous des conditions qui seront déterminées par la Cour suprême. Le juge de la Cour de comté, ou l'arbitre nommé par lui, auront, en cas d'arbitrage, le pouvoir de faire comparaître des témoins et de faire produire des documents, comme si la demande d'indemnité avait été faite dans la forme ordinaire des demandes devant la Cour de comté.

5. Les « Rules of court » pourront régler la faculté pour l'une des parties de se faire représenter dans les arbitrages prévus par le présent Act.

6. Les frais de l'arbitrage et de la procédure seront fixés par l'arbitre. Ils ne dépassent pas la limite prescrite par les « Rules of Court » et seront évalués, de la manière prescrite par ces règles.

7. En cas de mort, de refus ou d'incapacité d'un arbi-

tre, un juge de la Haute-Cour peut, sur la demande d'une des parties, désigner un nouvel arbitre.

8. Lorsqu'une indemnité aura été fixée, une allocation hebdomadaire modifiée, ou toute autre question résolue, en vertu du présent Act par un comité, un arbitre ou un arrangement amiable, un mémoire devra en être envoyé, suivant les règles de la cour, par le comité, l'arbitre ou l'une des parties, au registrar de la cour de comté du district où réside la personne à qui l'indemnité est due. Le registrar, conformément aux règles de la cour devra si son authenticité est certaine, le transcrire sur un registre, sans frais ; à partir de ce moment le mémoire en toutes circonstances aura la force d'un jugement de la cour de comté. Mais le juge de la cour de comté pourra à toute époque corriger ce registre.

9. Lorsqu'une affaire doit être tranchée par une cour de comté, par le juge ou le registrar, ou devant eux, l'affaire, à moins d'intention contraire des parties, sera portée devant la cour, le juge ou le registrar du district où résident toutes les parties intéressées, ou du district dans lequel l'accident s'est produit, si les parties résident en différents districts, sans préjudice du transfert de l'affaire, conformément aux règles de la cour.

10. Le rôle d'un juge de la Cour de comté, sous le présent Act ou de l'arbitre nommé par lui, fait partie du rôle de la Cour de comté, et les officiers de la cour agissent en conséquence. Des rules of court pourront être faites pour tous les cas où le présent Act autorise la confection de ces règles, et d'une façon générale pour appliquer le présent Act, en tant qu'il touche aux fonc-

tions de la cour de comté, ou de l'arbitre nommé par le juge, ou à la procédure suivie devant eux. Ces règles en Angleterre pourront être faites par les 5 juges de cours de comté chargés de les rédiger, en vertu de la section 164 du « County court Act » de 1888; avec l'autorisation du Lord Chancelier que prévoit cette section, elles auront plein effet sans autre autorisation.

11. Les dépens ne pourront être payés par les parties à la cour de comté avant la sentence.

12. Toute indemnité accordée est délivrée contre reçu de la personne qui doit la recevoir en vertu de la sentence ou de l'accord intervenu ; son solicitor ou son agent ne pourra se faire payer sur cette somme ni la retenir comme gage, ni en déduire une partie pour les frais, sauf si l'arbitre ou le juge avait à la demande d'une des parties, fixé les frais dûs au solicitor ou à l'agent. Cette somme sera fixée conformément à la taxation et à l'échelle des frais prescrits par les règlements de la cour.

13. Le secrétaire d'Etat peut désigner pour les besoins du présent Act des médecins légalement qualifiés, et tout comité, arbitre ou juge peut, en observant les règles édictées par le secrétaire d'Etat, et la Trésorerie, demander à un de ces médecins un rapport sur une question, dont la solution importe à la décision arbitrale. Ces médecins seront payés sur le budget d'après des règles à rédiger par la Trésorerie.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE.....	1
INTRODUCTION.....	4
CHAPITRE PREMIER. — Les origines historiques de l'Acte Chamberlain.....	15
§ 1. — La Common Law.....	17
§ 2. — L'Employers' liability Act.....	30
§ 3. — L'échec du bill Asquith.....	37
§ 4. — Le Workmen's Compensation Act.....	44
CHAPITRE II. — Les principes de l'Acte Chamberlain.....	50
CHAPITRE III. — Conditions de paiement de l'indemnité....	67
§ 1. — Accidents donnant droit à indemnité.....	68
§ 2. — Personnes qui doivent l'indemnité.....	71
§ 3. — Quelles personnes ont droit à l'indemnité.....	79
CHAPITRE IV. — Evaluation, mode de paiement et garantie de l'indemnité.....	90
§ 1. — Montant et mode de paiement de l'indemnité....	91
A) Accidents entraînant la mort.....	91
Montant de l'indemnité.....	91
Forme de l'indemnité.....	94
Placement de l'indemnité.....	95
B) Incapacité partielle ou totale de travail.....	97
C) Revision de l'indemnité.....	101
§ 2. — Garantie du paiement de l'indemnité.....	104
Charges financières de l'assurance.....	111
CHAPITRE V. — La procédure.....	117
§ 1. — Conditions de recevabilité de l'action.....	118
Délai de six mois.....	118
Notification de l'accident.....	118
Examen médical.....	120

§ 2. — L'arbitre.....	122
Compétence de l'arbitre.....	130
§ 3. — Procédure exceptionnelle devant un juge autre que l'arbitre.....	131
CHAPITRE VI. — Le Contracting-out.....	133
CHAPITRE VII. — La pratique du contracting-out.....	151
Contributions aux caisses.....	159
Avantages particuliers.....	160
Cas de mort avec « dependants ».....	162
Cas de mort d'un ouvrier ne laissant pas de « de- pendants ».....	164
Cas d'incapacité temporaire ou permanente...	164
CHAPITRE ADDITIONNEL. — Rapport sur l'application de la loi en 1898.....	173
CONCLUSION.....	176
APPENDICE. — Texte du Workmen's Compensation Act.....	191

